

Thèse de maîtrise

Réconciliation locale et construction de la paix : relation plausible?

Le cas du département d'Angaraes, Huancavelica, Pérou

Par Sophie St-Laurent

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures et postdoctorales
dans le cadre du programme de maîtrise en mondialisation et développement international
en vue de l'obtention du grade de Maître ès Arts (M.A.)

École de Développement international et mondialisation

Faculté des sciences sociales

Université d'Ottawa

Résumé

Les approches internationales en matière de paix et de réconciliation ont beaucoup évolué depuis le début des années 2000, en tentant d'inclure notamment de plus en plus le niveau local dans le but de favoriser l'appropriation des processus de paix et de réconciliation suite à un conflit interne. Or, ces nouvelles approches théoriques proposent des pistes de solutions sans même avoir consulté les populations locales afin d'identifier leurs besoins en matière de paix et de réconciliation, et sans avoir développé une meilleure compréhension des relations et des interactions locales en période post-conflit. Cette recherche se base sur une étude ethnologique réalisée dans la municipalité de Julcamarca, au Pérou, afin de déterminer quels sont les processus nécessaires dans une communauté ayant été affectée par un conflit interne – entre 1980 et 2000 – pour retrouver la paix et atteindre la réconciliation. Les éléments découverts lors de la recherche, basés sur les définitions locales de paix et de réconciliation plutôt que sur les concepts occidentaux plus souvent utilisés, permettent par la suite une analyse des résultats locaux en matière de paix et de réconciliation, comparativement aux débats théoriques de la 4^e génération de pensées en construction de la paix en relations internationales.

Table des matières

Introduction.....	1
Chapitre 1 - Revue de littérature.....	6
Vide théorique.....	6
Construction de la paix.....	7
Réconciliation	9
Chapitre 2 - Cadre théorique et méthodologie	13
Méthodologie	17
Énoncé éthique.....	22
Chapitre 3 – Le cas de Julcamarca	23
Mise en contexte	23
Processus de paix et de réconciliation	27
Réussites et critiques des processus	31
Paix et réconciliation : définitions	34
Application des concepts dans la vie quotidienne	42
Processus locaux.....	52
Chapitre 4 – Analyse.....	67
Peacebuilding et processus locaux: dialogue possible?	68
Conclusion	86
Bibliographie.....	92

Réconciliation locale et construction de la paix : relation plausible?

Le cas du département d'Angaraes, Huancavelica, Pérou

Introduction

Les approches internationales en matière de paix et de réconciliation suite à un conflit interne ont fait couler beaucoup d'encre dans les deux dernières décennies et ont été grandement critiquées. La légitimité et l'efficacité des interventions, l'ontologie, ainsi que l'épistémologie font parties des nombreux points qui ont été mis de l'avant comme étant problématiques (Darweish et Rank, 2012; Greener, 2011; Heathershaw, 2008; Lidén, Mac Ginty et Richmond, 2009; Paris, 2004; Paris et Sisk, 2007; Richmond, 2004, 2006; Roberts, 2011). De nombreuses critiques ont particulièrement été soulevées en ce qui concerne la relation des acteurs internationaux avec le local, mais aussi l'inclusion des populations dans le développement et l'implémentation des processus de paix dans leur pays, alors que ces interventions sont menées par des acteurs externes dans une réalité qui n'est pas la leur. De plus, le niveau national est très souvent utilisé afin de refléter la réalité du pays entier lors de l'élaboration des processus, mais cela ne représente pas fidèlement la réalité de chacune des régions du pays. Certaines régions ont pu être affectées à différents degrés lors du conflit, en plus de vivre au quotidien dans des réalités différentes. Des pistes de solutions permettant une meilleure inclusion ou du moins une participation plus active d'acteurs locaux ont donc été suggérées sur le plan théorique, afin de permettre une meilleure considération de l'échelle locale dans la mise en place des processus de paix lors d'interventions internationales. Toutefois, ces suggestions ou ces pistes de réflexion sont majoritairement discutées au niveau théorique, très peu ayant été mises en pratique et appliquées dans un cas concret jusqu'à maintenant. Ces solutions permettraient, selon les auteurs (Donais, 2012; Hellmüller, 2013; Mac Ginty, 2008, 2010; Mitchell et Hancock, 2012; Paris et Sisk, 2007; Pouligny et al. 2007; Richmond, 2009; Robins, 2013), une approche plus inclusive prenant en considération les populations locales, améliorant par le fait même l'efficacité et la légitimité des processus implémentés. La diversité des cas et des contextes rend cependant plus difficile l'établissement d'un seul cadre ou d'un seul processus d'inclusion des communautés locales, et encore très peu d'auteurs explorent en profondeur ces différentes réalités des communautés en situation post-conflit, faisant en sorte qu'il est difficile d'établir si les solutions proposées dans la sphère théorique sont adaptées à la réalité d'une communauté particulière. Cela crée toutefois une contradiction, puisque les auteurs suggèrent des pistes de solutions permettant d'inclure la population locale dans la prise de décision et de création des

processus de paix et de réconciliation qui seront implémentés dans leur communauté, mais les suggestions faites ne proviennent pas des communautés, et aucune vérification n'a été faite sur le terrain afin de voir si ces suggestions convenaient à la population locale visée. Bref, la situation est complexe et les auteurs ne s'entendent pas sur les moyens à mettre de l'avant pour véritablement inclure les populations locales dans chacune des étapes des processus de paix et de réconciliation qui les concernent.

Des études de cas ont été faites sur certaines communautés dans le monde permettant de mieux comprendre la réalité et le contexte local, une étape des plus importantes selon cette recherche pour que les processus mis en place suite à un conflit soient adéquats et efficaces. Toutefois, ces études de cas permettent plus souvent qu'autrement de faire le lien entre le national et le local et de voir comment les deux peuvent travailler ensemble, plutôt que de regarder le local comme un tout en soi. En fait, très peu de publications traitent de la manière dont la réconciliation locale fonctionne et des processus qui l'accompagnent lorsqu'une réconciliation post-conflit est possible (Pouligny et al, 2007; Theidon, 2006a, 2006b; Robins, 2013). Pourtant, la population est la première affectée lors d'un conflit interne, que ce soit en tant que victimes indirectes ou qu'acteurs principaux dans les luttes armées. Lorsqu'un conflit prend fin, la situation demeure souvent très polarisée sur le terrain, tant au niveau national que communautaire. Les différents acteurs du conflit doivent réapprendre à vivre ensemble et à se faire confiance, incluant au sein d'une même communauté (CVR, 2003; Theidon, 2006a, b). Il y a donc un travail important à réaliser dans le domaine de la réconciliation, et ce non seulement au niveau national, mais aussi au niveau régional et local. Comme le soutient Yaacov Bar-Siman-Tov (2004), la réconciliation est souvent la condition la plus importante, mais aussi la plus difficile à atteindre dans tout processus de paix, car elle est à la base d'une reconstruction du tissu social reposant sur la confiance. Des tensions peuvent subsister entre deux acteurs de camps opposés, et les victimes peuvent avoir beaucoup de ressentiments envers ceux qu'elles considèrent comme leurs agresseurs. La réconciliation et la paix nationales, plus amplement étudiées dans les écrits, ne doivent pas être négligées, au contraire, mais une plus grande importance doit être accordée à l'échelle locale, qui présente souvent des dynamiques différentes de celles retrouvées à l'échelle nationale. Les populations locales sont en fait souvent considérées, lors d'interventions internationales, comme étant des sujets des processus implémentés, plutôt que des acteurs vivants interagissant quotidiennement avec ces processus (Newman, 2011). Les communautés représentent la base d'un pays, mais cela ne veut pas dire que chacun des piliers est exposé aux mêmes conditions en même temps et qu'ils répondront de la

même manière s'ils sont confrontés à une situation similaire. Il est donc impératif, selon cette recherche, que les processus mis en place reflètent la réalité locale, et que ces derniers correspondent aux besoins de la population que cette dernière a elle-même identifiés pour sa paix et sa réconciliation. Jusqu'à maintenant, les auteurs ne s'entendent pas nécessairement sur l'approche à adopter pour inclure les populations locales, mais ils s'entendent sur l'importance de cette inclusion, ce qui constitue une première étape.

Même si peu d'auteurs ont travaillé sur cette échelle, des études de cas locales ont été réalisées afin de mieux comprendre les interactions d'une communauté suite à un conflit violent, pour mieux cerner les processus qui pourraient s'appliquer dans chacun des cas (Pouligny et al., 2007; Robins, 2013; Theidon, 2006a, b). Toutefois, ces auteurs représentent une minorité comparativement à ceux traitant de la réconciliation ou de la construction de la paix à un niveau national (Andrieu, 2013; Bar-Siman-Tov, 2004; Darweish et Rank, 2012; Dembinska, 2010; Govier et Verwoerd, 2002; Mac Ginty, 2008, 2010; Newman, 2011; Parent, 2010; Paris, 2004; Paris et Sisk, 2007; Prager et Govier, 2003), d'où en partie l'importance d'approfondir les connaissances sur une échelle locale. La compréhension du local par un acteur externe est très importante, mais encore faut-il que les résultats obtenus puissent être communiqués avec les autres échelles de réconciliation et de paix suite à un conflit interne, sans quoi la paix ne peut être totalement atteinte, puisque ces différentes échelles (locale, régionale et nationale) forment un tout malgré les différences qui les distinguent. Da Costa et Karlsrud (2012), Donais (2012), Mitchell et Hancock (2012) et Verkoren et Van Leeuwen (2013) sont parmi les auteurs qui ont tenté de mettre en relation les approches internationales avec le local, délaissant cependant l'échelle nationale. Cette recherche soutient en fait que la communication entre les différentes échelles doit être améliorée et que les recherches anthropologiques réalisées dans les communautés en situation post-conflit doivent être mises en relation avec les discussions prenant place au niveau international en matière de construction de la paix et de réconciliation. Étudiés séparément, ces deux domaines développent une littérature propre à leur sujet, mais lorsque les deux sont regroupées, elles deviennent encore plus pertinentes puisqu'elles complètent les vides théoriques de l'autre domaine de recherche.

Cette problématique est à la base de cette recherche. La recherche a pour objectif d'établir un lien, une voie de dialogue entre les interventions de paix au niveau international, et les processus nécessaires dans une communauté affectée par un conflit violent pour surmonter ce qui s'est passé et réinstaurer la paix et la réconciliation. Pour ce faire, deux questions de recherche sont posées : Quels sont les processus qui, dans une communauté ayant été affectée par un conflit interne, permettent une certaine réconciliation au niveau local? Ces processus se reflètent-ils dans la théorie libérale de

construction de la paix (*peacebuilding*) prédominante sur la scène internationale? Pour répondre à la première de ces deux questions de recherche, les sous-questions suivantes sont posées : que signifient la paix et la réconciliation pour les répondants, et par quels processus est-il possible, selon eux, d'atteindre ces dernières? Si certaines variables telles que la sécurité, la démocratie et le respect des droits humains sont inhérentes à la vision occidentale de la construction de la paix qui domine la littérature sur le sujet, qu'en est-il pour des communautés non occidentales directement affectées par un conflit?

Ces questions permettent de venir répondre aux différentes critiques soulevées par les auteurs de la quatrième génération de pensée en construction de la paix, dont celles d'un manque de communication entre l'anthropologie et la science politique soulevée entre autres par Autesserre (2011) et Mac Ginty (2008), en favorisant une meilleure compréhension du rôle des parties locales et communautaires dans les processus de paix mis en place au niveau international ainsi que des mécanismes locaux de reconstruction de la cohésion sociale. Une analyse des relations entre ces deux échelles sera aussi faite afin de mieux comprendre les points communs et les différences entre le local et l'international. Cette recherche contribuera ainsi à la littérature en relations internationales sur les études de paix, et celle en anthropologie sur les processus de réconciliation post-conflit, en documentant une expérience locale de (non)réconciliation.

La communauté de Julcamarca, située dans le département d'Angaraes, au Pérou, a été choisie comme étude de cas. La région a été l'une des plus sévèrement touchée lors du conflit interne ayant affecté le pays entre 1980 et 2000, faisant plus de 70 000 morts. Comme le mentionnent plusieurs auteurs, dont la CVR (2003) et Theidon (2000, 2006a, b), les communautés péruviennes ont, avant d'être des victimes, été des acteurs majeurs du conflit, que ce soit en tant que membres des forces armées, des *rondas campesinas* ou du *Sendero luminoso*. Ce dernier, l'un des groupes terroristes les plus actifs du conflit, a été le plus présent dans la région de Julcamarca. Ayant comme objectif d'instaurer un régime communiste reposant sur l'idéologie maoïste, le groupe avait toutefois recours à la violence pour parvenir à ses fins plutôt que le traditionnel parcours politique. Ceux qui n'étaient pas membre ou qui n'appuyaient pas leurs revendications ont subi directement ou indirectement les effets du conflit, en ayant un membre de leur famille, un ami ou un voisin participant activement au conflit ou faisant parti des victimes, sans compter les différentes infrastructures détruites par les attaques des groupes armés qui ont affecté les communautés avoisinantes. Le cas particulier de Julcamarca a été sélectionné en raison de la variété des acteurs qui sont encore présents dans la communauté, et qui participent à la vie quotidienne de cette dernière. Comme le mentionne Theidon, « [t]he fratricidal

nature of Peru's internal conflict means that in any given community, ex-Senderistas, current sympathizers, widows, orphans, and veterans live side by side» (2006b: 436). En sélectionnant une communauté comportant une telle diversité d'acteurs, les données recueillies permettent de représenter la variété d'individus appartenant à différents groupes de la communauté, évitant ainsi de tomber dans le piège d'une vision unique ou d'une catégorie particulière de participants.

Cette recherche a donc permis d'aller recueillir, directement dans la communauté, à travers des entrevues et de l'observation terrain, les perceptions des individus directement touchés par les processus de paix et de réconciliation, permettant ainsi une meilleure compréhension des enjeux locaux en la matière. Les concepts de paix et de réconciliation ont été définis selon les habitants de la région, cernant ainsi l'impact des processus qui avaient déjà été mis en place préalablement à la recherche. Les participants ont d'ailleurs pu identifier les processus qui sont nécessaires à l'amélioration de la paix et de la réconciliation dans la communauté, tout en mettant ces processus en relation avec l'échelle nationale, puisque les deux sont liées de par la nature du conflit. En établissant ces différents résultats d'analyse, la recherche vient directement contribuer à l'élargissement des écrits sur les micro-processus de réconciliation et de paix, en plus d'apporter une définition alternative de la paix que celle qui est souvent considérée au niveau international, soit la paix libérale.

Pour permettre de bien exposer les résultats de la recherche, la thèse débutera par une revue de littérature, identifiant et recensant les écrits dans le domaine de la paix et de la réconciliation au niveau local et international, afin d'exposer les critiques qui en ressortent. Par la suite, le cadre théorique et conceptuel ainsi que la méthodologie ayant guidés cette recherche seront exposés. L'une des critiques soutenues par cette recherche concerne l'importance de bien connaître le contexte local et la réalité de la communauté. La section suivante viendra donc introduire la réalité locale à travers une mise en contexte historique ainsi qu'une description des processus déjà entamés au Pérou suite à la fin du conflit en 2000. Pour mieux comprendre l'impact de ces processus, le chapitre suivant présentera la définition des concepts de paix et de réconciliation selon les participants, ainsi que les processus qui selon eux auraient dû ou devraient être mis en place pour améliorer la situation actuelle. Pour finir, le dernier chapitre portera sur l'analyse des résultats des chapitres précédents, afin de mettre en relation les données recueillies sur le terrain avec les débats théoriques actuels dans l'approche internationale de construction de la paix, ce qui permettra de voir si oui ou non un dialogue peut être établi entre les deux échelles, soient le local et l'international.

Chapitre 1 - Revue de littérature

Vide théorique

Très peu de liens sont faits dans la littérature actuelle entre les processus locaux de réconciliation et la théorie concernant la construction de la paix, un vide qui a été critiqué par plusieurs, dont Autesserre (2011), Mac Ginty, 2008 et Pouligny et al. (2007). Selon ces auteurs, les approches adoptées dans les études et les pratiques de la paix ne sont souvent pas représentatives des divers champs d'études qui y sont reliés, de près ou de loin. En effet, lorsqu'une discipline étudie les conflits et la paix, elle le fait souvent de son propre point de vue et selon ses propres approches, plutôt que de prendre en considération d'autres approches qui sont nécessaires à une meilleure compréhension des conflits et par conséquent de la manière d'y mettre un terme. Autesserre (2011) et Mac Ginty (2008) suggèrent ainsi une combinaison ou un rapprochement entre les approches anthropologiques et celles des relations internationales, afin de dresser un portrait plus réaliste des situations conflictuelles dans les pays en développement. Pouligny et al. (2007) incluent en plus les domaines de la psychiatrie, de la science politique et du droit. Ces auteurs font donc mention d'un vide théorique important que cette thèse tente de remplir à travers l'incorporation, dans la recherche, de méthodes anthropologiques concernant les microprocessus de la réconciliation et de la paix, en plus d'avoir recours aux connaissances et théories des relations internationales et de la science politique.

Par ailleurs, le niveau micro est relativement peu étudié par les chercheurs académiques comparativement au niveau national ou international (Carment, 2003). Carment (ibid.) va plus loin en soutenant qu'actuellement, la majorité des études portant sur les conflits et/ou leurs résolutions se concentrent sur ce qu'il nomme le niveau intermédiaire, c'est-à-dire l'échelle nationale. Certes, de plus en plus de chercheurs se concentrent sur le niveau local, tels Autesserre (2010), Baranyi (2008), Donais (2012), Fujii (2009); Kalyvas (2006), Mitchell et Hancock (2012), Pouligny et al. (2007), Robins (2013), Theidon, (2000, 2003, 2006a, b), Uvin (2009), Vanthuyne (2014). Même si ces différents auteurs n'abordent pas le niveau local de la même manière, il en demeure tout de même que le sujet d'étude se concentre sur les dynamiques internes locales relatives au conflit ou à sa résolution. Qu'il s'agisse de l'une ou de l'autre de ces études, le but demeure sensiblement le même, c'est-à-dire de comprendre les mécanismes ou les dynamiques à l'intérieur des populations locales, pour ainsi cerner le rôle qu'ils jouent dans le conflit ou sa résolution.

De plus, chaque contexte local est différent, et ces auteurs se penchent sur un contexte en particulier, ce qui laisse un immense vide quant à une compréhension plus systématique des mécanismes locaux de conflits, de la réconciliation ou de la construction de la paix, puisque chaque contexte d'un conflit est différent. Comme mentionné plus haut, les populations locales sont les plus touchées lors des conflits, et chacune de leur expérience face au conflit est différente. Les relations entre les acteurs locaux, régionaux et nationaux sont aussi différentes selon les conflits, ce qui rend (possiblement) les processus de réconciliation et de paix différents d'un conflit à l'autre. Il est donc important de comprendre les processus locaux de paix et de réconciliation avant de s'attaquer à une réconciliation et une paix nationales, puisque ces dernières ne peuvent être atteintes sans que la population ne remplisse les conditions nécessaires.

Construction de la paix

La construction de la paix domine actuellement la littérature sur les interventions internationales dans les environnements post-conflit et représente l'approche dominante en matière de résolution de conflit. Les Nations Unies ont fortement contribué à la première vague théorique sur la paix avec la publication en 1992 de l'Agenda pour la Paix de Boutros Boutros-Gali. Suite à de nombreuses critiques concernant les interventions de paix et la théorie qui les soutient (Donais, 2012 ; Goetschel et Hagmann, 2009 ; Heathershaw, 2008 ; Hellmüller, 2013 ; Mac Ginty, 2008, 2010 ; Newman, 2011 ; Paris, 2004 ; Paris et Sisk, 2007 ; Pouligny et al., 2007 ; Richmond, 2006, 2009 ; Roberts, 2011 ; Verkoren et Leeuwen, 2013), ainsi qu'à l'échec de nombreuses missions de paix (la Somalie étant la plus marquante), la théorie n'a eu d'autres choix que d'évoluer. Cette deuxième génération de réflexions sur la consolidation de la paix proposait une approche rapide basée sur la démocratisation et la libéralisation des marchés afin de stabiliser les États en conflit, à laquelle la mise en place d'un système de justice efficace et légitime, la formation de policiers, d'avocats et de juges et le changement de constitution viennent s'ajouter à l'organisation d'élections et aux changements des lois régissant le marché (Paris, 2004). Or, une troisième génération n'a pas tardé à voir le jour en raison des nombreuses critiques concernant la rapidité des interventions et la transition trop rapide vers l'économie de marché avant même d'avoir atteint une certaine stabilité institutionnelle (Lidén, Mac Ginty et Richmond, 2009 ; Paris, 2004). Réagissant tout d'abord à la critique concernant la durée des interventions, les missions ont dès lors été établies avec des objectifs à long terme. Par ailleurs, l'importance de stabiliser de manière durable les institutions a aussi été incluse dans les objectifs de cette troisième génération de

réflexions sur la consolidation de la paix (Lidén, Mac Ginty et Richmond, 2009; Paris, 2004; Paris et Sisk, 2007).

Toutefois, de nombreuses critiques théoriques ont été émises face à la troisième génération théorique quant à son manque d'implication locale, sa vision libérale, son manque de coordination, son inefficacité à réduire le niveau d'insécurité, ses contradictions internes ainsi que sa concentration sur les institutions nationales au détriment des aspects multidimensionnels de la paix, ce qui a donné naissance à une quatrième génération. Donais (2012), Goetschel et Hagmann (2009), Heathershaw (2008), Hellmüller (2013), Mac Ginty (2008, 2010), Newman (2011), Paris (2004), Paris et Sisk (2007), Pouligny et al. (2007), Richmond (2006, 2009), Roberts (2011) ainsi que Verkoren et Leeuwen (2013) font parties des auteurs de cette plus récente génération de pensée. Cette nouvelle vague théorique amène des idées très diversifiées allant d'une «paix indigène» à une hybridité locale-internationale, en passant par un peacebuilding basé sur la sécurité humaine. Toutefois, toutes ces nouvelles approches ont un aspect en commun : l'importance de prendre en considération les populations locales. Richmond (2009) ressort particulièrement du lot puisqu'il propose une hybridité entre le local et l'international en incorporant le quotidien dans la planification des interventions de paix. Mac Ginty (2008, 2010), quant à lui, soutient qu'il doit y avoir une interaction entre le bas et le haut, c'est-à-dire entre le local et l'international afin de parvenir à créer une paix qui se voudrait hybride plutôt que libérale. Newman (2011) considère pour sa part que la construction de la paix devrait inclure le concept de sécurité humaine dans ses interventions. De son côté, Hellmüller (2013) soulève la tension existante entre le local et l'international, et soutient que malgré une certaine collaboration, l'international l'emporte toujours sur le local puisque les décisions finales lui reviennent. De plus, Pouligny et al. (2007) soulignent que même si les populations locales sont de plus en plus prises en compte dans les interventions internationales de construction de la paix, l'approche utilisée est toujours basée sur le modèle occidental et non sur un modèle local, diminuant ainsi l'efficacité des processus et le poids de la participation locale dans la prise de décisions. Paris et Sisk (2007) font pour leur part ressortir les nombreux dilemmes et contradictions que présentent la théorie et les pratiques de consolidation de la paix. L'une de leurs critiques concerne le fait que l'intervention d'un acteur externe sert de motivation afin de renforcer l'appropriation locale et nationale, alors que ce renforcement est en fait proposé par l'étranger, créant ainsi un paradoxe (2007 :4). Une deuxième critique, très pertinente pour le sujet de cette recherche, est le fait que les leaders locaux et communautaires soient désignés par des gens externes à la communauté faisant partis de la mission de paix. Il ne s'agit donc pas vraiment de leaders

locaux, puisqu'ils ne sont pas choisis par les locaux en question, et leur légitimité n'a pas été vérifiée auprès de la communauté.

Ainsi, une certaine préoccupation quant au local est de plus en plus présente au niveau des débats théoriques, mais ces débats demeurent, justement, uniquement au niveau de la théorie. Les auteurs s'entendent sur l'importance du local puisqu'il représente les principaux acteurs des conflits ainsi que les principales victimes, mais ils ne s'entendent pas sur le rôle que ce dernier niveau doit jouer dans les processus de paix et de réconciliation et dans quelle mesure il doit être impliqué. Bien que certains auteurs, dont Pouligny et al. (2007), aient effectués des recherches incluant les populations locales, très peu de recherches ont été faites afin de relier les processus de paix locaux et les processus internationaux. Mitchell et Hancock (2012) ainsi que Donais (2012) se sont intéressés à la question et ont fait des études de cas sur le sujet, à savoir comment, dans certaines régions du monde, l'appropriation locale s'était organisée. Or, ces études n'incluaient pas directement la population locale et ne reflètent donc pas l'opinion ou la perception des premiers intéressés sur le sujet.

Réconciliation

L'un des aspects importants de la construction de la paix est la réconciliation, sans laquelle il ne peut y avoir de paix durable (Bar Siman Tov, 2004). Joyner (2010) pousse cette idée encore plus loin en présentant la réconciliation comme étant de la résolution de conflit, à travers la justice transitionnelle. Les commissions de vérité et de réconciliation sont un exemple de processus mis en place par les interventions de construction de la paix (dans certains cas seulement). La construction de la paix met l'accent sur la démocratisation et l'établissement d'institutions capables de rendre l'État stable et d'ainsi lui permettre d'empêcher l'éclatement de nouveaux conflits. Toutefois, comme le mentionne Darweish et Rank (2012), il est important, pour que la paix s'installe, que les individus aient confiance en l'État, mais il est aussi primordial qu'ils aient confiance les uns envers les autres, sans quoi la polarisation de la société rendra la paix difficile à atteindre. C'est pourquoi la réconciliation ne doit pas être prise à la légère dans les processus de paix, et donc pourquoi il est important de la considérer dans cette recherche.

Ironiquement, le concept de réconciliation divise les différents auteurs sur le sujet (Laplane et Theidon, 2007; Parent, 2011; Renner et Spencer, 2012; Trimokliniotis, 2012). Considérée par plusieurs comme étant un pilier de la paix (Bar-Siman-Tov, 2004; CVR, 2003; Darweish et Rank, 2012; Hayner,

2011), la réconciliation n'est toutefois pas définie ou entrevue de la même manière par les différents auteurs. Pour Andrieu (2009), par exemple, le premier pas vers la réconciliation repose sur les excuses publiques et sur la reconnaissance de la faute ou du crime commis dans la sphère publique. Laderach (1999, cité dans Dembinska, 2010) vient ajouter à cela les éléments de vérité, de justice, de paix et de grâce, alors que Dembinska (2010) y superpose les excuses, le pardon, l'acceptation et la reconnaissance de la souffrance de l'autre. Par contre, pour Hayner (2011), la base de toute réconciliation est la vérité menant à la guérison, et les autres éléments tels la paix, la justice ou les excuses sont une conséquence de la réconciliation, et non une cause. D'autres auteurs, dont Vanthuyne (2014), soutiennent que la vérité n'est pas nécessairement bonne à dire et qu'elle peut être interprétée de manière différente par les parties en conflit. Citant l'exemple du Guatemala, Vanthuyne (2014) démontre comment la vérité peut être comprise différemment selon le groupe auquel un individu s'identifiait pendant le conflit. Cette vérité peut en fait être interprétée selon chacun, plutôt que de s'inscrire dans une seule vision claire de ce qu'était la situation de chaque partie impliquée dans le conflit. Dans le cas du Guatemala, cela se traduit par un changement de discours : les patrouilles d'autodéfense civile, jusqu'alors considérée comme des héros, se sont transformées en victimes ayant droit à un dédommagement, ce qui redonne vie à certaines tensions du passé, puisque ceux qualifiés de victimes à l'origine n'ont pas eu droit à ces compensations. Govier et Verwoerd (2002) considèrent pour leur part que la réconciliation repose sur la confiance, alors que Mendez (2000) voit en la réconciliation un processus de justice transitionnelle et criminelle, que Govier (2006) exclut complètement de son côté. Pour Pouligny et al. (2007), la réconciliation n'est possible que s'il existe un désir pour celle-ci, et les thérapies individuelles et les initiatives collectives doivent être menées de concert afin d'y parvenir. Renner et Spencer (2012) viennent compléter cette idée en présentant la réconciliation comme une guérison psychologique faite au niveau individuel, au niveau des groupes ou encore à travers la mémoire collective. Pour d'autres, la réconciliation doit absolument provenir de la population locale et non du gouvernement ou de la part des élites (Dembinska, 2010; Mendez, 2000). Certains, comme Baranyi (2008), proposent un processus de réconciliation à trois niveaux passant par les élites nationales, les dirigeants régionaux ou de second niveau ainsi que les représentants locaux afin d'obtenir une paix durable. Cependant, la plupart des auteurs s'entendent pour dire que le but de la réconciliation est de reconstruire le tissu social entre les individus (Pouligny et al., 2007; Andrieu, 2009; Renner et Spencer, 2012), que ce soit au niveau local (Pouligny et al, 2007), national (Andrieu, 2009; Govier et Verwoerd, 2002; Hayner, 2011; Mendez, 2000) ou les deux (Dembinska, 2010; Renner et Spencer, 2012).

Dans le cas du Pérou, le niveau national a été le plus étudié en raison de la *Comisión de Verdad y de reconciliación* qui a été mise en place en 2001 par le gouvernement national à la demande de la population. La vérité et la justice, deux des composantes de la réconciliation, étaient à la base du mandat de la Commission, qui était d'analyser le contexte et les conditions dans lesquelles s'est déroulé le conflit, de contribuer à la justice, d'établir la vérité concernant les crimes commis tant par l'État que par la société, et de formuler et proposer des recommandations et des programmes de réparations afin que de tels événements ne se reproduisent plus (CVR, 2003; Hayner, 2011). Or, les recommandations proposées par la Commission ne répondent pas à la revitalisation de la relation entre les individus d'une même communauté, mais plutôt à celle entre l'individu et l'État, en plus d'être des politiques de réconciliation implantées par le haut (CVR, 2003, Inter Pares, 2009, APRODEH et ICTJ, 2008). Ce niveau de réconciliation est certes très important, puisque la population s'est sentie tout d'abord délaissée par l'État au tout début du conflit, et ensuite agressée par ce dernier lors des interventions militaires et des politiques judiciaires arbitraires de Fujimori¹ (CVR, 2003). La Commission de vérité et réconciliation a aussi établi un programme de réparations collectives dans le but de permettre aux différentes communautés touchées de recevoir un certain montant, déterminé par l'État, afin d'investir ce dernier dans un projet de leur choix (APRODEH et ICTJ, 2008; CVR, 2003; Renner et Spencer, 2012). De plus, selon Hayner (2011), la vérité établie lors de la Commission de vérité et réconciliation a permis à plusieurs citoyens péruviens de débiter leur guérison, et même si cette auteure ne traite pas de la réconciliation entre habitants d'une même communauté, il est tout de même intéressant de considérer l'importance de la vérité selon elle dans le processus de réconciliation. Il est donc possible de voir que certains efforts ont été faits au niveau national pour une tentative de réconciliation communautaire, mais très peu d'écrits, du moins parmi ceux disponibles au Canada, traitent de la manière dont cet argent a été utilisé dans le cadre de programmes communautaires de réconciliation.

Au niveau de la réconciliation locale, Theidon (2000, 2003, 2006a, b) est l'une des auteurs qui s'intéresse particulièrement à ces microprocessus de réconciliation et de justice qui sont à l'œuvre dans les communautés péruviennes de la région d'Ayacucho, lieu de naissance du Sentier Lumineux (SL). Elle est en fait l'une des seules sources traitant de la réconciliation locale péruvienne ayant pu être relevée au Canada. Elle se questionne particulièrement sur la manière dont les individus peuvent continuer à vivre avec comme voisin ou comme ami un «ancien» ennemi de la guerre civile. Elle a pu

¹ Le gouvernement de Fujimori a en effet mis en place une justice arbitraire entre 1992 et 2000. Pendant cette période, les individus soupçonnés d'être reliés à l'organisation terroriste étaient arrêtés et jugés devant des juges masqués. Souvent, ces procès se basaient sur des spéculations, sans la présence d'un avocat de la défense, et la condamnation était totalement arbitraire (CVR, 2003; Inter Pares, 2009; Masterson, 2009)

observer, lors de ses différentes recherches terrains, que la justice locale avait contribué à une certaine réconciliation, en plus de constater que des mécanismes mis en place par la communauté elle-même permettaient d'améliorer la condition du tissu social. Par exemple, lors de l'une de ses entrevues, une dame lui a expliqué le processus de réintégration d'un ex-combattant dans sa communauté, et comment cette personne était jugée par les autres membres de la communauté avant d'être autorisée (ou non) à s'établir ou à revenir sur les terres du village. De plus, Theidon (2006b) soutient qu'il existe un espoir au sein de la communauté de retransformer les membres du Sentier Lumineux en êtres humains (il faut spécifier que dans les récits des habitants des villages ayant été affectés par le conflit, les *Senderistas*² ont souvent des caractéristiques non-humaines, tels un troisième œil, trois nombrils ou encore les organes génitaux sur une autre partie du corps que celle normalement désignée). Il existe donc un désir de réconciliation dans la communauté. Selon l'auteure, les communautés ont aussi un système de justice transitionnelle communautaire qui leur est propre, dont les habitants sont les administrateurs et qui leur permet de «juger» ceux qui peuvent redevenir humain et ceux qui ne peuvent entrer dans le village, car ils resteront des monstres à jamais.

De même, Theidon et Laplante (2007) soulèvent l'importance des réparations en période post-commission. Selon elles, la vérité peut avoir des répercussions positives à court terme par rapport à une possible réconciliation, mais cette vérité doit, pour avoir un impact à plus long terme, être suivie d'actions concrètes envers les victimes. Selon l'une des entrevues réalisées par les auteures, lorsqu'aucune réparation n'est faite par la suite, les victimes ne voient plus de raison de dire la vérité.

Par ailleurs, même si les recherches de Theidon se concentrent dans la région d'Ayacucho, elles sont très pertinentes dans le sens où elles permettent une meilleure compréhension des processus en question. L'exploration des microprocessus de réconciliation dans la région voisine d'Ayacucho, c'est-à-dire le département d'Angaraes situé dans la province de Huancavelica, permettra de venir ajouter aux recherches de Theidon, et aussi de voir si les processus observés sont similaires ou s'ils diffèrent. C'est d'ailleurs pourquoi la région d'Ayacucho n'a pas été sélectionnée pour cette étude de cas, malgré sa pertinence. De plus, les recherches de Theidon se concentrent surtout (mais pas uniquement) sur la justice transitionnelle en tant que processus de réconciliation, alors que cette recherche vient identifier d'autres processus locaux favorisant la réconciliation et la paix, selon les participants.

Cette recherche vise à venir remplir ces vides dans la littérature actuelle concernant la consolidation de la paix et la réconciliation, ainsi que les vides quant à la littérature existante sur le

² Membres du Sentier lumineux.

Pérou. Pour résumer, cette recherche vient tout d'abord répondre à la critique d'Autesserre (2011), de Mac Ginty (2008) et de Pouligny et al. (2007) en faisant le pont entre les différentes disciplines présentes dans le domaine de la consolidation de la paix, dans ce cas l'anthropologie et les relations internationales. Cette recherche vient aussi ajouter à la littérature sur la réconciliation en documentant des processus micros de réconciliation, venant ainsi enrichir les connaissances actuelles sur le sujet, et éventuellement parvenir, si possible, à une généralisation, ou encore, dans le cas contraire, permettre la création d'une approche internationale plus sensible et à l'écoute des besoins de la population locale. Aussi, cette recherche vient soutenir les critiques actuelles concernant la consolidation de la paix en tentant de faire le lien entre la théorie internationale et les pratiques locales. Pour l'instant, les pratiques locales sont encore bien loin des débats théoriques actuels, alors que ces débats les concernent directement. En tentant de faire le lien entre les deux, une voie de dialogue pourra être établie. Cette recherche n'a pas pour but de tenter de répondre ou de résoudre tous les vides ou les problèmes concernant la paix et la réconciliation; elle tentera plutôt de contribuer à frayer un chemin pour d'autres études du même genre désirant participer aux avancées scientifiques sur le sujet. De plus, cette recherche contribue à enrichir la littérature sur la réconciliation et la paix au Pérou en allant directement demander aux communautés ce qu'elles pensent et ce qu'elles perçoivent comme étant la paix, ce qui pourrait permettre à d'autres chercheurs intéressés par ce sujet de pousser plus loin les liens entre la réconciliation locale et ce qui est fait au niveau national.

Chapitre 2 - Cadre théorique et méthodologie

Bien que cette recherche se base principalement sur les résultats obtenus sur le terrain pour construire son cadre idéologique selon le cas étudié, il est tout de même important de la situer dans un cadre théorique plus large et élaborer certaines idées reliées à la thématique de la recherche. Au cœur de cette recherche se trouvent deux questions, dont la suivante : Quels sont les processus qui, dans une communauté ayant été affectée par un conflit interne, permettent une certaine réconciliation au niveau local? La réponse à cette question pourrait être biaisée si elle n'était pas aussi accompagnée de la sous question qui suit : que signifient la paix et la réconciliation pour les répondants, et par quels processus est-il possible, selon eux, d'atteindre ces dernières? La recherche vise aussi à établir un lien entre la théorie du peacebuilding au niveau international ainsi que les processus locaux identifiés par cette première question. Si certaines variables telles que la sécurité, la démocratie et le respect des droits humains sont inhérentes à la vision occidentale de la construction de la paix qui domine la littérature sur le sujet, qu'en est-il pour des communautés non occidentales directement affectées par un conflit?

Le sens même des questions rend paradoxal l'établissement d'un cadre clair et définit, mais cette recherche s'inscrit tout de même dans un cadre théorique plus large, et certaines idées peuvent tout de même être suggérées à titre de pistes hypothétiques quant aux concepts qui pourraient se retrouver dans les données recueillies, mais qui pourraient ne pas avoir nécessairement la même définition pour les participants à cette recherche.

Tout d'abord, cette recherche s'inscrit dans un cadre poststructuraliste, en tentant premièrement de réduire les barrières entre les différentes disciplines, dans ce cas l'anthropologie et les relations internationales. Les poststructuralistes soutiennent aussi que les comportements des acteurs sont influencés ou rattachés à une situation historique, sociale, politique, économique ou géographique particulière, qui fera en sorte que ces comportements seront différents d'une société à l'autre (Grondin, 2010; Newman, 2005), rejetant ainsi un cadre plus scientifique et positiviste (Grondin, 2010), comme c'est le cas dans cette recherche. De plus, le poststructuralisme prend en considération l'importance du discours dans la compréhension de la réalité (ou des réalités), ce qui s'avère être primordial dans la recherche actuelle. L'universalisme, comme le mentionne Saul Newman (2005), n'est pas universel, ou du moins sa définition n'est pas comprise de la même manière universellement, et cette différence d'interprétation est particulièrement importante dans cette recherche, puisque qu'elle tente de comprendre ce que les communautés péruviennes interprètent comme étant la réconciliation et quels mécanismes elles utilisent pour l'atteindre. Par la suite, le poststructuralisme vise aussi à questionner les barrières entre le réel et l'idée (Grondin, 2010), ce qui se traduit dans le cadre de cette recherche par une différence entre la théorie (la construction de la paix) et la pratique (de la réconciliation et de la paix dans les communautés).

Au-delà de ce cadre macro-théorique, la théorie de la paix libérale est incontournable lorsqu'il s'agit de construction de la paix, cette dernière reposant littéralement sur ses principes. La paix libérale, et par conséquent la construction de la paix, mettent de l'avant, dans les interventions de paix, les valeurs dites universelles de la liberté, de la démocratie et du libre marché (Paris et Sisk, 2007). Or, comme le soutient le post structuralisme, l'universalité n'est en fait pas universelle, et c'est ce que vient faire ressortir la quatrième génération de pensées sur la construction de la paix. Cette génération de construction de la paix est de plus en plus présente dans la littérature, mais la pratique ne s'est pas encore adaptée à cette nouvelle vague d'idées. Cette nouvelle évolution théorique fait la promotion de meilleures pratiques axées sur la fin de la violence structurelle et l'autonomisation, particulièrement

dans les populations indigènes, ainsi que l'idée du «quotidien» (everyday). Cette idée de tous les jours provient en fait d'Oliver P. Richmond (2009), cité abondamment par Roberts (2011), et signifie que les besoins de tous les jours des populations locales doivent être à la base des opérations de peacebuilding et de statebuilding afin d'en assurer le succès. Les communautés devraient donc devenir, en pratique, les premières à avoir leurs mots à dire sur l'avenir de leur région. La pratique devrait aussi, selon cette quatrième génération pouvoir s'adapter aux différents besoins selon les communautés, tout en gardant la liberté et la démocratie comme principes de base. Bref, cette quatrième génération est perçue comme reflétant les besoins de toute la population visée par le peacebuilding, que ces acteurs soient étatiques ou non. Au milieu de cette nouvelle génération se trouvent les valeurs de justice sociale et d'accommodation mutuelle (Richmond, 2009 ; Roberts, 2011). Incorporer la théorie de la paix libérale ainsi que la quatrième génération théorique de la construction de la paix permet de venir infirmer ou au contraire affirmer la validité de la théorie en ce qui concerne la pratique de la paix et de la réconciliation dans la communauté de Julcamarca. La paix et la réconciliation peuvent être représentées de différentes manières selon le vécu et la situation actuelle d'un individu, et cette thèse tente de voir si ces représentations reprennent la paix libérale ou encore certaines des idées de la quatrième génération théorique de construction de la paix.

Par ailleurs, le concept de réconciliation a été inclus dans cette recherche afin de venir compléter la paix, puisqu'il existe aussi des cas de paix sans nécessairement qu'il n'y ait de réconciliation. Selon Bar-Siman-Tov (2004), il n'y a pas de véritable paix telle qu'entendue par Galtung (1969) dans sa conception de la paix positive³ s'il n'y a pas eu de réconciliation, peu importe l'échelle étudiée. La réconciliation est, dans ce cas, définie comme étant une reconstruction du tissu social, mais il se pourrait qu'elle se définisse autrement selon les participants à cette recherche. Aucune définition précise du concept ne sera donc arrêtée pour l'instant, mais le concept fait partie de l'approche prise par la recherche pour la cueillette et l'analyse des données. En ce sens, l'idée à retenir est que la construction de la paix doit prendre en compte les processus de réconciliation, puisque ces derniers sont essentiels pour atteindre l'objectif de la construction de la paix (Joyner, 2010), c'est-à-dire la paix dans les communautés concernées, que ce soit au niveau international, national, régional ou encore local.

Certaines pistes conceptuelles peuvent être explorées pour répondre aux questions de recherches en tenant compte de la littérature existante sur le sujet. Une première idée serait celle

³ La paix positive de Galtung (1969) se traduit non seulement par l'absence de violence physique, mais aussi de violence personnelle, structurelle et culturelle.

proposée par Richmond (2009), à savoir que dans une communauté pauvre, comme c'est le cas à Julcamarca, la paix repose sur la possibilité pour tous les habitants de combler leurs besoins quotidiens en eau, en nourriture ou en vêtements par exemple. Au Pérou, les communautés touchées par le conflit sont des autochtones habitant les régions rurales les plus pauvres, ce qui augmente l'intérêt de ces derniers à se joindre à une cause présentée comme apportant l'égalité entre tous les Péruviens (CVR, 2003; Masterson, 2009; Stern, 1998). À ce sujet, l'un des programmes de réconciliation mis en place par le gouvernement national de Fujimori a été un programme de développement rural allant de 1993 à 1998, qui a permis de réduire le taux de pauvreté extrême de 31% à 15% en seulement cinq ans (Renner et Spencer, 2012). L'importance de combler les besoins quotidiens tel que présenté par Richmond pourrait donc être un facteur de réconciliation et de paix au niveau local, notamment à travers de programmes de réduction de la pauvreté ou de l'établissement par exemple de coopératives locales.

Une deuxième piste suggérée dans la littérature repose sur l'importance d'un État fort, capable de remplir ses devoirs institutionnels et politiques envers ses citoyens. Au sens large, le statebuilding, inclus dans les approches de construction de la paix, permet à l'État de reprendre le contrôle des régions qu'il a perdu pendant le conflit, tout en renforçant sa stabilité et sa capacité d'intervention en cas de crise, pour que le conflit ne se reproduise plus (Carment 2003). La région étudiée étant très pauvre et affectée par de la violence structurelle depuis de nombreuses décennies (Rojas Orellana, 2012), le concept de renforcement des capacités de l'État pourrait être l'un des processus envisageables pour atteindre une paix et une réconciliation durables. L'un des rôles de l'État, que ce soit au niveau national ou local, est de venir supporter les initiatives de ses citoyens et de leurs offrir les conditions nécessaires à leur développement social, politique, économique, et dans ce cas-ci à les appuyer dans la restauration de la paix et de la réconciliation dans la communauté. La quatrième génération de débats théoriques sur le peacebuilding vient ajouter à ce concept la responsabilité de l'État de s'assurer que ses institutions aient les moyens et la volonté de remplir ses devoirs envers la population, ce qui pourrait être tout à fait valable comme processus de paix et de réconciliation pour les habitants de la région de Julcamarca. En effet, les processus mis en place localement peuvent être affectés de près ou de loin par un manque d'implication du gouvernement, par exemple au niveau du support ou du financement des projets développés. Dans le cas de Julcamarca, l'État est très peu présent dans la région, ce qui peut avoir un impact important sur le développement des processus locaux.

Une troisième piste qui pourrait être considérée est celle d'une approche axée sur une guérison personnelle en plus d'une réconciliation et d'une paix au niveau de la communauté. Très peu d'auteurs

ont traité de cet aspect jusqu'à maintenant (ARODEH et ICTJ, 2008; Darweish et Rank, 2012; Dembinska, 2010; Govier et Verwoerd, 2002; Govier, 2006), mais puisqu'il s'agit d'un conflit interne impliquant des acteurs se connaissant et vivant actuellement dans la même communauté, il est probable que le processus de guérison personnelle soit présent dans la communauté. Cela pourrait par exemple prendre la forme d'activités de mémoire et de commémoration des événements, un processus qui revient chez 68% de la population péruvienne, selon l'APRODEH et ICTJ (2008), comme étant un facteur important de réconciliation. Or, plus de 50% de la population d'un département affirme qu'aucune activité de mémorisation ou de commémoration n'a été effectuée dans leur localité. Il est donc intéressant de voir si cette relation entre la mémorisation, la commémoration et la réconciliation a de l'importance pour les participants à cette recherche. La pratique de rituels, de commémorations et de rites permettrait de renforcer le lien qui uni la communauté en affrontant le passé collectivement plutôt qu'individuellement, retissant le tissu social dans la communauté (Prager, 2001), venant ainsi favoriser la réconciliation au sein des habitants d'une même communauté ou encore de communautés voisines.

Il s'agit là de trois pistes ou idées pouvant ressortir lors de la recherche sur le terrain concernant les processus employés localement afin d'éventuellement atteindre la paix et la réconciliation. Ces trois sujets de réflexion - soit de combler les besoins immédiats, de favoriser un processus de guérison personnel en ayant par exemple recours à des activités communes telles que la mémorisation ou la commémoration ainsi que de développer un État responsable ou encore de voir l'impact de l'absence du gouvernement dans le développement des processus de paix et de réconciliation au niveau local - sont suggérés ici afin d'illustrer ce qui aurait pu être rencontré sur le terrain. Même s'il ne s'agit que d'options et non de variables décisives, ces trois pistes idéologiques sur la paix et la réconciliation permettent un début de réflexion sur le sujet et sur la variété des perspectives qui peuvent être explorées.

Méthodologie

En ce qui concerne la méthodologie et les méthodes, la recherche repose en majeure partie sur une ethnographie effectuée dans la communauté de Julcamarca, située dans le département d'Angaraes, province de Huancavelica, au Pérou. L'ethnographie consiste à faire une étude qualitative lors de laquelle le chercheur participe, ouvertement ou non, à la vie quotidienne d'une population donnée. Cette recherche se fait normalement sur le long terme, et permet au chercheur d'observer le quotidien

d'une communauté ou d'un groupe donné, d'écouter ce qui y est dit et de poser des questions afin d'approfondir ses connaissances sur un sujet particulier concernant ce groupe (Aldiabat et Le Navenec, 2011; Hammersley et Atkinson, 1995). Dans le cadre de cette recherche, il s'agit d'une ethnographie adoptant une perspective *etic*, c'est-à-dire une ethnographie faite par un chercheur extérieur à la communauté, mais qui s'y intègre le temps de la recherche (Byrne, 2001). Le recours à l'ethnographie pour ce projet permet de documenter et de comprendre la réalité locale d'une communauté particulière en ce qui a trait à la paix et à la réconciliation.

Le cas de Julcamarca a été choisi pour cette étude terrain pour diverses raisons, dont la multiplicité des acteurs présents actuellement dans la communauté, ainsi que le degré auquel la région a été touchée lors du conflit. Occupant un endroit stratégique, le département d'Angaraes a été fortement affecté, touchant en grande majorité les *campesinos* (habitants des régions rurales) (CVR, 2003; Laplante et Theidon, 2007; Masterson, 2009; Stern, 1998; Theidon, 2006a, b). La ville de Julcamarca a été le théâtre de meurtres de *campesinos* et de membres des *rondas campesinas*⁴, d'attentats contre les infrastructures étatiques, de vols, des disparitions, d'intimidation, de torture etc., tant de la part des membres de SL, jusqu'à l'arrestation en 1992 du dirigeant de l'organisation, que par les forces étatiques jusqu'à la fin du régime Fujomori en 2000. De plus, la communauté elle-même était déchirée dans son appartenance à l'un ou l'autre des camps, créant une importante tension dans les villages (CVR, 2003). L'arrestation de Guzmán et l'accord de paix qui s'en est suivi n'ont pas définitivement mis fin au conflit, du moins selon certains. Si des processus de paix et de réconciliation ont été mis en place dès 1992, Fujimori, alors président, a aussi instauré, à l'époque, des politiques judiciaires allant à l'encontre du respect des droits humains et semant la terreur parmi ceux visés par ces politiques qualifiées d'abus de pouvoir (Masterson, 2009). Cette approche de Fujimori avait pour but d'éliminer entièrement les organisations terroristes, de manière à ce que le conflit prenne définitivement fin. Concrètement, tous ceux qui étaient soupçonnés, avec ou sans fondement, d'être en relation de près ou de loin avec une organisation terroriste étaient arbitrairement arrêtés, interrogés et jugés, sans jury ni avocat, devant des «juges sans visage» (pour ne pas qu'ils ou elles soient reconnu(e)s), qui les condamnaient souvent sans entendre les preuves (CVR, 2003; Inter Pares, 2009; Masterson, 2009;

⁴ Les *rondas campesinas* étaient des groupes formés de simples *campesinos* (paysans) qui ont décidé de patrouiller les différents villages de leur région afin d'empêcher les attaques des membres du Sentier Lumineux dans les villages. En 1993, le Pérou comptait plus de 4200 groupes, cumulant près de 236 000 membres actifs (Renner et Spencer, 2012). Une certaine partie (un peu moins de 5%) des violences révélées par la Commission Vérité et Réconciliation leur a aussi été attribuée (CVR, 2003).

Spencer et Renner, 2012). L'année officielle de fin de conflit sera donc considérée comme étant en 2000, même si certains processus peuvent avoir été implémentés avant cette date.

Il est aussi important de mentionner que le Pérou n'a pas été le théâtre d'une intervention internationale de construction de la paix, ce qui renforce le choix du lieu de ce terrain. Un cas ayant été soumis au processus de peacebuilding international aurait pu altérer les données récoltées en raison des processus déjà mis en place au niveau local, régional et national. De plus, l'analyse comparative entre la théorie de construction de la paix et les processus de réconciliation locaux observés sur le terrain aurait pu être biaisée en raison d'actions posées dans le cadre de l'opération, ce qui aurait pu miner l'objectivité de cette recherche et en réduire l'exportabilité. Comme aucune intervention n'a eu lieu, la comparaison se fera sur une base théorique et non pratique. Maintenant le conflit terminé, et ce sans assistance internationale, les processus mis en place dans les communautés sont «authentiques», c'est-à-dire qu'ils n'ont pas subi, par exemple, l'influence internationale dans leur implantation ou dans la définition de ce que signifie la paix ou la réconciliation. Par ailleurs, cela rend plus facile l'identification des processus qui ont été mis en place par la communauté elle-même, de son propre chef, plutôt que de faire la différence entre ce qui a été suggéré à l'international et ensuite implanté localement et ce qui provient réellement de la volonté de la communauté.

Par ailleurs, afin de répondre à la question de recherche, trois méthodologies ont été utilisées, soient l'observation, les entrevues et la revue de littérature. D'abord, de l'observation terrain a été faite lors du séjour au Pérou. La première semaine dans la communauté de Julcamarca a servi majoritairement à faire de l'observation, afin de mieux comprendre la réalité locale et les dynamiques en place dans la communauté, en assistant notamment à certaines activités communautaires ou rencontres d'association, lorsque la permission était accordée. Les données recueillies ont été consignées dans un journal de terrain, qui a été tenu tout au long du séjour. Cette observation a permis de regarder les différentes interactions entre les membres de la communauté et ainsi venir confirmer ou nuancer ce qui a été mentionné lors des entrevues concernant l'évolution des relations interpersonnelles dans la communauté suite à la fin du conflit. L'accord des autorités de la communauté quant à l'observation a été obtenu lors de la première journée, lors d'une rencontre avec le maire de la ville lui présentant le projet de recherche et l'implication pour les habitants de la communauté. Une fois cette approbation obtenue, le projet a été présenté à la population en générale, majoritairement de bouche à oreille. Le projet a aussi été présenté à des participants potentiels lors de regroupements ou de réunions.

Par la suite, 32 entrevues ont été réalisées sur le terrain dans la communauté de Julcamarca. Lors de ces entrevues, il a été possible d'observer et de questionner directement les acteurs du conflit qui ont volontairement accepté de se soumettre aux entrevues. Ces participants ont été sélectionnés à travers les observations faites lors du séjour terrain et d'autres ont été abordés directement en raison de leur poste ou de leur historique personnel et/ou professionnel au sein de la communauté. Au final, des victimes, des membres du Sentier lumineux, des représentants du domaine de la santé, d'organisations non-gouvernementales, de la police, du système judiciaire, des autorités municipales, des anciens membres des forces armées ainsi que des *rondas campesinas* font partis des participants aux entrevues.

Les entrevues ont été, avec l'accord oral des participants, enregistrées (bande sonore seulement) afin de permettre une meilleure analyse du discours par la suite. Les entrevues ont été retranscrites en français et sauvegardées dans un dossier caché accessible à partir d'un mot de passe. Le nom des participants n'a pas été inscrit dans les retranscriptions, qui sont plutôt identifiées par des numéros dans l'ordre dans lequel les entrevues ont été réalisées. Les entrevues ont servi à mieux cerner ce que signifient la réconciliation et la paix pour les habitants de la communauté péruvienne, à travers diverses questions ouvertes. Ces questions portaient tout d'abord sur la compréhension des participants de ce que sont la paix et la réconciliation. Une fois ces concepts définis, les participants devaient par exemple expliquer comment les anciens combattants ont été réintégrés dans leur village : y a-t-il eu une rencontre de tous les habitants? Leur a-t-on demandé leur avis? Qu'on fait les dirigeants de la communauté depuis la fin du conflit? Y a-t-il eu compensation monétaire? Comment ont-ils surmonté leur traumatisme si traumatisme il y a eu? Quelle aide leur a été offerte? Néanmoins, aucune question concernant directement le conflit et ce que les victimes ont vécu n'a été posée de manière à ne pas favoriser une résurgence des traumatismes vécus lors du conflit.

Il était indispensable de réaliser cette collecte de données qualitatives sur le terrain lors d'une recherche impliquant un séjour de six semaines, afin de permettre une réelle compréhension de la manière dont ces individus peuvent vivre ensemble et être voisins malgré les violences qui ont été perpétrées par certains envers d'autres membres d'une même communauté. De plus, un lien de confiance a dû être tissé avec les participants, ce qui ne pouvait pas être fait en quelques jours seulement. Les résultats obtenus à travers l'observation et les entrevues ont ensuite permis de mieux comprendre la réalité dans les communautés touchées par des conflits qui travaillent présentement à instaurer la paix. La réalité d'une personne est difficile à traduire en de simples mots et cette recherche est consciente de la limite à mettre des mots sur ce qui a été observé, et des limites d'une personne extérieure à comprendre une réalité qui n'est pas la sienne (Özerdem et Bowd, 2010).

Les entrevues réalisées étaient semi-dirigées et se sont tenues en espagnol, langue officielle du Pérou. Cependant, Julcamarca est habité majoritairement par des indigènes parlant des langues maternelles autres que l'espagnol, tel le Quechua ou l'Aymara. Une seule entrevue a donc été réalisée en Quechua à la demande du participant, et comme des membres de sa famille étaient présents lors de l'entrevue (avec son accord bien entendu), la présence d'un interprète n'a pas été nécessaire puisque l'autre membre de la famille présent maîtrisait parfaitement les deux langues et a offert, à la demande du participant, de traduire du quechua à l'espagnol et vice-versa. Il n'y a donc pas eu d'intervenant externe pour la traduction des entrevues.

Par ailleurs, avant la recherche terrain, des sources scientifiques relatant le conflit et les événements qui se sont produits lors de ce dernier ont été étudiées, ce qui a permis une meilleure compréhension du passé et de ses implications pour le présent. Diverses sources écrites concernant la situation locale actuelle et passée ont aussi été consultées avant le départ, encore une fois dans le but d'avoir une meilleure compréhension du contexte local. Toutefois, la majeure partie des sources locales ont été consultées sur place, publiées par des organisations, auteurs ou chercheurs locaux. Ces sources locales traitent majoritairement des recommandations de la CVR et de leurs effets sur la population locale (Alejos Calderón, 2004 ; APRODEH et ICTJ, 2008 ; Asociación Paz y Esperanza, 2005 ; Bendezu Flores, 2005 ; Caballero Martin, 2009 ; Jimenez Bacca, 2000 ; Farfán Martinez, 2000 ; ICTJ, 2011 ; Manrique, 1997 ; Rojas Orellana, 2012 ; Ti Noco et Carceres Valdivia, 1999). Les initiatives locales sont très peu présentes dans la littérature même au Pérou, remarque qui est aussi soulevée par Caballero Martin (2009) ainsi que l'Asociación Paz y Esperanza (2005), puisque selon ces deux auteurs la population n'a pas les capacités actuellement pour s'organiser et mettre en place des processus par ses propres moyens. Certains processus sont cependant suggérés et explorés par ces auteurs, permettant ainsi de faire des liens avec le discours des participants de même que les processus discutés dans la littérature internationale.

Les résultats obtenus ont été comparés à la littérature actuelle et aux débats récents en matière de peacebuilding. Ces textes ont été identifiés dans le cadre d'une revue de littérature concernant la quatrième génération de construction de la paix. L'analyse qui s'en est suivie permet de renforcer (ou d'infirmier) les critiques actuelles en ce qui concerne l'implication locale dans les processus de paix menés par la communauté internationale, et de voir si cette littérature a des points communs ou des voies de dialogues possibles avec ce qui a été obtenu lors de la recherche terrain. Ces résultats pourront aussi, éventuellement, être inclus ou du moins être considérés dans la pratique du

peacebuilding. Cette revue de littérature a été effectuée avant, pendant et après le séjour terrain au Pérou.

Pour analyser les résultats, la méthode d'analyse du discours a été utilisée. Cette analyse de discours permet de mieux cerner les concepts qui se répètent et qui sont partagés entre les différents membres de la communauté (ou non), ce qui permet de raffiner la définition de la réconciliation pour les habitants de cette communauté. Les participants ont aussi été questionnés sur l'évolution de leurs relations avec les autres membres de la communauté depuis la fin du conflit et sur les processus mis en place localement, par exemple, pour réintégrer un militaire ou un membre du Sentier Lumineux dans la communauté après le conflit. Le but était de comprendre, à partir des témoignages de la population locale, comment la cohésion sociale a été rétablie suite à la fin du conflit, si cette cohésion sociale a bel et bien été reformée, et ainsi répondre à la question de recherche en identifiant les processus de réconciliation locaux.

Énoncé éthique

Cette recherche soulève de nombreux enjeux éthiques. Tout d'abord, les situations post-conflits sont très souvent des situations taboues ou très sensibles pour les communautés qui ont vécu un conflit. Il s'agit donc là d'un enjeu éthique très important, et c'est pourquoi les participants ont dû donner leur consentement libre et éclairé avant de pouvoir être considérés comme participant à la recherche. La participation à la recherche comprend aussi des risques étant donné la sensibilité du sujet et l'animosité qui peut persister dans certains cas pour les victimes des conflits. Les participants ont été informés des risques et étaient libres de participer ou non à la recherche. Les noms des participants n'ont été divulgués en aucun cas, et un système chiffré est utilisé pour identifier les participants. Les entrevues enregistrées ont été retranscrites et verrouillées à l'aide d'un mot de passe. Une demande éthique a été soumise au comité de l'Université d'Ottawa, exposant plus spécifiquement les enjeux liés à cette recherche, et a été approuvée par le comité avant le début de la recherche terrain.

Pour ce qui est des risques au niveau psychologique, il est important de noter que le sujet de cette recherche est très sensible et peut mettre à jour indirectement différents événements traumatisants vécus par les participants de la recherche. Or, comme la recherche se concentre sur la réconciliation post-conflit et non sur le conflit lui-même, les risques sont moindres concernant les effets psychologiques. Toutefois, la chercheuse avait en sa possession des informations pour contacter une ONG locale offrant des services de soutien pour les victimes de conflits ou de violences, si nécessaire.

Le centre de santé local a aussi été mis au courant de cette recherche, et les participants qui auraient pu en avoir besoin y auraient été redirigés. Aucune référence vers l'organisation ou vers le centre de santé n'a dû être faite, mais les informations demeuraient tout de même accessibles aux participants en cas de besoin.

Chapitre 3 – Le cas de Julcamarca

Mise en contexte

Pour permettre une meilleure compréhension des données recueillies sur le terrain, il est impératif de mieux connaître le contexte dans lequel s'est déroulé le conflit ainsi que la réalité actuelle vécue par la communauté. Ce chapitre vient donc apporter au lecteur d'importantes données de contextualisation concernant le conflit et la période qui s'en est suivie dans la ville de Julcamarca, ce qui permet une meilleure compréhension des propos des participants. Par la suite, il est important de regarder ce qui a été accompli jusqu'à ce jour au niveau national et qui a eu un impact direct sur la population locale à Julcamarca. Les initiatives locales seront aussi discutées (ou plutôt l'absence de ces dernières), venant ainsi contextualiser les impressions des participants face aux processus qui ont déjà été entamés. Par ailleurs, il est aussi important de définir ce que signifient la paix et la réconciliation pour les participants, ce qui sera fait dans la dernière section de cette mise en contexte. La table sera ainsi mise pour l'analyse des résultats de la recherche concernant les processus nécessaires à l'établissement de la paix et de la réconciliation dans la communauté.

Tout d'abord, point essentiel de contextualisation, selon Félix Rojas Orellana (2012) et Nelson Manrique (1997), les politiques nationales péruviennes ont toujours été qualifiées de politiques de la minorité pour la minorité, excluant des sphères du pouvoir la majorité de la population, créant ainsi un important racisme structurel affectant directement la région de Julcamarca. De plus, l'État est absent des régions éloignées ou plus difficiles d'accès, dont Julcamarca, ce qui contribue encore aujourd'hui à maintenir la discrimination et la marginalisation des résidents de ces régions, majoritairement autochtones (Asociación Paz y Esperanza, 2005). L'avènement du conflit en 1980 a permis de montrer la profonde division au sein du pays entre les riches et les pauvres, entre les paysans et les métis ou les blancs (CVR, 2005 : 5). Afin de mieux comprendre les effets du conflit à l'échelle locale, il est

important d'identifier les dynamiques locales et de mieux cerner la manière dont la région a été touchée par le conflit.

Julcamarca a été, jusqu'au début du conflit, sous le contrôle des descendants espagnols, appelés *mistis* (métis), qui dirigeaient les instances publiques et contrôlaient les secteurs économique, politique et judiciaire de la région puisque les descendants autochtones ne possédaient alors aucun droit politique, et très peu de droits économiques ou judiciaires (Orellana, 2012 et Bendezú Flores, 2010). Ça n'a été qu'au début du conflit, en 1980, que les dirigeants ont cédé le pouvoir, non pas volontairement, mais plutôt par crainte d'être la cible d'une attaque terroriste, puisque les gens visés étaient ceux des hautes sphères du pays qui empêchaient l'égalité au sein du peuple. En fuyant, les institutions sont tombées à l'abandon, privant ainsi la ville de différents services, dont une banque, une instance judiciaire, ainsi que plusieurs commerces (Bendezú Florez, 2010). Il a fallu aux habitants locaux un certain temps pour dé-institutionnaliser cette violence structurelle instaurée par les Européens à leur arrivée en Amérique. Ce n'est qu'en 1991 que des habitants de langue quechua ont pris le pouvoir pour la première fois dans l'histoire de leur ville (Orellana, 2012).

Les différents services de base tel l'accès à l'eau (non potable) sont restreints, plus particulièrement en dehors de la saison des pluies. Au niveau de l'éducation, selon le recensement de 2007, moins de 50% de la population du district possède une éducation primaire ou moins. Au niveau des jeunes présentement inscrit à l'école, selon une étude terrain d'Orellana effectuée en 2012, seulement deux élèves sur 10 savent lire à la fin de l'école primaire, alors que seulement 0,5 élèves sur 10 sont en mesure d'effectuer des calculs mathématiques de base (additions, soustractions, multiplications et divisions). Le manque d'accès à des soins de santé est aussi très important dans la région (Orellana, 2012), ce qui, combiné avec la consommation d'une eau non potable, une malnutrition reliée à la pauvreté et des conditions de salubrité discutables amène des problèmes de santé au sein de la population. Au niveau économique, selon le PNUD (2007 et 2012, cité par Orellana, 2012 : 63), 75,9% de la population du district vivrait sous le seuil de la pauvreté, dont 47,8% en situation de pauvreté extrême.

Ces différents facteurs de marginalisation et d'exclusion de la population ont contribué à nourrir le conflit de 1980 à 2000, qui reposait, en termes de revendications, sur les bases communistes d'un développement pour tous qui viendrait mettre fin à la violence structurelle et aux inégalités dans la région. Le soutien de la population envers ces revendications a fait en sorte que Julcamarca n'a pas été affectée par les violences avant 1983. En fait, entre 1979 et 1983, le Sentier lumineux a procédé à une

opération de séduction et de propagande dans la région (particulièrement en raison de sa position stratégique en altitude qui permettait au groupe de se déplacer dans les montagnes plutôt que par les routes publiques), afin de s'assurer des appuis dans chacun des villages, majoritairement à travers des discours publics dans les différentes communautés. La répartition égale des richesses du pays, l'égalité entre tous (longtemps demandée par les autochtones mais jamais vraiment atteinte), un gouvernement qui prend en compte toutes ses régions et qui prend soins de la population locale aux niveaux économique et social faisaient parties des promesses du Sentier Lumineux à la population rurale. Suite aux discours, des actions concrètes étaient posées, par exemple la destruction d'institutions ou de structures étatiques, démontrant ainsi le pouvoir qu'ils avaient sur le gouvernement, de même que la défaillance des structures en place. En s'attaquant aux structures de l'État, le groupe voulait aussi réduire la présence et l'efficacité des autorités sur les territoires visés par les attaques (CVR, 2003; Ti Noco et Cárceres Valdivia, 1999). Le SL avait aussi recours à des démonstrations de justice populaire, condamnant à des exécutions publiques des citoyens qu'ils jugeaient criminels (accusés de vols, de viols ou autres, mais non traduit en justice) afin de démontrer la force que pouvait avoir un système politique populaire, mais aussi démontrer l'égalité de tous les citoyens face à la loi (CVR, 2003). Des membres de l'autorité locale, collaborant avec le gouvernement national, ont aussi été assassinés, dans le but de faire vaciller le pouvoir étatique dans la région (CVR, 2003).

Par contre, dès la deuxième moitié de 1983, Sendero a dû ajuster sa stratégie afin de maintenir son pouvoir et sa capacité de se déplacer dans les territoires montagneux face aux soulèvements de mouvements d'opposition populaire, amenant par conséquent plus de violence (CVR, 2003; Ti Noco et Cárceres Valdivia, 1999). Selon Sendero, tous ceux qui n'étaient pas avec eux, étaient automatiquement contre eux (Yates, 2005). Pour convaincre les gens de les rejoindre, avec les armes ou par l'esprit, le groupe battait ou torturait, par exemple, des individus affiliés au gouvernement ou des gens qui simplement ne sympathisaient pas à la cause qu'il défendait. Ainsi, des villageois ont été battus, se sont faits couper la langue, ont été brûlés vifs, ont été trainés par terre ou ont été décapités. La peur amenait ainsi plusieurs personnes à se rallier au SL par crainte et non par appui volontaire. Des animaux, particulièrement des chiens, étaient tués, décapités et suspendus dans les rues des villes et villages à la vue de tous afin d'instaurer un climat de peur pour ceux qui ne se joignaient pas à la cause (Entrevue 28 et 32). Le participant 7 résume le climat qui régnait durant le conflit.

«Pendant le conflit, comme je le disais, il y avait beaucoup de peur, de désespoir... À quel moment allait-on mourir, ou qui de ta famille va mourir, comment vas-tu sauver ta vie? Nous avons dû nous enfuir, laisser tout derrière nous. Tu ne te préoccupais pas de l'éducation ou de la santé, ça n'avait plus d'importance. Seulement ta vie. Tu laissais tout

le reste. Tout ce que tu avais construit pendant ta vie, ils [les membres du SL] te le prenaient. Nous sommes restés dans rien. Si nous réclamions quelque chose qui nous appartenait mais qu'ils s'étaient appropriés, ils nous tuaient. On ne pouvait pas dormir tranquille, il fallait toujours être prêt à s'enfuir. Plusieurs maisons ont été abandonnées parce que les gens se sont enfuis pour sauver leur vie. Et en ce qui concerne la politique, même les autorités ne voulaient plus gouverner. Elles se sont enfuis, ont abandonné le peuple à son sort. Et les militaires aussi, ils ne nous ont pas protégé» (Entrevue 7).

Plusieurs croyaient en effet que l'arrivée des militaires en 1986, seule forme d'autorité étatique présente dans la région à l'époque, allait permettre de mettre fin au conflit, mais l'opposé s'est produit. Ils ont d'ailleurs été reconnus coupable d'avoir perpétré plus de 35% des atrocités commises dans le cadre du conflit, ayant causées la mort de nombreuses personnes et en ayant fait disparaître plusieurs autres. (CVR, 2003). «Ils ont volé les médicaments, le matériel chirurgical, la machinerie. Ils ont mis sans-dessus-dessous les maisons des habitants, se sont appropriés la nourriture, les outils de cuisine, les vêtements, l'argent et sont même allés jusqu'à prendre les vaches et les cochons d'inde» (Ti Noco et Cárceres Valdivia, 1999 : 40, trad. libre). Il existait donc aussi une dissension au sein de la population, qui était venue se réfugier là où les militaires étaient présents, croyant recevoir leur protection, mais qui s'est plutôt vu persécutée par ces derniers. D'ailleurs, l'une des salles du collège local a été transformée, le temps du conflit, en cimetière clandestin (Bendezú Flores, 2010).

Pour contrer l'avancement dans les montagnes du groupe terroriste, des *rondas campesinas* ont été créées par les habitants sur la recommandation de l'armée. Bien que composés uniquement de civils, ces comités d'autodéfense paysans devaient assurer la sécurité de leur communauté, contrôler les entrées et sorties des gens qui y circulaient, vérifier quotidiennement les pièces d'identité des habitants ainsi que participer aux patrouilles militaires et aux offensives contre le groupe armé (Ti Noco et Cárceres Valdivia, 1999; CVR, 2003).

Les différents acteurs du conflit sont pour plusieurs encore établis dans la région de Julcamarca, ce qui permet à cette recherche de dresser un portrait plus complet de l'évolution des processus de paix et de réconciliation depuis la fin du conflit, et de voir comment les relations entre ces individus ont évolué depuis la fin du conflit en 2000. La section suivante présentera d'ailleurs les processus mis en place aux niveaux national et local afin de permettre le retour de la paix dans la région.

N'ayant jamais eu recours à une aide internationale, le Pérou est toutefois aujourd'hui considéré comme un pays « en paix », ne faisant face à aucun conflit armé interne. Quels sont les processus qui, dans une communauté ayant été affectée par un conflit interne, permettent une certaine réconciliation au niveau local? Une description des actions concrètes qui ont été posées afin de mettre fin au conflit interne sera faite. Pour débiter, l'attention sera portée vers les programmes et réformes mis en place au niveau national, mais ayant eu un impact direct sur la population de Julcamarca. Par la suite, les actions locales seront décrites et explorées, pour ensuite terminer cette section en regardant la contribution des acteurs non-étatiques à ce processus. Les données recueillies sur le terrain lors de l'observation ainsi que celles provenant des entrevues viendront soutenir l'information provenant de la revue de littérature basée particulièrement sur des sources et des auteurs locaux.

Plusieurs actions ont été posées par les différents gouvernements pour permettre le retour de la paix dans les différentes régions du pays affectées par la violence politique. Bien que le conflit n'ait officiellement pris fin qu'en 2000, le gouvernement d'Alberto Fujimori a mis en place certains programmes dès l'arrestation du principal dirigeant du Sentier lumineux en 1992, axés particulièrement sur le développement et l'appui aux Péruviens résidant en campagne ou dans les régions plus éloignées (CVR, 2003; Inter Pares, 2009; Laplante et Theidon, 2007; Masterson, 2009; Renner et Spencer, 2012; Ti Noco et Carcères Valdivia, 1999). Comme la situation socio-économique des régions éloignées étaient l'un des chevaux de bataille et des piliers de recrutement du Sentier lumineux, des programmes tels que *Vaso de leche* (verre de lait) ont été élargis afin de permettre aux jeunes ainsi qu'aux aînés et aux femmes enceintes des régions éloignées d'avoir accès à un verre de lait dans le but de favoriser leur développement et leur santé (Ministerio de Economía y Finanzas del Perú, consultée en janvier 2016). Auparavant accessible uniquement dans la capitale, l'élargissement visait à démontrer que les régions n'étaient pas laissées de côté par le gouvernement au pouvoir. Fujimori était, selon Youngers (2003) vu par la population comme étant un sauveur qui avait non seulement réussi à mettre un terme au conflit armé avec les terroristes, mais qui en plus essayait de changer l'avenir des régions autrefois délaissées par les gouvernements centralisés à Lima.

Ce même gouvernement a aussi influencé concrètement les habitants de la ville de Julcamarca en leur donnant accès à un centre de santé dans leur ville, situé juste à l'entrée de cette dernière. Il a aussi beaucoup investi dans le système d'éducation. « Ici il a fait le collège, le centre de santé et a

rouvert les écoles» (Entrevue 24). «Il a fait l'école, le collège et nous a donné des rues. Il nous a tout donné et je l'en remercie infiniment» (Entrevue 22). Selon Fujimori lui-même (1998: 58), « [Governance] also requires the establishment and maintenance of the social and political conditions necessary for a government to attain its goals. Only then can a government channel the interests of civil society, integrating public needs with the political system to achieve economic development». Un autre exemple de projet mis en place par l'administration Fujimori pour les régions éloignées a été la création du Proyecto especial Sierra Centro Sur, qui a permis la réfection du système d'irrigation de Julcamarca, qui datait du début des années 1960 et qui comportait de nombreux problèmes techniques (Ti Noco et Carcéres Valdivia, 1999). Il est donc possible de voir que même si Fujimori purge présentement une peine de prison de 25 ans pour corruption et violations de droits humains à laquelle il a été condamné le 7 avril 2009 (Burt, 2009), son gouvernement a tout de même mis en place différents projets afin d'initier le retour de la paix dans le pays, particulièrement au niveau du développement.

Dans un autre ordre d'idée, Fujimori et son administration ont mis en place la loi du pardon, qui peut être perçue de deux manières différentes. Cette loi permettait aux individus en état d'arrestation pour terrorisme ou lien avec un groupe terroriste de collaborer avec les autorités policières en livrant par exemple un de leurs camarades, et ainsi recevoir une réduction de peine ou une annulation de sentence, selon l'importance des renseignements fournis (CVR, 2003 (2)). Bien qu'ayant des lacunes, cette loi a permis à certains autrefois considérés comme étant « terroriste » de pouvoir réduire leur sentence ou être acquitté aux yeux du gouvernement, permettant ainsi leur réintégration dans la population.

Les gouvernements qui ont suivi ont aussi mis en place certaines mesures afin de favoriser la paix et la réconciliation dans les différentes communautés du pays. L'une des mesures les plus importantes a été la mise en place de la Comisión de Verdad y Reconciliación par le gouvernement national en 2001 (CVR, 2003(1); Hayner 2011). Pendant plusieurs mois, les commissaires ont parcouru 530 districts, 137 provinces et tous les départements péruviens afin de recueillir 16885 témoignages (Asociación Paz y Esperanza, 2005) de victimes et de différents acteurs du conflit, pour finalement soumettre son rapport ainsi que ses recommandations pour mettre en place un processus de réconciliation national en 2003. Des recommandations ont été émises notamment pour les secteurs suivants : les domaines de la santé et de l'éducation, des réparations économiques, des réparations collectives (incluant une branche de réforme institutionnelle), des réparations symboliques ainsi qu'une meilleure reconnaissance des droits humains (APRODEH, 2003; CVR, 2003; Asociación Paz y Esperanza, 2005). Sur 17 projets présentés au Congrès relativement à ces recommandations, un seul a

été approuvé, soit la loi 10259 (Alejos Calderon, 2004) permettant de réguler le statut des personnes disparues (441 personnes manquaient encore à l'appel en 2007 (Farfán Martinez, 2007)), en définissant clairement les critères nécessaires pour déclarer une personne disparue aux yeux de l'État. Cette loi a donc grandement facilité la tâche aux familles des disparues qui désiraient entamer des procédures concernant la personne manquant à l'appel, ou encore pour s'inscrire officiellement dans le registre des victimes de la violence politique.

Ce registre des victimes a été créé dans le but de répertorier les «réelles» victimes du conflit. Un budget a été alloué afin de permettre aux victimes de recevoir une compensation financière sous forme d'un seul versement. Pour recevoir cet argent, pouvant aller jusqu'à 5000 soles⁵ dépendant de la situation de la personne affectée, il fallait absolument être enregistrée en tant que victime auprès des autorités. Des critères très stricts déterminent l'admissibilité : le mot victime se définit comme étant quelqu'un de décédé ou disparu, quelqu'un étant affecté, en raison des attentats, d'une déficience physique ou mentale permanente reconnue par la Commission nationale des déficiences, ainsi que les personnes ayant été victimes d'agression sexuelle. Selon plusieurs personnes interviewées dans le cadre de cette recherche, d'autres restrictions s'appliquent, notamment en ce qui concerne le lien de parenté nécessaire avec une victime décédée pour obtenir une compensation économique. Par exemple, le participant 8 a pu recevoir une compensation économique pour son père, assassiné, mais pas pour son frère, aussi décédé dans des circonstances similaires lors du conflit. (Entrevue 8). Trois autres participants (1, 4, 29) ont eux aussi été incapables de s'inscrire au registre des victimes même s'ils ont été affectés par le conflit. «Certaines personnes affectées par la violence ont accès aux programmes de réconciliation, mais ce n'est pas pour tous en réalité» (Entrevue 1).

«Nous sommes des victimes, mais nous ne faisons pas partis du programme, pour la simple raison que personne n'est mort dans ma famille. Mais nous avons souffert... Tellement de violence, de souffrances, nuit et jour. Nous dormions tous collés les uns contre les autres. Nous avions peur de nous faire attaquer, tant par les militaires que par ceux de l'autre côté. Mais nous ne recevons pas d'appui, et les autres oui» (Entrevue 29).

L'un des points positifs toutefois sur le plan légal, selon Farfán Martinez (2007 : 96), est que selon la loi 28592, le fait d'accréditer ainsi les victimes et de les reconnaître dans un registre national «génère des obligations concrètes directes de réparer».

⁵ Monnaie nationale du Pérou. 1\$USD équivalait à 3,13 soles en moyenne pour l'année 2007 selon <http://www.canadianforex.ca/>

Au niveau plus personnel, des services ont été mis en place à partir de 2007 afin de répondre aux recommandations de la CVR. Entre autres, des programmes d'accessibilité à l'éducation pour les adultes ont été créés, et l'accès à un professionnel de la santé mentale a aussi été facilité. Des actions commémoratives et symboliques ont aussi été posées, dont l'installation d'une plaque commémorative au parc central de Julcamarca (et dans plusieurs autres villes). Julcamarca a par ailleurs été sélectionnée pour bénéficier de l'un de ces projets d'infrastructure créé dans le but de faciliter le processus de réconciliation, lui donnant ainsi accès aux fonds pour construire un réservoir d'eau permettant d'assurer un apport en eau (non-potable) quotidien.

En ce qui concerne les initiatives locales, très peu a été fait de la part des municipalités ou des gouvernements locaux, et encore moins d'initiatives proviennent de la population locale directement, comme le soulevaient d'ailleurs Caballero Martin (2009) ainsi que l'Asociación Paz y Esperanza (2005). Les organisations non-gouvernementales sont en fait celles qui ont apporté le plus de soutien dans le cadre de l'élaboration de processus de réconciliation et de paix dans la communauté de Julcamarca. Les ONGs internationales ont contribué à l'amélioration de la situation suite au conflit, et particulièrement les fonds provenant du programme Allemagne-Pérou. «Avec l'appui du Fond Allemagne-Pérou, et grâce aux projets de renforcement des capacités, nous avons pu ouvrir, depuis le 1^{er} février dernier [2014], un bureau de développement économique et environnemental» (Entrevue 11). Toutefois, l'importance des organisations locales ne doit pas être mise de côté. Ces organisations ont été créées par des gens des environs, dans le but de venir en aide à leur communauté, et sont à l'origine de plusieurs initiatives visant à impliquer la population locale dans diverses activités post-conflit. «Les ONGs [locales] nous ont appuyé considérablement, particulièrement l'association des victimes. SISAY⁶ et l'IDL⁷ aussi. SISAY a toujours été avec nous, et c'est grâce à eux que nous avons pu nous organiser et nous rencontrer, nous, les victimes, ici-même dans le district, et ensuite au niveau de la province» (Entrevue 5). «Nous sommes revenus à la paix grâce aux organisations, entre autres, qui ont permis à la population de prendre soin d'elle, par exemple avec des projets de capacitations. C'est grâce à eux que ça va mieux maintenant» (Entrevue 12). «Il y avait des programmes, par exemple de SISAY ou de l'IDL, qui faisaient de la capacitation, et qui nous ont informé de nos droits. Ça nous a permis d'avancer, et maintenant, nous savons comment nous défendre et agir entre nous. Nous savons

⁶ Organisation non-gouvernementale à but non lucratif, SISAY est le Centre de développement des Andes. Fondé en 1999, l'organisme œuvre dans le domaine du développement économique et social des communautés des Andes péruviennes, en se basant sur une approche de sécurité humaine centrée sur l'être humain. (<http://www.sisayperu.org/>)

⁷ L'Institut de défense légale est un organisme non-gouvernemental à but non lucratif qui offre un appui dans le domaine légal aux communautés péruviennes des Andes, particulièrement en ce qui a trait aux droits humains, mais sans s'y restreindre. <http://www.idl.org.pe/>

nos droits et nos devoirs, et ça, avant, ce n'était pas le cas» (Entrevue 29). L'association des victimes de la violence politique a été créée de manière indépendante afin de soutenir les victimes, qu'elles soient inscrites ou non dans le registre officiel, et est dirigée par des membres de la communauté, mais sans l'appui continu de SISAY, cette organisation n'existerait pas. À titre d'exemple, lors du séjour d'observation, l'organisme a invité des représentants de l'association des victimes de Julcamarca à une journée de «réflexion» et de discussion avec les membres d'une autre organisation de victimes d'une ville voisine. La journée incluait aussi la visite de site clés, dont une fosse commune de l'époque du conflit, ainsi qu'un musée commémoratif. Or, cette journée (à laquelle très peu ont participé malgré qu'elle ait eu lieu un dimanche, la seule journée de congé officielle au Pérou pendant laquelle les gens ne travaillent pas) a été très difficile à organiser et à mettre en place avec l'accord des deux associations, et tout a dû être préparé et coordonné par SISAY, avec une collaboration très minime des associations. Des difficultés similaires au niveau de l'organisation d'activités de capacitation ou de commémoration avec d'autres regroupements sont aussi rencontrées fréquemment par les diverses organisations œuvrant dans la région, selon le directeur de SISAY. Donc bien que provenant d'organisations locales représentant la société civile, les initiatives impliquant directement la population locale sont encore très peu communes, et n'impliquent pas directement les habitants de la région malgré la volonté des organisations d'inclure ces derniers et de les rendre autonomes dans l'organisation de leurs propres activités.

Réussites et critiques des processus

Malgré leur manque d'implication dans le développement et l'établissement de processus locaux destinés à améliorer les conditions de paix et de réconciliation dans la communauté, les participants sont les premiers à avoir leur mot à dire sur ce qui a été fait par les autres, plus particulièrement au niveau national. Des bons, mais surtout des mauvais commentaires ont été émis concernant les réformes et les programmes mis en place dans les années ayant suivi le conflit, ce qui permet de mettre la table pour une meilleure compréhension des processus qui sont nécessaires selon la population pour atteindre la paix et la réconciliation. Dans cette section, les discussions porteront sur les points positifs et négatifs de ces réformes et la manière dont ces dernières ont été perçues par la population locale.

Pour débiter, certains points positifs sont ressortis des projets développés au courant des années passées, particulièrement au niveau des programmes d'appui au développement socio-économique de la région. Les projets de développement rural comme celui initié dans les années 1990 par le

gouvernement de Fujimori ont grandement contribué à améliorer la situation suite au conflit dans les secteurs de la santé (entrevue 30), de l'éducation (Entrevue 1, 11, 24, 28 et 30) et des communications (entrevue 3 et 8). La participante 22 rappelle d'ailleurs que l'idéologie derrière les actions du Sentier Lumineux reposait sur une meilleure égalité et un développement duquel tous pourraient bénéficier, et non uniquement les mieux nantis ou les habitants des villes ce qui fait qu'en développant et en améliorant les conditions de vie des régions rurales, «la base idéologique qui soutenait le conflit s'effondre et la paix revient» (Entrevue 22).

Les efforts de rapprochement entre les institutions clés et les habitants ont aussi été soulignés par certains participants. Par exemple, le participant 16 souligne les efforts des services de police pour se rapprocher de la communauté et mettre derrière eux le passé de violence. «Ils [la police] ont ouvert un bureau de participation citoyenne» (Entrevue 16), qui a pour objectif de permettre aux citoyens de faire part de leurs problèmes, mais aussi de participer à des ateliers de sensibilisation et de formation sur différents thèmes, dont la violence familiale et la dénonciation. De plus, un camp de jour a été mis sur pied pour les élèves à la fin de l'année scolaire, qui se joignent à un policier le temps des vacances. D'autres institutions d'importance tentent aussi de se rapprocher de la population. Devant protéger l'identité des participants, cette organisation ne pourra pas être identifiée, mais la participante y travaillant soutient que «depuis la fin du conflit, nous faisons beaucoup pour nous rapprocher des gens et nous faire pardonner de les avoir abandonnés pendant le conflit et jusqu'à maintenant, c'est difficile mais c'est positif» (Entrevue 10). Un important ressentiment persiste toujours entre les différentes autorités et la population, rendant ainsi les initiatives de réconciliation et de rapprochement très appréciées par la population, malgré une certaine méfiance encore visible entre les deux parties.

Les points positifs mentionnés par les participants s'arrêtent toutefois là. Aucun des participants n'est entièrement satisfait des mesures mises en place pour mener à la réconciliation et à la paix. La Commission de vérité et réconciliation est probablement le projet dont le plus de gens sont au courant, et bien qu'une bonne idée à la base, plusieurs participants ont observé certaines lacunes. «Les gens qui sont venus nous interrogés ne parlaient pas Quechua. Et ici 50% des gens parlent Quechua» (Entrevue 2). Sur une même note, la participante 27 ajoute qu'«ils ne sont jamais venus me rencontrer. Pourtant je suis une victime, j'ai perdu mon mari des suites de blessures résultant de la torture dont il a été victime pendant la violence. À lui non plus, ils ne lui ont jamais parlé». Les participants 15 et 18 reprochent eux aussi à la commission de ne jamais avoir entendu leur histoire respective. «L'idée de la CVR était bonne à Lima, avec ses 200 membres, mais dans les régions éloignées, ce n'est pas la même chose. La réalité est différente, les besoins sont différents» (Entrevue 5).

Il existe aussi des critiques par rapport aux recommandations et à l'application de ces dernières, suite à la publication du rapport final. Par exemple, bon nombre de participants (4, 11, 15, 17 et 19) dénoncent le fait que les dédommagements et réparations ne soient pas pour tous et qu'elles soient difficiles à obtenir. Par exemple, le participant 17 soutient que «je ne suis pas dans le registre parce que je ne savais pas qu'il existait. Quand je suis allée m'inscrire, on m'a dit qu'il était trop tard. Donc je ne suis pas dans le registre, je n'ai pas le droit à rien. [...] Ça me frustre quand je vois que d'autres des villages voisins n'ont pas vécu ce que moi et m'a famille avons vécu, mais qu'ils reçoivent de l'argent et des animaux, et moi je n'ai rien» (Entrevue 17). Toutefois, la plupart des participants n'avaient en fait rien à dire sur la commission ou sur l'effet que cette dernière avait eu dans le processus de paix. «Je n'ai pas participé au processus, mais de ce que j'ai entendu et de ce que j'ai pu observer, ça n'a pas changé grand-chose» (Entrevue 3). «Ils sont venus une ou deux fois pour déterrer les ossements, parce que beaucoup de personnes ont disparus. Mais ils ne m'ont jamais parlé. Ils n'ont pas fait beaucoup de choses» (Entrevue 27).

Dans un même ordre d'idées, l'aide psychologique que le gouvernement national s'est engagé à offrir aux victimes du conflit soulève aussi beaucoup de critiques de la part de la population quant à sa disponibilité et sa qualité. En effet, cette aide tarde à venir et lorsqu'elle est disponible, elle ne répond pas aux besoins exprimés par les individus qui la réclament, notamment au niveau de la langue parlée par les professionnels, ou tout simplement de la disponibilité d'un professionnel dans la région. Une infirmière du centre de santé local a confirmé, lors du séjour terrain, qu'il n'y avait pas eu de psychologue qui s'était rendu dans la région depuis plusieurs semaines déjà, et que le centre était en attente d'un nouveau psychologue qui devait être envoyé dans les prochaines semaines, mais sans date précise. Lors du retour au Canada en mai 2014, le psychologue promis par l'État n'était toujours pas en route vers Julcamarca. «Le gouvernement nous en envoie un, mais il reste une semaine et puis il s'en va» (Entrevue 4). «Ça fait plus de huit psychologues qui viennent travailler ici, mais ils ne parlent pas quechua. C'est le plus gros problème. À Huancavelica (capitale de la province), l'université n'offre pas le programme de psychologie. Donc les docteurs qui viennent sont de Lima, et ils sont très peu qui peuvent atteindre la population parlant quechua» (Entrevue 2).

D'ailleurs, la mauvaise gestion des projets est sévèrement critiquée de manière générale par les participants. Par exemple, au niveau du gouvernement national, le participant 1 souligne que «le gouvernement n'a pas assez de volonté pour mettre en place ces politiques». «L'État ne met pas en place les réparations. Des réparations par exemple économiques, qui sont faites au goutte à goutte» (Entrevue 2). Au niveau local plus particulièrement, le participant 14 critique le projet de construction

d'un réservoir d'eau, puisque personne n'a pensé à relier ce réservoir aux conduites d'eau de la ville, ni n'a pensé aux détails concernant l'approvisionnement en eau pour remplir ce réservoir une fois construit. La ville n'a pas accès à une source d'eau suffisante pour même s'approvisionner de manière continue, sans avoir recours à un réservoir. D'autres mentionnent l'échec du projet de réparation collective qui devait permettre à la municipalité de commémorer ses victimes à l'aide d'un monument. «Le gouvernement régional nous a offert un appui, une construction en ciment pour honorer tous les morts et les disparus, comme un petit musée. Ils ont commencé à construire, mais ils ont arrêté à mi-chemin, et n'ont jamais fini la construction. C'était une grande illusion pour Julcamarca, qu'ils finissent ce projet... mais ça ne se fera jamais» (Entrevue 4).

Et à la question : «Qu'a fait le gouvernement local dans le processus de réconciliation à Julcamarca?», il n'y a que très peu de réponses positives de la part des participants. «Le gouvernement local? Rien, quasiment rien. Ni l'actuel, ni les précédents d'ailleurs» (Entrevue 2). «Il ne fait pas grand-chose. Quasiment rien, quasiment rien» (Entrevue 4). «Il n'y a rien eu. C'est du chacun pour soi ici, comme d'habitude» (Entrevue 19) Il est donc possible de constater que des progrès ont été réalisés, mais que certains processus, notamment au niveau local, sont manquants. Les critiques permettent toutefois d'observer que les types de processus les plus appréciés par les participants touchent le développement socio-économique de la région, une meilleure responsabilisation de l'État face à ces citoyens, un meilleur accès à des soins de santé ainsi que des projets de commémoration tels que le mausolée à l'entrée du cimetière. Les compensations financières semblent aussi avoir une certaine importance en tant que processus, puisque de nombreuses personnes auraient voulu en bénéficier. Ce survol de l'appréciation des participants permet donc un début d'élaboration d'une tendance au niveau du type de processus qui seraient nécessaires ou apprécié par la population en matière de paix et de réconciliation. Toutefois, avant d'élaborer plus en détails sur ces processus, il faut d'abord définir ce que signifient la paix et la réconciliation au niveau local, selon les participants.

Paix et réconciliation : définitions

Malgré ces critiques et ces commentaires, qu'en est-il du processus de paix et de réconciliation? La première question de recherche posée dans le cadre de ce travail était de savoir quels ont été les processus qui permettent une certaine réconciliation au niveau local dans une communauté ayant été affectée par un conflit interne. La section précédente a permis de contextualiser la situation actuelle

dans la communauté, de même que les processus qui ont déjà été entamés dans la communauté, ce qui permet de mieux comprendre les données recueillies dans les entrevues concernant les processus souhaités par les participants. Toutefois, pour bien répondre à la question de recherche, il était important de se poser la sous question suivante : que signifie la réconciliation pour les répondants, et que signifie la paix pour ces derniers? Cette paix a-t-elle été atteinte à travers les processus mis en place? Les solutions mises de l'avant pour remédier au conflit ont-elles effectivement permis la réconciliation et la paix, ou faut-il développer d'autres processus (lesquels) pour y parvenir?

Il est difficile d'analyser les processus pouvant mener à la réconciliation et à la paix suite à un conflit interne sans avoir préalablement établi ce que «paix» signifie. Cette section viendra donc décrire les réponses des participants à ce sujet. Les définitions seront par la suite confrontées à la situation locale actuelle afin de voir si les processus mis en place ont été efficaces jusqu'à maintenant.

Tout d'abord, l'absence de violence est très souvent la définition la plus simple de la paix, c'est-à-dire sa définition négative (Galtung, 1969). Treize des trente-deux participants ont fait référence à cette absence de conflit dans leur description de ce qu'est la paix. «La paix c'est quand il n'y a pas de violence, qu'il n'y a pas de terreur» (Entrevue 27).

«La pacification est faisable, parce qu'il n'y a pas d'incursions, d'atrocités qui sont commises, il n'y en a plus, donc oui nous sommes dans une zone de paix, nous sommes tranquilles, tout le monde va travailler tranquille, la vie est tranquille. Je dirais donc que nous sommes dans une situation de pacification, c'est mon point de vue, mais de toutes manières, je ne crois pas que cette pacification soit totale. Ça n'existe pas, il y aura toujours des conflits, même tout petits» (Entrevue 11).

L'absence de violence telle que vécue lors du conflit n'est toutefois pas la seule définition possible de la paix. En effet, la violence peut être définie de plusieurs manières, comme le fait remarquer le participant 16 : «Il ne faut pas avoir de conflit avec personne. La violence peut prendre différentes formes, donc il faut aller plus loin que de simplement dire que la violence est finie et que nous n'avons plus peur des attaques». La première étape serait donc l'absence de violence, mais d'autres facteurs entrent en ligne de compte lorsqu'il s'agit de paix.

Le mot clé à retenir, énoncé par 18 des 32 participants, est toutefois «tranquillité». Ces participants soutiennent qu'outre l'absence de violence, la tranquillité de la vie quotidienne est la meilleure définition possible de la paix. L'application du concept de tranquillité varie d'une personne à

l'autre, et même dans le cas des autres participants qui n'ont pas directement fait référence à ce terme, la base de la définition est similaire. Par exemple, pour ces participants,

«La paix veut dire que nous sommes tranquilles. Qu'il y a la tranquillité et que les gens sont tranquilles, qu'ils travaillent et qu'ils vivent. [...] Maintenant que nous sommes tranquilles, nous sommes en paix et nous n'avons plus besoin de nous enfuir, d'avoir peur et de nous cacher dans nos maisons. Avant on ne pouvait même pas dormir dans nos maisons, nous allions tous dormir ensemble, cachés pour ne pas se faire attaquer la nuit. Mais quand il y a la paix, nous sommes tranquilles dans nos maisons et nous sommes heureux» (Entrevue 22).

«La paix signifie la tranquillité. La tranquillité à n'importe quel moment de la journée, tant de jour que de nuit» (Entrevue 12).

Cette référence à la tranquillité de la part des participants permet d'un peu mieux comprendre leur relation avec la période de transition vers la paix ayant suivi le conflit. Pendant les deux décennies de violence, le quotidien des gens a été fortement affecté et de nombreuses personnes ont dû sacrifier ce qu'ils avaient pour fuir le conflit, ou ont vécu personnellement ou à travers un proche des situations difficiles à surmonter. Le retour de la tranquillité dans leur quotidien fait donc référence pour eux à la paix.

«Le district de Julcamarca a été fortement touché par le conflit politique antérieur, par le terrorisme. Les personnes ont beaucoup souffert, elles ont été obligées de s'en aller, de quitter ce qu'elles connaissaient, de partir de leur région natale pour migrer vers des villes comme Ayacucho ou la capitale. Donc oui, on peut dire que le retour de la tranquillité ici veut dire le retour de la paix» (Entrevue 16).

La tranquillité et le quotidien sont d'ailleurs deux éléments qui sont observables pour des gens provenant de l'extérieur. Cette tranquillité qui règne dans la communauté comparativement aux autres villes et villages du Pérou visités lors du séjour terrain est relativement frappante en arrivant dans la région. La vie s'anime un peu à la sortie des cours ou lorsque les hommes reviennent du travail à la noirceur, mais sinon chacun vaque à ses occupations. Si on ne regarde pas à l'intérieur des maisons, qui ont très souvent la porte ou la demie-porte (le haut s'ouvre comme une fenêtre, mais de bois) ouverte pour signifier la présence d'un individu, la place pourrait sembler déserte aux yeux de plusieurs. Des voyageurs passeront occasionnellement par le parc central pour offrir un transport à ceux qui voudraient se rendre dans une communauté voisine. Les femmes attendent à l'intérieur de leur *tiendas* (l'équivalent d'un dépanneur de quartier) respectives, et jettent quelque fois un coup d'œil à l'extérieur voir si quelqu'un ne passerait pas.

D'autres composantes viennent s'ajouter à cette tranquillité dans la définition de la paix donnée par les participants. Bien que moins souvent mentionnés, le concept du «vivre ensemble» est ressorti dans les réponses de huit des participants. Selon eux, la paix vient avec le retour de ce concept au cœur de la communauté. Il est donc essentiel pour ces participants (1, 3, 4, 7, 8, 9, 13, 21) que cette tranquillité ne soit pas uniquement applicable individuellement, mais qu'elle touche la communauté complète pour que reviennent ces relations plus familières qui étaient présentes avant le conflit. « Oui nous sommes tranquilles, mais nous devons aussi bien nous comprendre dans la communauté, travailler ensemble, nous appuyer et nous respecter les uns les autres. [...] Travailler ensemble et bien s'entendre dans une communauté, c'est ça la paix» (Entrevue 21).

Toutefois, avant de pouvoir avoir cette relation harmonieuse avec la communauté, certains participants font remarquer qu'il est impossible d'avoir cette relation de paix avec les autres si l'on n'est pas en paix avec soi-même par rapport à ce qui s'est passé.

«Être en paix avec toi-même c'est la première étape, mais tu dois aussi être en paix avec les autres. Sinon il n'y a pas de paix pour tous. [...] Mais si ce problème t'affecte, te ronge à l'intérieur, tu ne pourras pas y trouver une solution. Garder ça pour toi n'apportera pas de solution. Accepte-le, guéris-toi toi-même, et ensuite ensemble nous y parviendrons. Nous parler, faire attention les uns aux autres, nous inviter, nous respecter, c'est la base pour éviter les problèmes. C'est la base pour vivre en paix» (Entrevue 3).

«La paix c'est premièrement se sentir bien avec soi-même. Ensuite tu vas pouvoir te sentir bien avec ta famille, avec tes voisins, avec la communauté et les autres districts en général. C'est un processus» (Entrevue 7). D'autres font aussi référence à l'«harmonie» au sein de sa propre famille, et à l'intérieur de la communauté, ce qui se rapproche de ce «bien vivre». «La paix c'est vivre tous en harmonie» (Entrevue 28). «La paix c'est vivre harmonieusement avec sa famille et la communauté. C'est vivre tranquilles» (Entrevue 8). La tolérance et le respect sont aussi des concepts qui sont associés à la paix :

«Ça signifie pour moi qu'il n'y a pas de différence abyssale, que la société soit tolérante et que nous nous respections les uns les autres. Il faut apprendre à pardonner et à accepter ce qui s'est passé pour pouvoir vivre en paix. Donc c'est certain que je crois qu'il est nécessaire d'avoir cette capacité de tolérance envers toutes les personnes, envers tous les acteurs. La tolérance mais aussi la résilience, être capable de s'adapter à la nouvelle réalité dans laquelle nous vivons aujourd'hui, sans toujours penser à ce qui s'est passé pendant ces années-là [années du conflit]. C'est un peu une utopie, mais c'est comme ça que je définie la paix» (Entrevue 1).

Cela permet donc d'avoir une bonne idée, sans toutefois généraliser, de ce à quoi s'attend la communauté lorsqu'il s'agit de paix : les gens veulent la tranquillité, tant dans leur vie personnelle que

dans la communauté. Ils désirent aussi avoir de bonnes relations avec leurs familles respectives, leurs voisins, et les autres membres de la communauté. Pour avoir ces bonnes relations et vivre bien ensemble, il faut aussi être capable de travailler sur soi-même et se défaire ou maîtriser ses démons du passé. Et bien entendu, il faut qu'il y ait une absence totale (ou partielle?) de conflit dans l'entourage, mais aussi dans la société en générale.

Qu'en est-il de la réconciliation? Jusqu'à maintenant la paix a été expliquée séparément de ce concept. En fait, pour la grande majorité des participants, il peut y avoir la paix sans qu'il n'y ait nécessairement eu réconciliation au sein de la communauté, faisant en sorte que les idées associées à la réconciliation sont relativement différentes de celles mentionnées lorsqu'il s'agit de la paix. Lors de la revue de littérature, la réconciliation était associée aux concepts de vérité, de justice et de réparations post-conflit. Toutefois, ces concepts sont très peu présents dans les définitions des participants, alors que seulement deux d'entre eux y font référence dans leur définition respective.

«Les gens veulent des réparations. Par exemple, les réparations économiques sont données au compte-goutte. Il ne peut pas y avoir de réconciliation si le travail de réparation est mal fait. [...] Il faudrait aussi que les agresseurs soient emprisonnés, il n'y a pas de justice. Comment veux-tu qu'il y ait réconciliation quand tu croises, de temps en temps, les gens qui t'ont fait du mal alors que tu marches dans la rue, et qu'ils passent à côté de toi, riant à tes côtés, alors qu'ils ont tués ta famille» (Entrevue 2).

En fait, le manque de justice plutôt que la présence de cette dernière est surtout ce qui est mentionné par les participants lorsqu'ils y font référence, et le sujet est abordé de manière plus personnelle plutôt qu'à un niveau national. Dans leur définition, tout en admettant qu'il s'agit d'un concept vague, les participants abordent plutôt des processus tels que le pardon, le respect de soi et des autres au sein de la communauté ainsi que le dialogue.

«La réconciliation veut premièrement dire qu'il faut savoir pardonner. La réconciliation veut dire qu'il faut savoir respecter l'opinion d'un tiers. La réconciliation signifie, comme je l'ai dit, de prendre soin de ton âme d'abord et de savoir pardonner, parce que si quelqu'un vie en permanence avec cette rancœur, avec cette haine envers celui qui a fait du mal à ta famille, tu ne pourras jamais te réconcilier avec toi-même ou avec les autres. Donc je sais qu'au début, dans mon cas personnel, que ma famille et moi n'étions pas d'accord sur la question à savoir s'il fallait enquêter et trouver les auteurs du meurtre injuste de mes parents. Il faut comprendre que les êtres humains sont imparfaits, justement parce que nous sommes humains, et nous avons des peurs, des inquiétudes et des choses qui nous aberrant. Mais nous devons avoir la capacité de pardonner parce que si nous ne le faisons pas, nous nous

faisons du mal à nous-même. En ne connaissant pas ceux qui ont tué mes parents, je trouve que c'est plus facile de pardonner, d'aller de l'avant. La réconciliation signifie donc que nous devons pardonner ce qui s'est passé, et regarder la vie de manière positive» (Entrevue 1).

Les concepts de vérité et de justice sont aussi présents dans cette définition, et apportent, selon ce participant, une difficulté supplémentaire dans le processus de réconciliation, puisqu'il y a une identification, un individu particulier à pardonner, contrairement à un pardon général des événements. La perception d'un travail au niveau personnel, du caractère humain qui se cache derrière le pardon et le processus de réconciliation, est aussi partagée par d'autres participants.

«La réconciliation entre Sendero et moi... Il faut pardonner à ces personnes qui nous ont fait du mal, parce que ce sont aussi des êtres humains. Des fois ils ont été obligés de faire ce qu'ils ont fait, d'autres fois non. On ne le saura jamais et c'est peut-être mieux comme ça. Mais ce qui s'est passé ici... Il faut savoir pardonner et continuer à vivre ensemble. Vivre ensemble pour construire une nouvelle vie» (Entrevue 4).

«La réconciliation dans mes mots veut dire qu'il faut pardonner aux autres, leur donner une nouvelle opportunité. Si quelqu'un commet une erreur, je lui pardonne et nous nous réconcilions. C'est quelque chose sur lequel on doit travailler seul pour commencer, et ensuite on peut le faire ensemble. Si on ne travaille pas sur soi avant tout, on ne pourra pas travailler ensemble dans la communauté pour pouvoir se réconcilier et se pardonner. Il faut discuter, se donner une nouvelle opportunité et recommencer sur la bonne voie, ensemble» (Entrevue 16).

Savoir pardonner est souvent facile à dire, mais beaucoup plus compliquer à faire et à mettre en pratique lorsqu'appliqué à des situations réelles. Il y a donc un processus en soi associé au pardon, à l'intérieur même du processus de réconciliation.

«Pour pardonner et se réconcilier, il faut l'accepter au sien de la communauté. Ce n'est pas facile et sa demande de la volonté. Si on n'a pas de volonté, on n'y arrivera pas. Mais nous à Julcamarca nous l'avons accepté. Il y a des gens qui vivent aujourd'hui à Julcamarca et qui était avec Sendero. Mais aujourd'hui nous vivons tous ensemble. Il a fallu qu'ils abandonnent Sendero pour s'installer ici. Il a fallu qu'ils abandonnent Sendero et qu'ils appuient la population. Donc nous ne les considérons plus comme des ennemis, comme des membres de Sendero. Ils ne voulaient plus être avec eux, donc nous leur avons pardonné leurs erreurs, et le peuple a accepté qu'ils restent ici» (Entrevue 4).

Il faut aussi, selon plusieurs participants, savoir respecter l'opinion des autres, et les différences qui peuvent subsister entre deux individus ou deux groupes, pour ne pas retomber dans la dynamique du conflit et se battre pour une idéologie. Il faut donc aussi entretenir les relations de voisinage et les liens avec la communauté.

«Certaines personnes sont venues s'établir ici depuis la fin du conflit. Personne n'a rien dit, tout s'est bien passé et tout se passe encore bien jusqu'à maintenant. Nous savons qu'ils étaient avec Sendero, mais ils ne sont plus avec eux s'ils sont là. Personne ne leur a fait du mal, ils vivent leur vie et ils ne font de mal à personne. On ne sait pas s'ils vont recommencer un jour, et c'est de qui fait que beaucoup vivent encore avec la peur et avec des ressentiments, parce que nous ne savons pas ce qu'ils ont dans la tête. Mais nous nous saluons, nous discutons : «Bonjour, bonne journée, bon après-midi»... S'il y a des sujets de conversation à traiter, nous discutons, mais ce n'est pas comme une discussion avec quelqu'un qui ne t'a jamais fait de mal, il y a une distinction. Imaginez-vous qu'il y a des gens ici qui ont été séquestrés, volés, à qui on a saccagé les commerces... Un jour ils sont entrés et ont tout saccagé, et les propriétaires ont tout vu. C'est certain que ces personnes les regardent avec du ressentiment, de la colère et de la rancœur. Mais ils se respectent, ils se parlent et ne se font pas de mal. Ils sont passés à l'étape suivante, ils ont avancé. C'est comme ça qu'on fait la réconciliation. On avance, ensemble.» (Entrevue 5)

Dans ce cas-ci, le respect ne signifie pas l'acceptation, mais plutôt un respect mutuel poli. D'autres participants poussent leur réflexion plus loin en incluant un respect mutuel accompagné d'un accord, d'une acceptation de la divergence d'opinion avec l'autre.

«Il faut arriver à un accord mutuel pour ne plus qu'il y ait ce manque de respect et de compréhension qu'il y a eu pendant le conflit. Nous ne devons plus nous offenser, nous devons plutôt nous respecter mutuellement, nous accepter. Le conflit peut revenir, mais il ne faut pas le laisser faire. Il faut que nous trouvions des solutions avant que ça ne se produisent, et on fait ça en respectant les autres et leurs opinions. En faisant ça, nous nous assurons de vivre en harmonie, et c'est ça la réconciliation» (Entrevue 3).

«Nous devons nous unir, nous respecter pour pouvoir vivre tranquilles. Il ne faut plus qu'il y ait de conflit, donc il faut que les gens apprennent à respecter. S'il y a des conflits dans une famille, de la violence familiale, les parents ne se respectent pas, et surtout ils ne montrent pas à leurs enfants ce qu'est le respect et comment il faut traiter les autres. Quand il y aura le respect, il y aura l'amitié entre les gens, et il y aura la réconciliation.» (Entrevue 25)

«La réconciliation c'est se mettre d'accord avec les autres même si on pense de manière différente. C'est de chercher la tranquillité et la paix dans la société. Il faut se respecter les uns les autres et prendre d'un commun accord les décisions qui s'imposent, arriver à une

conclusion. Il faut discuter et arriver à s'entendre, dans le respect de l'opinion des autres, et régler les problèmes qui pourraient survenir» (Entrevue 12).

Il est intéressant de noter que la tranquillité, l'amitié et l'harmonie sont mentionnés dans ces extraits d'entrevues comme étant le but à atteindre à travers la réconciliation, et que le respect, l'acceptation et le pardon seraient des moyens de parvenir à cet état de réconciliation. Le dialogue et la conversation sont souvent mentionnés comme étant des moyens à utiliser pour en venir au pardon et au respect mutuel des habitants de la communauté. «Il faut commencer par la famille, les petits comme les grands, et ensuite passer à la communauté. Il faut discuter, se comprendre. C'est comme ça qu'on pourra se réconcilier» (Entrevue 30). «Il faut se consulter, s'organiser. Il faut se parler pour aller de l'avant et passer à autre chose. Il ne faut pas rester seul dans son coin à penser aux démons du passé» (Entrevue 24). «La réconciliation signifie qu'après qu'il y ait eu ces divergences, cette haine entre les personnes, il faut en discuter. Il faut que ces personnes se parlent, qu'elles s'entendent. Il faut qu'elles discutent des différences qu'elles ont pour pouvoir repartir du bon pied, pour pouvoir travailler ensemble et continuer à avancer» (Entrevue 19).

De plus, ce qui ressort de ces différents extraits d'entrevues est la référence quasi-systématique à cette situation idéale, à cette utopie reposant sur la présence de l'amitié, de l'harmonie et de la tranquillité parmi les habitants de la communauté. La réconciliation serait donc un état, un «sentiment» au sein de la société, qui ferait que cette dernière se «sentirait» bien. Voici quelque exemple de ces références au sentiment de bien-être dans la société. «La réconciliation pour moi c'est d'être ensemble, de vivre ensemble à nouveau. C'est qu'il y ait cette harmonie au sein de la communauté, que nous soyons bien, ensemble. Que nous ayons quelque chose à partager» (Entrevue 27). «La réconciliation c'est l'amitié, c'est de pouvoir connaître les autres et d'être familier avec eux. Il faut se parler pour bien vivre ensemble» (Entrevue 28). «La réconciliation c'est de refaire les liens qui ont été brisés pendant le conflit. Il faut travailler entre nous, ensemble. Nous pourrions ainsi vivre bien, être unis et être tranquilles. C'est comme ça qu'on progresse, qu'on peut aller de l'avant. C'est comme ça qu'on peut se réconcilier» (Entrevue 29).

Pour certains participants, il est impossible d'atteindre le niveau de réconciliation souhaité après un conflit si une personne a de la difficulté à surmonter les événements qui se sont produits et qui l'ont affectée lors du conflit. Il faudrait plutôt aller de l'avant et commencer une nouvelle vie, ce qui ne veut pas nécessairement dire oublier. Incorporer ou adapter l'expérience qui a été vécue et l'inclure de

manière positive dans la nouvelle vie que se bâtit une personne serait une manière plus adéquate de permettre la réconciliation. Le participant 30 donne un exemple personnel de cette facette de la réconciliation.

«Dans mon cas, par exemple, après tout ce qui s'est passé, après la crise sociale... Il n'y avait pas tant de problèmes que ça dans ma région, mais quand je quittais pour aller travailler, oui. Je travaillais dans une région voisine. Quand quelque chose se produit, un événement particulier, ça me rappelle cette époque. J'entends une bombe, ou le dynamitage pour la construction d'une route, et je revis tout ce qui s'est passé. C'est difficile de ne pas se rappeler, d'oublier ce qui s'est passé. Il y a toujours ces petites choses anodines pour certains, mais qui pour toi te rappelle un temps bien difficile que tu as vécu et c'est très dur. Pour moi, quelqu'un qui cogne à la porte, qui cogne à la porte très fort, ça me rappelle quand les militaires sont venus me chercher de nuit et m'ont amené de force à la base militaire où ils s'étaient installés. À chaque fois qu'on cogne à ma porte, surtout le soir ou la nuit, je repense aux militaires qui me cherchent et qui m'arrachent de mon lit. Ils sont revenus plus tard, une autre nuit. Mais j'avais peur donc j'étais allée dormir ailleurs. Comme ils ne m'ont pas trouvé ils ont tout saccagé, et ils ont volé certaines de mes choses. Ce sont des événements qui me sont arrivés à moi. J'ai reçu du support psychologique, mais jamais je ne pourrai oublier complètement. Ça ne veut pas dire que je suis devenue agressive et impulsive. Au contraire, j'ai inclus cette expérience et j'ai des amies avec qui je travaille depuis toujours qui peuvent dire que j'ai changé. J'ai appris mes limites, je sais quand je dois m'arrêter. Il faut savoir laisser aller le passé, et c'est ça la réconciliation. Il faut essayer d'oublier ce qui s'est passé, et même si on ne pourra jamais totalement le faire, il faut décider de vivre un nouveau moment et se réconcilier non seulement avec le passé, mais avec le présent et le futur. Il ne faut pas faire survivre le conflit en y restant accroché» (Entrevue 30).

Selon ces différentes définitions, il est possible de comprendre que la réconciliation est un processus de cheminement personnel à chacun, mais qui doit éventuellement s'étendre aux autres pour obtenir une réconciliation complète.

Application des concepts dans la vie quotidienne

Selon les différentes définitions données par les participants et au regard de la situation locale actuelle, les processus mis en place jusqu'à ce jour dans la communauté ont-ils permis le retour de la paix et de la réconciliation au sein de la population locale? Ou bien d'autres processus sont-ils nécessaires pour y parvenir? La section qui suit examine plus attentivement les conséquences du conflit ainsi que la vie quotidienne en période post-conflit dans la communauté de Julcamarca afin de déterminer si les processus mis en place ont permis d'atteindre la paix et la réconciliation tels que ces

concepts sont définis et compris par la population. Cette section creuse d'ailleurs plus loin en observant la vie quotidienne dans la communauté afin de voir si les conditions pour la paix et la réconciliation décrites ci-haut sont rencontrées dans la réalité, et quels sont les manques, le cas échéants, qui devraient être comblés pour y parvenir.

Selon les participants, «oui bien sûr qu'il y a la paix ici. Mais il y a toujours des conflits. Il y a la paix mais il manque quelque chose, je ne sais pas quoi. C'est très difficile à expliquer. Nous sommes tranquilles, nous sommes bien, mais tout n'est pas parfait pour avoir la paix» (Entrevue 25). En fait, au regard des définitions de paix et de réconciliation données par les participants et selon les participants eux-mêmes, la paix et la réconciliation ne sont pas de retour à leur plein potentiel au sein de la communauté, et les processus mis en place jusqu'à ce jour sont insuffisants pour palier à ce manque. Ces processus ont contribué à l'amélioration de la situation, mais certains facteurs sont toujours présents dans la communauté, empêchant ainsi d'atteindre la paix et la réconciliation locale. La présence de violence et de traumatismes psychologiques ainsi que d'un important niveau de méfiance au sein de la population font partis des variables identifiées venant troubler le retour de la paix et affecter la réconciliation.

Premièrement, les participants soutiennent que la violence reliée au conflit est bel et bien terminée, mais que d'autres formes de violences sont présentes, empêchant ainsi de dire qu'il y a la paix.

«Oui, il y a la paix à Julcamarca. Mais ce n'est pas toujours le cas. La paix est troublée parfois, parce qu'il y a des gens qui font des abus. [...] Certaines de ces personnes sont devenues violentes, à cause des souvenirs. C'est difficile. Il n'y a plus de gros abus, donc oui il y a la paix, mais il y a encore de la violence... Donc il y a la paix, mais seulement en partie» (Entrevue 28)

«On voit des fois qu'il y a la réconciliation, mais c'est tellement compliqué, parce qu'il y a encore beaucoup de désaccord, les gens se chicanent, se crient dessus. Ils ne s'entendent pas bien. Il faut discuter plus, qu'il n'y ait plus de violence physique ou verbale pour rien, comme en ce moment» (Entrevue 27).

Selon plusieurs participants, il y a beaucoup d'alcoolisme, de violence familiale et de violence psychologique aussi, résultants du conflit et des séquelles qui ont marqué les habitants de la communauté. « Par exemple, au sein d'une famille, il n'y a pas de paix, il y a toujours des problèmes

de violence familiale, des gens qui ont subi des choses et qui doivent maintenant vivre avec. Mais en général nous sommes bien, une bonne partie de paix» (Entrevue 11).

«Il y a vraiment beaucoup de violence familiale, de violence envers les femmes de la part des résidents. [...] Il y a beaucoup de victimes du conflit qui ont des problèmes d'alcoolisme, et ça augmente la violence dans la communauté. Mais il n'y a pas d'infractions graves qui sont commises, il n'y a pas de meurtre, pas de vol. On peut dire que c'est quand même tranquille» (Entrevue 16).

La violence serait donc présente à une échelle plus personnelle selon plusieurs participants, particulièrement au niveau familial, mais aussi entre les jeunes, la rendant beaucoup moins perceptible que lors du conflit, mais tout de même présente. Sur le terrain, il est possible d'observer cette tranquillité, cette paix qui règne à travers le village. Tout est effectivement très tranquille, chacun vaque à ses occupations tranquillement dans sa demeure. Le participant 30 tente de clarifier cette disparité entre la tranquillité observée et la réalité derrière des portes closes.

«Dans la société, dans la communauté, il reste très peu de frictions entre les gens qui sont en relation avec le conflit qu'il y a eu. Mais quand on entre dans une maison, qu'on regarde à l'intérieur d'une famille, il y a beaucoup de violence, de traumatismes qui résultent du conflit. Mais on ne voit pas cette violence dans la rue. Elle est dans les maisons, quand les portes sont fermées et que personne ne voit» (Entrevue 30).

Les personnes ayant été affectées par le conflit étant maintenant adultes, ceux ayant des comportements violents peuvent aussi transmettre ces derniers à leurs enfants, souvent involontairement. Les mauvais comportements des parents peuvent en effet être repris et répétés par les enfants, ce qui permet au cercle de violence de continuer plutôt que de s'arrêter à une seule génération. «Pour que nous vivions réellement tranquilles, il ne devrait pas y avoir ces conflits ou ces disputent entre les familles. Quand maman ou papa fait du mal dans la famille, les enfants aussi sont affectés. Et ils apprennent ce que leurs parents leur montrent, donc ils font eux aussi du mal aux autres, à l'école par exemple. Beaucoup de violence entre les jeunes. Beaucoup de problème à cause de leurs parents» (Entrevue 25). Le participant 2 soulève aussi ce problème.

«Les enfants qui sont nés après 2000, ils ne connaissent rien du conflit, ils ne sont pas au courant de ce qui s'est passé. Mais ces enfants ont des parents, et les parents sont demeurés avec des séquelles, et s'adonnent beaucoup à l'alcoolisme. Comme résultat, il y a beaucoup de violence familiale, et ceux qui en souffrent ce sont les enfants, parce que maman et papa

sont dédiés à l'alcool pour pouvoir oublier ces moments difficiles qui se sont produits. Et les enfants répètent, apprennent le comportement de leurs parents».

Ces différents extraits d'entrevues permettent en fait de voir que la violence ne se situe plus à la même échelle qu'avant, ce qui permet à la communauté de sentir ce vent de paix au niveau communautaire, cette tranquillité. Bien que cette recherche ait pour objectif premier de regarder au niveau communautaire, il est important de noter que la violence n'est pas le seul élément se retrouvant à l'échelle personnelle, ce qui affecte la qualité de la paix et de la réconciliation dans la communauté.

En effet, selon les participants mais aussi selon l'analyse qui ressort de l'observation terrain, de nombreuses séquelles psychologiques persistent encore chez plusieurs individus de la communauté, affectant non seulement ces individus, mais ayant aussi un impact sur leur comportement avec les autres habitants de la région. Ces séquelles, ou traumatismes, ont donc aussi des répercussions sur la vie en communauté, et affectent le processus de retour vers la paix. La violence décrite dans les paragraphes précédents en est un exemple. En fait, selon les participants, la violence au sein de la communauté serait en grande partie due aux séquelles psychologiques laissées par le conflit. «Il y a des gens qui ont réellement subi un traumatisme psychologique. En conséquence, ces personnes font aujourd'hui du mal aux autres, parce qu'ils n'ont jamais reçu d'aide et ne savent pas comment vivre avec ces souvenirs» (Entrevue 16).

La présence de ces traumatismes psychologiques est très souvent imperceptible à l'œil nu pour des visiteurs qui ne vivent pas depuis longtemps dans la communauté et qui ne connaissent pas personnellement les habitants comme eux se connaissent, puisqu'ils se côtoient chaque jour depuis de nombreuses années. Que les participants en parlent de manière générale, au sein de la communauté, ou encore de manière personnelle, l'existence de ces traumatismes psychologiques demeurent une part importante des conséquences du conflit qui n'ont pas encore été adressées.

«Surmonter ce qui s'est passé, je ne crois pas que ce soit possible, parce qu'il y a encore des gens qui ont vu, des petits enfants qui ont vu des gens, des proches se faire tuer, et qui ont aussi vu ceux qui les ont tués. Et c'est un traumatisme, et ça le restera pour toute leur vie. Je ne crois pas qu'on puisse le surmonter, je ne pense pas. Mais on peut vivre tranquilles quand même, vivre normalement. Comme nous le faisons en ce moment. Nous sommes tranquilles, nous sommes bien. Nous continuons à vivre, à aller de l'avant avec nos familles. Mais nous aurons toujours des séquelles, ça ne se surmonte pas» (Entrevue 8).

«Depuis la fin de la violence, toute la population en général de la communauté ici est demeurée traumatisée par la situation sociale. La communauté est nerveuse, et pensent tout le temps aux mouvements et aux incursions qui se sont produites. Et en général, tant les adultes que les enfants demeurent affectés psychologiquement ou physiquement, traumatisés

par cette situation sociale. Mais maintenant il y a la tranquillité, il y a la paix. Nous vivons tranquilles, heureux, et ce depuis la fin de cette situation sociale» (Entrevue 12).

Certains participants ont même accepté de partager, lors de leurs entrevues respectives, des problèmes psychologiques et des séquelles dont ils souffrent encore aujourd'hui et qui leur ont été causé par le conflit.

«On ne peut pas passer par-dessus ce que le conflit nous a enlevé. Perdre sa famille, personne ne pourra jamais nous la rendre. Ils sont morts, ils sont tous morts. Il va toujours rester un traumatisme, de la peine de la tristesse pour les membres de ta famille. J'ai aussi perdu mon frère aux mains des terroristes. C'est difficile de se rappeler. Se rappeler c'est se remémorer la douleur, c'est triste. Ceux que nous avons perdus ne reviennent pas. J'ai perdu mon frère, mais j'ai aussi perdu mon mari suite aux mauvais traitements qu'il a reçu. Il est mort parce qu'il a tellement été maltraité, torturé physiquement et psychologiquement. Je ne pourrai jamais oublier ces choses-là. Je vais demeurer traumatisée toute ma vie, même si la tranquillité est revenue. Mais jamais je ne vais oublier, la famille ça ne s'oublie pas. Quand on sort de la maison on se couvre, on se cache. On met les émotions de côté pour ne pas que les autres voient. On continue à vivre. Mais dans la maison, à l'abri, on est soi-même. C'est différent» (Entrevue 28).

Selon cette participante, il ne faut pas que les autres sachent lorsque quelqu'un ne va pas bien, parce qu'ils pensent que cette personne est «folle». En fait, les troubles psychologiques sont encore très tabous dans la communauté, et le recours à des services psychologiques est souvent vu comme un signe de faiblesse, selon les autorités en charge du centre de santé local. Certains, comme cette dame, vont donc garder leurs problèmes pour eux. Certains cas peuvent aussi être plus sévères et affecter le comportement d'un individu dans la société, comme le mentionne la participante 26. «Depuis que les soldats sont venus enlever ma mère, pendant la nuit, j'étais là, mais plus jamais elle n'est revenue, on ne sait pas où elle est. Depuis cette nuit-là, j'étais là, ma tête ne va pas bien. Ma tête est dans un autre état. Ma tête est dans un autre état depuis les soldats, depuis cette nuit. Depuis que j'ai vu ma maman pour la dernière fois. Ils l'ont enlevée» (Entrevue 26). L'entrevue avec cette personne a d'ailleurs été très difficile à réaliser, puisqu'effectivement il s'agit d'un sujet très difficile pour elle, même si aucune référence au conflit en tant que tel n'a été faite lors de l'entrevue. Le simple fait de mentionner le conflit, même si la question ne s'y rapporte pas directement, la trouble et la fait réagir fortement. Elle en est consciente et le dit ouvertement lorsque questionnée à ce sujet. Elle a été capable d'aller de l'avant, elle a sa famille aujourd'hui, elle a un mari et des enfants, elle a sa maison. Mais pour elle, la

vie n'est plus la même. «Je ne peux pas vous dire ce qu'est la paix, parce que je ne le sais pas. Je ne le saurai jamais parce que jamais je ne la vivrai. Toutes ces choses dans ma tête, je ne les oublierai jamais. Je ne saurai jamais ce que c'est la paix» (Entrevue 26).

La situation demeure cependant unique pour chacun. Par exemple, le participant 1 a pu aller de l'avant malgré le traumatisme qui perdure encore aujourd'hui.

«C'est toujours très difficile, et ça [perdre mes parents] fait partie des séquelles que m'a laissées le conflit. C'est gravé dans mon âme, jamais je ne l'oublierai. Mais on va de l'avant, et qui l'aurait cru, mais je vais bientôt être grand-père. Il faut continuer à aller de l'avant, il faut continuer à vivre. Il faut avancer avec cette peine, avec cette douleur dans l'âme que j'ai tous les jours. Il faut avancer. Mais jamais cette douleur, ce traumatisme, jamais il ne partira» (Entrevue 1)

Dans ces cas, les participants font quand même référence au retour à la tranquillité dans la communauté, au fait que la vie continue, qu'elle est mieux qu'avant et qu'ils sont bien, maintenant, mais que beaucoup de séquelles psychologiques demeurent et affectent le quotidien, que ce soit au niveau personnel, communautaire ou parfois les deux. D'ailleurs, l'entrevue de plusieurs participants a été interrompue lorsque ces derniers racontaient leur histoire personnelle respective, parce que même si la question ne portait pas sur le conflit mais bien sur la manière de le surmonter, des larmes se sont mises à couler, montrant par le fait même la douleur et les traumatismes laissés par le conflit qui ne sont autrement pas perceptible.

Ces séquelles psychologiques, entre autres choses, amènent d'autres concepts associés à la paix et à la réconciliation à être remis en question. Les participants ont fait référence au respect, aux relations de confiance ainsi qu'au dialogue et à l'amitié en ce qui concerne la réconciliation, et l'harmonie et le fait de bien vivre ensemble s'y ajoutent en ce qui a trait à la paix. Ne remettant pas en cause l'aspect de la tranquillité, il est toutefois possible d'observer que les gens sont très méfiants envers les nouveaux venus, et que les relations entre les *comuneros* sont «froides». C'est du moins l'une des observations faites lors du séjour terrain. Les participants viennent confirmer ces observations en soutenant qu'il existe encore, selon eux, une peur, une méfiance envers l'autre qui affecte encore aujourd'hui les gens de Julcamarca.

Ce manque de confiance, ou cette méfiance, est tout d'abord présent à la verticale, c'est-à-dire que la population se méfie des autorités. Au niveau politique, la population s'est sentie abandonnée

lorsque les autorités ont fui le conflit, ce qui a créé un certain ressentiment et la relation de confiance entre les deux, déjà faible à l'époque, a été rompue lors du conflit, et ne s'est pas reconstruit depuis.

«La politique va aussi mal qu'avant. Ils nous ont abandonnés à l'époque, et ont envoyés les militaires qui nous ont maltraités plutôt que de nous venir en aide quand finalement l'État a décidé d'envoyer de l'aide. Et ils nous ont aussi abandonné aujourd'hui. Ils se foutent de nous, nous ne sommes pas importants à leurs yeux. Donc pourquoi leur faire confiance? Ils ne tiennent pas leurs promesses, ne font pas de projets, et ne font pas non plus les réparations ni le développement. Pourquoi avoir confiance? Jamais je n'aurai confiance en eux. Je me méfie de ce qu'ils disent, et tout le monde devrait» (Entrevue 7).

Les relations avec la police demeurent aussi tendues, bien qu'à un degré beaucoup moindre qu'à l'époque du conflit. «Nous sommes protégés par eux maintenant, donc nous les respectons. Mais ça ne veut pas dire que nous leur faisons confiance. Ils ont déjà fait du mal par le passé, alors pourquoi ils ne recommenceraient pas? Je les respecte, mais jamais je ne leur ferai confiance, il y aura toujours cette méfiance. Et je ne suis pas la seule. Tout le monde» (Entrevue 25). «Si on avait confiance en les autorités peut-être que ça serait mieux. Nous n'avons pas confiance parce qu'ils sont réservés, ils ne disent pas aux habitants ce qu'ils vont faire. [...] Il faudrait discuter. Mais non. Personne ne se fait confiance ici. Personne» (Entrevue 28).

Cette méfiance se retrouve aussi au sein même de la communauté, entre ses habitants, et c'est ce qui pourrait expliquer les observations faites sur le terrain. «Ce sont des gens qui vivent dans la méfiance tout le temps. Ils ont peur, ils auront toujours peur. C'est une séquelle des traumatismes qu'ils ont vécus» (Entrevue 30).

«Méfiance. Parce que parmi ceux qui ont fait partie de la violence, il y en a qui vivent ici. C'est pour ça qu'il y a encore de la peur. Les personnes plus âgées ont vu de qui il s'agissait, et elles les voient encore aujourd'hui, ces personnes vivent ici. Beaucoup ont donc encore peur de parler de ces choses, de ce qui s'est passé.» (Entrevue 27).

«Les gens qui ont vécu la violence ne font plus confiance. Cette capacité a été détruite pendant le conflit et elle n'est jamais revenue, elle ne reviendra jamais. Il n'y a plus de confiance, même pas avec ton voisin. On vit tranquille avec sa famille, mais il y a beaucoup de rancœur, de haine. On se souvient, mais personne ne parle parce qu'on ne veut pas que l'autre sache. On ne se confie pas parce qu'on ne lui fait pas confiance. C'est la vérité. On ne connaît pas les autres, on ne veut pas les connaître parce qu'il n'y a pas de confiance. Il ne

peut pas y en avoir. Trop de souvenirs, trop de traumatismes, donc beaucoup de peur, de méfiance» (Entrevue 26).

«Il y a toujours de la méfiance. Quand on se croise quelques fois, nous ne nous connaissons pas bien. Il me voit de haut, il ne me connaît pas. Et moi non plus je ne le connais pas, et je ne veux pas le connaître. Il y a de la méfiance, beaucoup de méfiance. Quelques fois on a même peur de discuter. Les autres ne doivent pas savoir, il ne faut pas parler. Il y a toujours cette peur» (Entrevue 28).

Tout comme la violence ou encore les séquelles psychologiques, le manque de confiance se retrouve à l'échelle personnelle plutôt que communautaire, bien qu'ayant tout de même des effets sur cette dernière. L'individualisme, cette dimension plus personnelle, s'est avéré être une des premières observations sur le terrain à s'être retrouvée dans le journal de bord en arrivant à Julcamarca. Bien qu'il s'agisse d'une interprétation personnelle avant tout, la conclusion qui en ressort est la suivante : dans la communauté, chacun vit pour soi.

Pouvant s'expliquer par le manque de confiance envers leurs concitoyens ou encore par les traumatismes et séquelles psychologiques qui affectent les gens touchés de près ou de loin par le conflit, il est possible d'observer un repli sur soi-même dans la communauté et il s'agit d'un phénomène très intéressant du point de vue de la recherche au niveau des processus de résolution de conflits.

Reposant particulièrement sur les observations faites sur le terrain et sur une analyse personnelle, cette remarque concernant l'individualisme est aussi exprimée par certains participants. «La paix c'est vivre tranquilles, sans conflit. C'est qu'il y ait de l'amour, de l'harmonie. Parce que là où il y a la paix, il n'y a pas de conflit, pas de rancœur, pas d'égoïsme. Ou du moins les gens ne vivraient pas dans l'hypocrisie et l'égoïsme comme ils le font en ce moment» (Entrevue 30). Selon les recherches, l'observation ainsi que les propos des participants, ce changement se serait produit après le conflit, puisque pendant ce dernier, les gens de la communauté ont agi ensemble contre les groupes armés, en créant par exemple les *rondas campesinas*, où ce sont des habitants de la région qui se relayaient nuits et jours pendant plusieurs années pour protéger leur communauté respective. Or, après la fin du conflit, selon ce qui est décrit par les participants, cet esprit de collectivité a été remplacé par des habitudes recentrées sur sa propre personne plutôt que sur un groupe d'individus. Ce changement d'échelle a, selon plusieurs, un impact négatif sur le retour à la paix et sur le processus de réconciliation, puisque même si la tranquillité est revenue dans la communauté, il n'y a pas cette amitié

ni cette harmonie, ce bien vivre, entre les habitants qui sont pourtant trois éléments mentionnés avec importance dans les définitions des concepts analysés ici.

Cet individualisme peut se traduire de différentes façons selon les participants. Certains l'abordent de manière plus générale, parlant des relations entre les gens dans la vie de tous les jours. C'est d'ailleurs l'un des points notés lors de l'observation. Tout le monde est très, poli, se salue, mais il n'y a pas de chaleur, il n'y a pas d'échange entre ces «bonjour». Il n'y a pas non plus de familiarité, c'est une observation assez difficile à expliquer, mais qui prend tout son sens lorsqu'observée directement dans la communauté. Les gens se tiennent sur leur porche de maison, le nez dehors, observant ce qui se passe autour, mais ne sortent pas, ils n'interagissent pas non plus avec les passants devant leur demeure ou leur commerce, comme un voisin chaleureux saluerait une connaissance. Ce comportement se reflète d'ailleurs dans l'expression de la tranquillité qu'il est possible d'observer au quotidien dans le village.

«Comment nous pouvons vivre ensemble? C'est simple, c'est chacun pour soi. Nous nous ignorons. Certains s'ignorent complètement, mais d'autres qui sont réellement éduqués vont jusqu'à saluer l'ennemi. Mais il y en a d'autres qui ne se parlent pas, ou qui ne répondent pas quand ils se font saluer. Ils se croisent, baissent le regard ou regardent ailleurs. C'est la même chose avec les autorités. On vit ensemble, mais on vit chacun dans son monde, nous ne sommes pas vraiment ensemble» (Entrevue 28).

Ce que décrit ce participant, c'est un peu l'impression qu'un visiteur obtient après quelques jours dans la communauté. Il s'agit plutôt d'une impression que d'une observation claire, mais c'est définitivement quelque chose de notable, cette froideur entre les gens. La participante 7 parle même de son expérience personnelle, du fait qu'elle ne veut pas connaître les gens, qu'elle ne veut pas des relations sociales ou des interactions, puisqu'elle préfère rester chez elle seule. Pour elle, il n'y a plus d'amitié avec les autres, et elle ne travaille définitivement pas à recréer ces liens. «Il n'y a pas vraiment d'amitié avec les gens, qu'ils viennent d'ici ou des autres communautés, parce qu'on ne sait pas ce qu'ils ont faits avant. On ne se connaît pas et on ne veut pas se connaître. Moi je reste dans ma maison. Si j'ai des commissions à faire, je vais les faire, toujours à la même place. J'y vais, mais sinon je reste chez moi» (Entrevue 7).

L'indifférence est aussi une autre manière de représenter ce changement de perspective dans la communauté. En comparant l'avant et l'après du conflit, les participants notent une augmentation flagrante de l'indifférence envers ce qui ne concerne pas directement un individu, et par le fait même une diminution des relations sociales dans la communauté.

«Quand on se parle de ce temps de violence, les gens qui, par exemple, n'étaient pas ici à l'époque, ça ne les intéresse pas, ils s'en foutent. [...] Les gens se retirent dans leurs maisons, restent loin des autres. C'est du chacun pour soi maintenant. Avant il y avait des réunions, des ateliers, des activités que nous faisions ensemble. Mais maintenant, plus personne n'y va, personne ne se préoccupe des autres» (Entrevue 27).

Ce comportement n'est pas uniquement présent lorsqu'il s'agit de discuter du conflit lui-même. D'autres participants rapportent qu'il s'agit plutôt d'un comportement régulier, et non sporadique et associé à certaines situations uniquement. «Maintenant les gens envient, ils sont égoïstes et ne pensent qu'à eux. Avant ce n'était pas comme ça. Avant la communauté c'était important, on s'entraidait, on travaillait ensemble, on avait des bonnes relations. Maintenant les gens ne s'entraident plus, ils s'ignorent» (Entrevue 5). Ce changement de comportement est donc perceptible dans la vie de tous les jours, et se démarque de ce qu'était le quotidien avant le conflit, rendant ainsi le retour à la paix et à la réconciliation plus difficile.

«Les gens sont indifférents. Il n'y a pas cette amitié, cette familiarité qu'il y avait avant. Donc chacun vit pour soi. Il y a beaucoup de méfiance aussi. Les gens n'ont pas confiance. C'est très notable tout ça. Il y a beaucoup de violence aussi, surtout chez les jeunes. Mais les gens restent indifférents. Ils ne s'occupent que de ce qui les touche eux, directement. Sinon il n'y a pas de lien avec les autres, il n'y a plus d'amitié. Cet aspect a été un changement radical» (Entrevue 10).

Les participants ont d'ailleurs mentionné que les relations sociales, que le tissu social avait été détruit lors du conflit, et qu'il n'avait jamais vraiment été reconstruit par la suite, que ce soit au niveau local ou au niveau national. Au lieu d'être reconstruit, les gens auraient développé ce repli sur eux-mêmes, ce qui expliquerait la tranquillité, mais l'absence d'une paix totale et de la réconciliation locale. De cette manière, la paix semble s'installer, et les conséquences du conflit sont réduites à l'individu, ce qui rend ces dernières moins perceptibles, mais tout aussi présentes.

«Ils sont comme chiens et chats dans la communauté. Tout est beau à la surface, tout semble bien, normal, mais quand tu les laisses seuls ensemble, c'est autre chose. Ils se méfient de tout le monde, donc ils restent chez eux. Ils ne participent pas à la vie dans la communauté, personne ne vient aux activités quand il y en a d'organisées. À moins que nous ne les forçons. Si on veut que quelqu'un vienne à une réunion ou à une activité, il doit y avoir une récompense en retour. Sinon, ils ne sont pas intéressés, ils sont indifférents. La

place centrale est vide, c'est toujours chacun pour soi, c'est triste de voir ça. C'est certains qu'avec ce qu'ils ont vu pendant la violence... Moi aussi j'ai vu des choses. Je n'avais que 7 ans, mais j'ai vu des animaux morts, pendus dans des lieux publics. J'ai vu des gens suspendus à des poteaux. J'ai vu mon papa mourir. C'est difficile de ne pas avoir peur après ça, de faire confiance aux autres. C'est plus facile de se cacher dans la maison et de ne pas créer de nouveaux liens d'amitié, de vivre dans la peur. Si on s'occupe seulement de sa famille, il y a moins de danger, on se sent plus tranquille. Mais il faut aller de l'avant» (Entrevue 32).

«Les gens choisissent d'aller de l'avant, mais de manière individuelle, personnelle. C'est qu'il n'y a pas beaucoup de confiance. Il n'y a vraiment pas beaucoup de confiance. Tout le monde travaille, mais de manière individuelle, parce qu'ils ne se font pas confiance les uns les autres. Mais ça irait tellement mieux si tout le monde travaillait ensemble, qu'il y avait cette amitié, cette harmonie de nouveau. Être tranquille c'est bien, nous l'apprécions tous, mais il manque quelque chose» (Entrevue 5).

Bref, si la définition de la paix et celle de la réconciliation reposaient uniquement sur le concept de tranquillité, il serait possible de dire que la paix est de retour dans la communauté et que les habitants se sont réconciliés. Mais ces définitions vont au-delà de ce facteur, et les conditions mentionnées par les participants ne sont pas entièrement rencontrées sur le terrain. Bien qu'à une échelle différente, des problèmes de violences subsistent, de même que des traumatismes psychologiques et de la méfiance, amenant ainsi un comportement individualiste nuisant, selon les participants de même que l'observation, sur laquelle s'appuie cette interprétation, à la progression du processus de paix et de réconciliation dans la communauté. Maintenant que les éléments empêchant le retour de la paix et de la réconciliation dans la communauté ont été identifiés, quels processus permettraient, selon les participants, d'améliorer la situation et de travailler sur les différents problèmes soulevés?

Processus locaux

Les différentes problématiques décrites dans la section précédente démontrent que les processus mis en place jusqu'à présent n'ont pas permis d'atteindre le plein potentiel de la paix et de la réconciliation, et que certaines conséquences du conflit persistent toujours dans la communauté ainsi qu'au niveau individuel. La question suivante a donc été posée aux participants : Quels sont les processus nécessaires pour la communauté, mais aussi pour un individu, afin de permettre

l'amélioration de la situation en matière de paix et de réconciliation. À la lumière des résultats obtenus jusqu'à maintenant, l'échelle personnelle doit aussi être considérée dans ces processus, puisqu'elle joue un rôle important dans les relations locales actuelles. Les problèmes identifiés au niveau national ont déjà été adressés par certains processus nationaux discutés dans le chapitre précédent, mais des progrès doivent encore être faits pour améliorer la situation. Au niveau local, très peu de processus ont été mis en place pour remédier aux problématiques soulevées par les participants, ce qui pourrait d'ailleurs s'expliquer par les différentes conséquences du conflit toujours présentes dans la communauté. Ce chapitre explorera donc, de manière descriptive, les impressions des participants en ce qui a trait aux processus qu'ils aimeraient voir mis en place dans leur communauté.

Tout d'abord, les séquelles psychologiques et leurs conséquences sur les processus de paix et de réconciliation ont été soulevées lors du chapitre précédent, et adresser ce problème permet d'approfondir encore plus les réponses des participants concernant ce qu'ils croient nécessaire pour améliorer la situation. Il faut, selon eux, impérativement offrir des services de soutien psychologique professionnels aux personnes ayant été affectées par le conflit, pour que ces personnes puissent finalement aller de l'avant. «Les réparations actuelles ne prennent pas en compte l'état psychologique des gens. L'État ne les voit pas comme des êtres humains avec des sentiments, mais comme des noms avec des numéros sur une liste de gens demandant des réparations. Il faut donner de l'espace pour ces problèmes, pour ces séquelles psychologiques» (Entrevue 3). Un changement d'approche serait donc nécessaire, et permettrait la mise en place d'un processus de réconciliation plus humain, avec plus de considération.

«Il faut mettre plus d'importance sur l'aspect des soins de santé, incluant le côté psychologique. Nous avons été endommagés psychologiquement pendant cette période, et même encore aujourd'hui quand nous en parlons ou quand quelqu'un y fait référence, la cicatrice n'est jamais complètement fermée, elle se rouvre toujours. Des fois on pleure sans raison, c'est plus fort que nous. Donc en matière de santé, nous devrions recevoir de l'aide psychologique, et il devrait y avoir plus d'importance accordée à ce type de soin parce que nous demeurons encore très affectés» (Entrevue 7).

Que ce soit soulevé de manière générale ou encore plus personnelle par les participants, le manque d'accès aux soins et la gestion de ces derniers doivent, selon plusieurs, être revus afin de permettre à ceux en ayant besoin de bénéficier de cette aide et leur permettre de travailler leur paix et leur réconciliation personnelles.

«Comme réparation, j'aurais aimé qu'ils m'aident en termes de santé, au niveau psychologique surtout, avec les traitements des spécialistes. Peut-être qu'avec leur aide ce serait possible d'oublier, parce qu'en ce moment, j'ai toujours aussi mal à mon âme qu'avant. Je suis restée traumatisée. [...] Avec de l'appui, de l'aide psychologique, ça irait mieux, je pourrais apprendre à vivre avec ce qui s'est passé, mais surtout apprendre comment continuer à vivre, parce que ce n'est pas le cas en ce moment» (Entrevue 28).

Tous s'entendent pour dire que de l'aide psychologique est nécessaire pour atteindre la paix, mais d'autres éléments viennent aussi s'ajouter à ce processus pour qu'il soit complet. Certains admettent qu'ils sont personnellement besoin d'aide, mais encore faut-il s'assurer que tous profiteront des services psychologiques offerts (si c'était le cas), et non uniquement une minorité.

«Il faut que les gens prennent conscience de ce qui s'est passé, qu'ils acceptent qu'ils ont été maltraités et qu'ils ont été affectés psychologiquement. Il faut se l'admettre à soi-même, et non essayer de l'enfouir au plus profond de son âme. Il faut accepter qu'on a besoin d'aide et une fois que c'est fait, il faut avoir le courage d'aller chercher cette aide. Il nous faut un centre de santé où il y a vraiment des psychologues pour nous aider. Il n'y en a pas pour le moment» (Entrevue 4).

Bien que certaines personnes parmi les participants demandent de l'aide psychologique pour eux-mêmes, d'autres sont encore réticents face à l'usage de ces services, soit parce qu'ils n'ont pas complété ce cheminement personnel décrit par le participant 4, ou encore parce que l'aide psychologique est considérée comme un tabou par la société. Il n'est pas habituel pour un Péruvien, particulièrement dans la campagne, d'avoir recours à des soins psychologiques, souvent parce qu'ils ne sont tout simplement pas disponibles, mais aussi parce que ce n'est pas «nécessaire».

«Il faut prendre soin de soi avant de s'occuper des autres, c'est la clé. Mais les gens ne veulent pas l'aide psychologique parce qu'ils pensent que c'est pour les fous. Et les gens ici ne sont pas fous, et ne veulent pas être vu par les autres comme étant fous. Ça prend donc de la sensibilisation pour montrer aux gens qu'il n'y a rien de mal à consulter un professionnel de la santé psychologique, que tout le monde peut en avoir besoin à un moment ou à un autre dans sa vie, et particulièrement dans la communauté ici après ce qu'ils ont vécu. Mais c'est difficile de changer ça, les gens sont têtus...» (Entrevue 12).

Donc en plus d'offrir des services psychologiques de base dans la communauté, il faudrait aussi, et avant tout, offrir des programmes de sensibilisation aux résidents, afin qu'ils comprennent mieux les effets véritables d'une aide psychologique personnalisée, adaptée à leur situation. Pour plusieurs, le fait de demander de l'aide psychologique est un signe de faiblesse, mal vu dans la communauté. Avec de la sensibilisation et de l'éducation, la compréhension de ce qu'est en fait l'appui psychologique

d'un professionnel ainsi que ses bienfaits serait probablement mieux compris par les habitants de la région, les incitant ainsi à utiliser les services offerts au besoin.

«Il faut avoir recours à de l'aide psychologique. Ou au moins avoir une rencontre une fois avec un psychologue envoyé par le gouvernement ici au centre de santé. Mais dans la communauté, les gens ne sont pas habitués à avoir recours à des services de soutien psychologiques. Les gens croient qu'il faut être fou pour aller parler à un psychologue. Il faudrait donc aussi beaucoup travailler au niveau de la sensibilisation, sensibiliser les gens à cette approche pour leur montrer qu'il n'y a rien de mal ou de honteux à aller voir un psychologue. [...] Mais l'important, c'est de vraiment se concentrer sur l'aide psychologique pour régler les problèmes de santé mentale des gens. Après nous travaillerons sur la suite» (Entrevue 5).

Par ailleurs, les participants soutiennent que les services offerts doivent être de qualité et doivent aussi être offerts de manière continue pour permettre le suivi des patients à long terme sur une base régulière. Il faudrait donc, selon eux, une meilleure gestion des services offerts de la part du gouvernement pour que le processus puisse être efficacement complété. Les participants soulèvent par exemple le caractère complètement aléatoire du processus en place actuellement, puisque la population ne sait pas quand le dernier psychologue est parti, et sait encore moins quand le prochain va se présenter ou encore combien de temps il va rester. Le participant 30 résume d'ailleurs très bien cette problématique au niveau de la constance et de la régularité des soins.

«Ce dont nous avons réellement besoin, plus que de l'argent, ce sont des soins psychologiques. Plus de psychologues, parce que la région a été fortement affectée par la violence, et les psychologues ont un rôle très important à jouer dans l'amélioration de la situation. Il faudrait que les thérapies soient faites sur une base régulière plutôt que comme en ce moment, alors que les psychologues vont et viennent comme du linge sale. Il faut de la constance pour recevoir des bons traitements et pouvoir guérir émotionnellement. Une réparation économique leur donne une valeur monétaire, mais une réparation en santé mentale donne une valeur dans la société, quelque chose qui se garde pour toute une vie. Mais elle doit être faite correctement, et non devoir être repris chaque fois que quelqu'un de nouveau arrive. C'est impossible de bien guérir sans cette constance, sans cette relation de confiance entre les deux. C'est déjà assez difficile de faire venir les gens pour qu'il rencontre un professionnel, alors que les faire venir plusieurs fois pour rencontrer plusieurs personnes et toujours devoir tout recommencer, ce n'est pas efficace et les gens arrêtent de venir, on les perd.

La barrière de la langue est aussi quelque chose qui a été fortement critiqué par les participants concernant les psychologues qui se sont présentés, envoyés par le gouvernement, puisqu'aucun de ces derniers ne parlait l'une des langues maternelles de la région desservie par le centre de santé de

Julcamarca. «Il faut absolument que ces spécialistes parlent une langue maternelle d'ici, comme le quechua. Parce que sinon les objectifs ne seront pas atteints, il n'y aura pas le même niveau de qualité des traitements puisque le patient ne pourra pas communiquer directement avec son spécialiste» (Entrevue 30).

«Ceux qui viennent, quand il y en a, ne parlent pas Quechua. C'est inacceptable, il faut que ça change. Comment quelqu'un qui ne te comprends pas peut t'aider? Il faudrait qu'il y ait des cours de langues offerts en option dans les universités, parce qu'à l'université de Huamanga, ici, il n'y a pas de programme de psychologie offert. Donc c'est difficile pour les étudiants d'ici, qui pourraient parler la langue, d'étudier en psychologie, et ils n'ont souvent pas les moyens d'aller ailleurs. Et les gens d'ailleurs ne parlent pas le quechua. Il faudrait que chaque spécialiste qui est affecté ici suive un cours spécial pour pouvoir au moins avoir les bases de la langue. C'est la moindre des choses» (Entrevue 5).

Beaucoup de choses doivent donc être adressées en matière de santé mentale dans la région selon les participants afin de permettre la progression de la paix et de la réconciliation. Adresser les problèmes psychologiques permettrait non seulement de travailler l'aspect de la paix et de la réconciliation au niveau personnel, mais permettrait aussi, selon le type de soins et l'évolution des cas, de diminuer certaines problématiques reliées au conflit mais qui demeurent toujours observables dans la communauté, telle que la méfiance ou la violence, et qui viennent affecter les comportements en société de certains individus, comme c'est le cas pour la participante 26. De plus, la violence et l'alcoolisme sont, dans certains cas rapportés par les participants, reliés à certains événements ou traumatismes vécus lors du conflit, mais qui n'ont jamais été surmontés. Une aide psychologique pourrait donc être un processus bénéfique tout d'abord au niveau personnel, mais aussi à long terme au niveau communautaire.

Dans un autre ordre d'idée, le manque d'implication et de constance de la part des différents paliers du gouvernement a beaucoup été critiqué par les habitants de la communauté, et il est essentiel selon eux que le gouvernement remplisse ses devoirs et fournisse les outils et les services essentiels de qualité à la population. La moindre des choses serait tout d'abord de terminer les projets commencés il y a plusieurs années en tant que réparations communautaires, telles que le mausolée du cimetière et le réservoir d'eau, qui n'est toujours pas relié à une source d'eau pour le remplir. «Il faut exiger que le gouvernement régional termine les projets qu'il a commencé, comme le mausolée à l'entrée du cimetière à la mémoire des victimes. Ce n'est pas terminé et personne ne dit rien. Il faut terminer ce genre de projet» (Entrevue 5). «Mais c'est une grande illusion à Julcamarca, que projet de mausolée au

cimentière se termine. On ne peut pas laisser un projet comme celui-ci à moitié fait, c'est inacceptable» (Entrevue 4). Pour que ces projets entamés suite au rapport de la CVR soient complétés, il ne manquerait, selon les participants, que de volonté politique de la part des différents paliers de gouvernement.

«Ça prend de la volonté de la part de l'État. Ils ne finissent jamais ce qu'ils commencent, tant national, régional que local. Il nous faut un État de droit, des dirigeants qui respectent leurs promesses et complètent les réparations symboliques promises. Ces réparations symboliques sont nécessaires, nous les voulons parce qu'en nous les donnant, c'est comme si nous récupérons une partie de ce que nous avons perdu. Ce n'est pas grand-chose et ça ne fera pas revenir les disparus, mais ça vient quand même nous donner ce petit sentiment» (Entrevue 2).

D'ailleurs, le lien de confiance entre la population et les autorités avait été rompu lors du conflit, et le non-respect des promesses faites par les autorités à la population de la communauté ne vient pas améliorer la situation.

«À Julcamarca, les autorités doivent s'améliorer, elles doivent mieux penser et inclure la population. Il faut qu'ils concentrent leurs projets sur la population, qu'ils prennent soins du peuple. Mais ils sont loin de le faire en ce moment. Ils oublient leurs devoirs. [...] Il faut que les autorités prennent conscience. Il faut qu'elles changent, qu'elles améliorent la qualité de ce qu'elles offrent, la qualité de leur travail et qu'ils y mettent plus de volonté, d'efforts. Qu'elles soient conscientes de la réalité qui les entoure, qu'elles montrent qu'elles aiment vraiment leur peuple. Quand les autorités travailleront bien, le peuple aussi en ressentira les effets positifs et travaillera bien lui aussi, il suivra l'exemple» (Entrevue 28).

Les habitants de la région veulent que le gouvernement investisse dans leur communauté, qu'il cesse de les ignorer comme par le passé. De ce qu'il est possible de comprendre des entrevues et du ton utilisé dans ces dernières, les gens en ont assez d'être mis de côté ou d'être considérés sans intérêt par leur gouvernement. «Il faut que le gouvernement central prenne enfin ses responsabilités, qu'il arrête de nous mettre de côté et de nous oublier. Nous sommes aussi importants que les autres, même si nous avons moins d'argent et que nous habitons dans une région éloignée» (Entrevue 3). «L'État est menteur. Il faut que ça change, que ce ne soit plus possible pour eux de nous mentir comme ça» (Entrevue 27). Le conflit des années 1980-2000 avait une forte base de contestation politique, et selon ce que les participants mentionnent, il y aurait encore des problèmes au niveau de la gestion étatique, amenant encore plus d'exaspération chez les habitants. Pour eux il serait donc essentiel de remédier à

ces problèmes afin d'améliorer la situation dans la communauté et atteindre la paix, et ces développements au niveau politique viendraient contribuer à (re)construire le lien de confiance entre les autorités et la population, une étape essentielle pour atteindre la réconciliation selon la population.

«Il y a la tranquillité, mais la politique est comme avant, elle n'a pas changé, elle est toujours aussi instable Il n'y a pas de conformité, beaucoup de corruption, et c'est chaque fois la même chose. Il devrait y avoir plus d'encadrement et aussi plus de respect, non seulement à Julcamarca, mais aussi partout au Pérou. Il doit y avoir du respect de la part des autorités envers la population. Les lois existent, il faut les suivre et les appliquer pour tout le monde, et respecter ce pour quoi ils ont été élus au pouvoir. Ils doivent cesser de nous ignorer, que ce soit le gouvernement local, régional ou national. Ils doivent nous donner l'importance que nous méritons» (Entrevue 7).

Les mécanismes de communication entre le peuple et les autorités doivent être améliorés, de même que les différents suivis suite à une élection, pour s'assurer que les attentes soient bel et bien comblées, parce qu'«encore aujourd'hui, les autorités marginalisent les communautés comme Julcamarca. Le peuple veut se soulever pour une raison, comme pendant la violence, mais le gouvernement n'écoute pas. La démocratie en ce moment c'est pour les gens qui ont de l'argent, et non pour les pauvres de Julcamarca. Ça ne devrait pas être ainsi» (Entrevue 4). Des réformes seraient donc nécessaires pour améliorer la situation.

La communauté veut en finir avec ce cercle vicieux d'oubli et de marginalisation des habitants de la région. Demander et soutenir le changement sont une chose, mais encore faut-il proposer des solutions afin que ces changements puissent se réaliser, et savoir précisément ce que l'on veut. Une réforme étatique serait, selon le participant 7, nécessaire, puisque comme le mentionnent aussi les autres, le système en place actuellement n'est pas adapté (ou suffisamment renforcé) pour pouvoir prendre en compte et appliquer les demandes de la population.

«Pour avoir une meilleure situation, il faut une meilleure fiscalisation de l'État, une meilleure gestion des projets et des fonds du gouvernement. Que l'on s'assure que les gens font bien leur travail, qu'il y ait des suivis, que la population ait quelque chose à dire sur les décisions qui sont prises. Il y a des lois, des règlements et il faut qu'ils soient appliqués. Quand l'argent des projets disparaît, par exemple, personne ne dit rien, personne ne cherche cet argent. Il faut des suivis, des réformes qui permettraient une meilleure gestion et plus d'encadrement. Et des sanctions si jamais ces lois ne sont pas respectées» (Entrevue 7)

Avec ou sans réforme, ce qui ressort le plus des entrevues est que des investissements de la part de l'État sont nécessaires à différents niveaux. Peut-être que la simple volonté de l'État serait suffisante

pour que ces changements soient faits, ou peut-être faudra-t-il réellement des réformes, mais les gens veulent, sans équivoque, du développement, un changement des conditions de vies dans la communauté. Un changement au niveau des conditions économiques serait probablement la première étape, afin que les habitants puissent répondre à leurs besoins de bases.

«Moi je voulais qu'on m'appuie avec de l'argent, un support économique pour m'aider à vivre. Que le gouvernement nous donne quelque chose, si ce n'est pas de l'argent, qu'il nous donne au moins des animaux ou des semences, et il faut que ce soit pour tout le monde, pas juste pour les victimes qui sont enregistrées. Nous avons tous été affectés, il faut faire ça pour le développement, pour notre développement» (Entrevue 8).

«Il faut des projets de développement, après avoir bien pris soins de la santé mentale des gens, pour que les gens puissent travailler, pour qu'ils puissent avoir de la nourriture et que leurs enfants soient bien alimentés, et qu'ils puissent aussi recevoir une éducation. [...] Le gouvernement le promet dans ses campagnes électorales, mais ça n'a toujours pas été fait. Il faut que ça change, c'est de développement dont nous avons besoin» (Entrevue 5).

Non seulement veulent-ils de l'argent pour eux-mêmes afin de répondre à leur propre besoin, selon ce qui a été mentionné lors des entrevues, mais les habitants de la communauté veulent aussi que des emplois soient créés dans la région pour que les gens puissent recevoir un salaire et travailler, avoir quelque chose à faire. Selon certains, le fait d'avoir une occupation, quelque chose à faire en se réveillant chaque matin, permettrait d'aller de l'avant, de ne plus vivre dans le passé, une étape importante dans l'atteinte d'une paix durable. Pouvoir subvenir soi-même à ses besoins a aussi un peu ce même effet, et donne cette impression que les choses vont mieux, qu'elles progressent, en plus de permettre à l'estime et le respect de soi de prendre du mieux.

«Il faut que le gouvernement, que la municipalité, créent des emplois pour que les gens aient quelque chose à faire. Comme ça, ils consommeraient moins, ils auraient un travail, quelque chose qui les occupent, On peut créer des emplois, il faut simplement développer les institutions. Travailler la terre, planter des légumes ou des fruits. Avec ça les gens vont pouvoir subvenir à leurs besoins, mais ça va aussi leur permettre de faire autre chose, d'oublier. [...] De cette manière, les gens se dédient à leurs occupations, ils ont du travail, des choses à réaliser. Et en plus ça leur donnerait de l'argent, pour que nous ayons tous une meilleure vie» (Entrevue 25).

Amener le développement économique de la région permettrait non seulement d'aider au niveau personnel ceux ayant été affectés par le conflit à progresser dans leur vie, mais serait aussi la première

étape vers un développement social de la communauté, qui engloberait tous ses habitants et non uniquement les victimes. Ce développement social serait l'un des autres processus nécessaires à l'obtention d'une paix et d'une réconciliation complète dans la communauté.

«Il faut qu'il y ait du travail, avec le travail vient le développement, et avec le développement vient la paix et la stabilité. [...] Ça prend plus d'appui de la part du gouvernement. Qu'il travaille à améliorer la communauté. Une aide en agriculture ce serait bien, parce que ça prend plus que de l'aide sociale. L'aide sociale ne donne pas la paix, elle fait stagner le peuple, qui attend sans rien faire. Le peuple a besoin de se développer, comme de nouvelles routes, des moyens de communication. Comme l'internet... Il faut qu'il nous donne l'internet, parce que pour l'instant, rien ne vient jusqu'à Julcamarca. Qu'il y ait de l'aide en agriculture, qu'il nous donne des semences de qualité. Et le gouvernement doit les donner à tout le monde, à tous les paysans, pour que nous puissions tous être égaux dans le développement. Une assistance technique, des semences pour qu'on ait du travail et que le développement commence» (Entrevue 4).

Ce développement social permettrait entre autres l'avancement et l'amélioration des services de santé dans la communauté ainsi qu'une meilleure éducation pour les gens de la région. «Avec un meilleur appui du gouvernement, il y aurait du travail ici. Il devrait y avoir des professionnels payés par le gouvernement pour la santé et l'éducation, pour donner de meilleurs services. Nous voulons que le gouvernement commence à travailler et à développer la région, qu'il y ait des emplois pour que le reste s'améliore» (Entrevue 28). «Le gouvernement devrait évidemment investir dans le thème de l'éducation, du développement, pour réduire l'écart entre les inégalités. Le niveau de développement en ville est beaucoup plus élevé, mais ici c'est très bas, il y a beaucoup d'inégalités. Il faut que des projets soient mis en place pour changer ça» (Entrevue 1).

L'éducation ferait en effet partie intégrante du processus nécessaire pour atteindre la paix qui prendrait forme avec le développement de la région. Elle peut toutefois prendre différentes formes selon les besoins et les perceptions des participants. Certains préféreraient des réparations personnelles, pour qu'eux-mêmes puissent avoir accès à l'éducation et terminer par exemple leur scolarité de base.

«J'aimerais qu'il [le gouvernement] nous appuie... Par exemple, je n'ai jamais pu terminer mes études parce qu'ils ont tué mon père, et que ma mère s'est adonnée à l'alcool après ça, donc je n'avais personne pour m'appuyer. C'est pour ça que je n'ai pas terminé mon éducation. J'aurais aimé qu'il y ait cette opportunité d'appui pour recevoir une éducation gratuite pour les adultes, mais non. Quand on est rendu adulte l'éducation ça ne compte plus

pour le gouvernement. J'aurais aimé que ce soit autrement, ma vie aurait probablement été mieux» (Entrevue 27).

L'éducation devrait, selon eux, être fait à une plus grande échelle dans la communauté en général, afin de permettre une amélioration des conditions de vie, mais aussi la sensibilisation des habitants de la communauté sur certains sujets parfois devenus tabous ou moins bien compris suite au conflit. «Il faut que les gens reçoivent des ateliers, des programmes d'éducation sur des sujets spécifiques pour les conscientiser. [...] C'est en les éduquant mieux qu'on peut réellement faire changer les choses» (Entrevue 3). « Il nous faut de la formation, c'est ce qui nous permettrait de nous développer, d'apprendre à mieux vivre en communauté. De cette manière, les femmes et les hommes sauraient comment fonctionnent les relations avec les gens, ils connaîtraient leurs droits et leurs devoirs» (Entrevue 29).

Pour ces participants, l'éducation et la sensibilisation de la population sur certains enjeux permettraient aux gens à réapprendre à vivre ensemble, et ainsi atteindre un meilleur niveau de paix et de réconciliation. «Avec de l'éducation, il est possible de surmonter beaucoup de choses» (Entrevue 5).

«Il devrait y avoir des ateliers, de la sensibilisation, de l'éducation au respect. Parce qu'en ce moment, tout ça s'est perdu... Les gens ne savent plus comment se comporter, comment faire confiance ou comment vivre ensemble. Ils ne se préoccupent que d'eux-mêmes et ça nuit au développement, et à la vie ici. Moralement aussi, ils ont de la difficulté avec les bonnes valeurs, ils ont tout oublié pendant le conflit, et ça rend la vie en communauté plus difficile. Il faut donner plus d'importance à l'éducation des gens, à la sensibilisation» (Entrevue 7)

«Il faudrait une meilleure éducation, des ateliers, des petits cours, des activités, des visites à domicile ou encore du travail de groupe, pour que les gens redéveloppent leurs capacités, parce qu'ils ont tout perdu, tout oublié pendant ces années de violence. Ils doivent réapprendre les bonnes valeurs, l'amitié, l'entraide. Ils apprendraient aussi à regarder plus largement, et non juste leur nombril» (Entrevue 10).

Toutefois, encore faut-il que ces projets soient mis en place et soient coordonnés, afin d'en assurer une bonne gestion. Selon le participant 30, «il faudrait un plan annuel, qui réparti à travers l'année différentes activités, des ateliers éducatifs, avec l'objectif de refaire vivre la partie humaine des gens, leur partie morale qu'ils ont perdue. C'est certain que l'éducation ne sauvera pas tout le monde,

parce que ce n'est pas tout le monde qui voudrait être sauvé. Mais d'autres assimilent ce qu'on leur apprend, et changent leur attitude, leur comportement, au sein de leur famille, et ensuite dans la communauté. C'est dans ces moments qu'on voit l'importance de l'éducation».

Ce processus doit toutefois être mis en place, ce qui soulève un autre problème. «C'est aux autorités d'améliorer l'éducation et de créer du travail. Sinon, ça ne pourrait pas changer, qui d'autre peut faire ça ? Le progrès amène l'éducation, les routes, la communication, et il doit y avoir du travail. Le gouvernement doit amener le progrès. [...] C'est seulement comme ça qu'on va pouvoir sortir de la pauvreté. Il n'y a pas d'autres moyens» (Entrevue 28). Pour certains la question ne se pose même pas, puisqu'il n'existe, selon le participant 28, aucune autre alternative pour le développement de la communauté. Pour d'autres, comme le participant 11, c'est par manque de ressources au niveau local qu'il faut avoir recours à des autorités plus haut placées pour avoir accès à des projets de développement.

«Il faut aller dans le sens du développement social, qu'il puisse y avoir une éducation, de meilleurs soins de santé et une amélioration générale des conditions de vie. Nous ne pouvons pas faire ça nous-même, nous avons des moyens très limités, nous manquons de recours économiques pour développer notre région. [...] Avec le développement, les familles auraient plus de moyens et pourraient, petit à petit, mieux soutenir leur famille, soutenir les enfants. Nous avons une région avec des terres fertiles, des terrains quasi-plats dans les montagnes, que nous pourrions travailler avec des tracteurs. Mais nous n'avons pas les moyens. Et surtout, nous n'avons pas d'eau, et l'eau c'est vital. Ça vient avec le développement et les projets du gouvernement» (Entrevue 11)

Sans remettre en question le manque de ressources disponibles, plusieurs participants soulèvent le manque d'organisation dans la communauté, et le manque de volonté de la population de travailler par elle-même pour mettre en place les processus décrits, sans attendre l'appui du gouvernement qui tarde encore à venir, 15 ans après la fin du conflit. «Avec l'éducation, on peut conscientiser les gens, leur montrer qu'ils peuvent faire certaines choses eux-mêmes, mettre fin à cet «assistencialisme» dans la communauté. Qu'ils n'attendent plus qu'on leur tende la main, mais qu'ils apprennent plutôt à faire les choses par eux-mêmes, et cessez d'attendre que quelqu'un d'autre le fasse pour eux» (Entrevue 28).

En plus de faire parties des demandes générales en matière de développement de la part des participants, l'éducation et la sensibilisation seraient aussi deux éléments clés dans le processus d'organisation de la communauté et du renforcement des capacités dans le but de développer eux-

mêmes les processus de paix et de réconciliation qu'ils considèrent essentiels. «Il n'y a pas cet intérêt pour que la communauté s'organise. La capacité d'organisation s'est vraiment affaiblie, mais il faut que la population recommence à s'organiser, que les gens réapprennent. À travers l'éducation, les gens réapprendraient la valeur, à travers d'événements, de réunions, de conférences... Former différents groupes. Il faut qu'on récupère tout ça, c'est essentiel» (Entrevue 19).

«Tout le monde à Julcamarca est perdu dans les nuages, rêvant. Nous attendons, sans rien faire, que les choses changent. Il n'y a pas de volonté, pas de force dans le peuple. C'est quelque chose qu'il faut réapprendre, qu'il faut remontrer aux gens. Nous devons nous unir, nous organiser, bien nous organiser et nous consulter pour travailler ensemble et aller de l'avant. Il faut récupérer cet esprit de communauté» (Entrevue 24).

Afin de mieux pouvoir s'organiser, les participants souhaitent développer leurs capacités. Ils veulent travailler au niveau productif pour amener le développement, mais ils désirent aussi améliorer leurs capacités organisationnelles. Il y a chez certains un désir de s'organiser et de cesser d'attendre (alors que chez d'autres ce désir est totalement absent, mais ils reconnaissent l'importance de se regrouper), mais la plupart des gens ne savent pas comment s'y prendre, puisque ça n'a pas été fait depuis longtemps. «Il faut qu'on s'organise, que tout le monde travaille ensemble. Qu'on nous donne la capacité de s'organiser, qu'on nous donne accès à des ateliers de renforcement des capacités, pour qu'on arrête d'attendre après les autres et que ceux qui veulent s'organiser puissent le faire» (Entrevue 7). «Je voudrais de l'appui sous la forme de renforcement des capacités. Qu'on m'aide à m'organiser, à développer ce que je pourrais faire. Que ce soit des professionnels ou bien des organisations, il faut pouvoir s'organiser pour se développer, mais je ne sais pas comment faire» (Entrevue 26).

L'important à retenir ici est le désir d'en venir à cette organisation, qui serait selon les participants nécessaire pour atteindre la paix et la réconciliation. Les moyens pour y arriver demeurent encore flous, mais l'idée y est et l'opération est concevable pour plusieurs. Le développement de la thématique organisationnelle dans la communauté ne permettrait pas seulement de développer les capacités des gens et leur permettre de mieux se débrouiller ; l'organisation et le regroupement des habitants permettraient aussi d'améliorer, selon plusieurs, les relations entre les membres de la communauté. Travailler ensemble plutôt que de manière individuelle comme c'est le cas en ce moment permettrait de faire avancer les choses sur ce point. «Il faut développer les capacités des gens, qu'ils puissent s'organiser. Mais comme ça ne va pas bien en ce moment, c'est difficile pour les gens de travailler ensemble. Il faut qu'on s'appuie les uns les autres, qu'on puisse s'organiser. C'est comme ça

qu'on avance, qu'on devient plus fort» (Entrevue 16). Devenir plus fort et resserrer les liens entre les gens pour que l'organisation soit solide seraient donc importants, et permettraient d'ailleurs, selon le participant 12, de reconstruire cette confiance entre les habitants. «Pour qu'une communauté puisse surmonter ce qui s'est passé, pour qu'il y ait la tranquillité, il doit y avoir une meilleure organisation. Il faut que les gens s'organisent, et au sein de la communauté on doit s'entraider, prendre soins les uns des autres, parce que personne d'autre ne s'occupe de nous. Chaque communauté doit s'organiser et s'entraider» (Entrevue 12).

La participante 27 donne en fait un excellent exemple d'un projet en développement, initié par quelqu'un d'extérieur, mais qui continue d'évoluer par lui-même. Cet exemple vient aussi montrer le désir de recréer ces liens d'amitié perdus, et laisse même entrevoir un certain soupçon de fierté et d'accomplissement, puisque cette organisation est désormais indépendante.

«Il faut recréer ces relations d'amitiés entre les gens, et ça se fait en s'organisant. [...] Une association de travail du textile, de différents travaux domestiques... Ce sont des choses qui nous permettent d'améliorer les relations entre les gens qui participent, c'est quelque chose d'essentiel. On a commencé avec des professionnels pour nous montrer, mais maintenant nous nous débrouillons seules. Chaque mois nous faisons un travail différent, des arts, et on s'entend bien, on développe des relations entre les femmes de la communauté. Nous nous enseignons nous même, nous travaillons ensemble, mais ce n'est pas assez, il faut qu'on s'organise plus, qu'il y ait plus de groupes, plus d'activités» (Entrevue 27)

Il existe effectivement certaines organisations dans la communauté, mais à petite échelle, et elles ont toutes été créées par des organisations «externes» travaillant dans la communauté. Une organisation de victimes a ainsi été créée pour que les survivants du conflit puissent s'y joindre, y recevoir de l'appui, y travailler ensemble sur des sujets qui les concernent. Une association de jeunes a aussi vu le jour il y a quelques années, afin d'identifier et de discuter des problématiques liées aux jeunes dans la communauté, pour ainsi trouver des solutions. Finalement, l'organisation des femmes de la communauté, a, elle aussi, été mise sur pied par quelqu'un d'extérieur à la communauté, dans ce cas-ci SISAY, mais survie aujourd'hui avec beaucoup moins d'appui qu'auparavant.

«Le problème c'est de tout coordonner, de rappeler à tous quand ont lieu les réunions, et de trouver une date qui convienne à tous. Mais une fois que les gens ont embarqué dans le projet et qu'ils comprennent mieux de quoi il s'agit et à quoi ça leur sert réellement, ils sont beaucoup plus portés à revenir et à participer. Ce sont encore des organisations qui sont toutes jeunes, mais les gens embarquent petit à petit. C'est beaucoup de travail, mais pour les résultats que ça donne, c'est merveilleux, ça vaut la peine d'attendre un peu et de voir la

réaction des gens quand ils réalisent ce qu'ils peuvent faire, comment ils peuvent travailler ensemble et à quel point ça va mieux quand ils le font» (Entrevue 32).

Pour conclure cette section, il est important de retenir le point suivant en particulier : les gens veulent du changement, mais ils attendent que ces changements soient faits par les autorités, même si plusieurs réalisent qu'il serait beaucoup plus efficace de les faire soi-même en se regroupant, en s'organisant. L'aide psychologique est essentielle pour beaucoup, puisqu'il faut prendre soin de soi et guérir ses propres maux avant de pouvoir être capable d'aller de l'avant en communauté. D'ailleurs, pour aller de l'avant dans cette communauté, les participants souhaiteraient une meilleure organisation étatique, plus de stabilité et une meilleure gestion de l'appareil, puisque selon eux beaucoup de problèmes persistent à ce niveau. Par la suite, des investissements doivent être faits dans la communauté, afin de développer la région économiquement, mais aussi socialement, pour réduire les inégalités et permettre à tous (et non uniquement aux personnes ayant été affectées par le conflit) d'avoir une meilleure qualité et stabilité dans leur vie, deux éléments nécessaires selon les participants pour aller de l'avant et progresser vers la paix et éventuellement la réconciliation. Or, comme ces changements au niveau politique, économique et social tardent à venir malgré la demande, plusieurs songent à l'importance de développer leurs capacités, tant au niveau du travail que de l'organisation, afin de pouvoir se regrouper et s'entraider, et ainsi avoir plus de poids dans les demandes formulées. Ce regroupement permettrait d'ailleurs aussi de redévelopper les liens d'amitié, de recréer ces relations qui ont été détruites dans le conflit et qui ne sont toujours par revenues à la normale après toutes ces années.

En résumant ces différentes demandes de la population, il est intéressant de voir à quel point elles sont toutes reliées entre elles. En effet, l'amélioration de la gestion étatique et le respect des promesses faites par le gouvernement permettraient non seulement la (re)construction d'un lien de confiance avec la population, mais viendraient aussi résoudre les problèmes concernant les processus de développements social et économique ainsi que les lacunes en soins de santé mentale. Le développement économique et social viendrait renforcer les capacités des habitants de la région, en plus d'avoir des effets positifs sur le respect et l'estime de soi, un manque actuellement dans la communauté selon les participants mais qui serait l'une des premières étapes vers une paix et une réconciliation durables dans la communauté. Par ailleurs, un meilleur accès aux soins ainsi qu'à l'éducation viendraient non seulement travailler ces mêmes aspects, mais permettrait aussi un renforcement des capacités, de même qu'une diminution, à long terme, des conséquences encore

visibles du conflit dans la communauté (comportement individualiste, méfiance, peur etc.). La capacité locale d'organisation bénéficierait elle aussi de ces démarches, puisque certains des obstacles présents actuellement seraient ainsi adressés. Bien que cette chaîne de processus ne soit qu'hypothétique en termes de résultats pour le moment, elle démontre clairement que chacun des processus est relié avec un autre, et qu'il faut approcher la situation dans son ensemble plutôt que point par point.

Chapitre 4 – Analyse

Il est aussi possible de remarquer que certains des processus soulevés par les participants ont déjà été traités directement ou indirectement dans les chapitres précédents, mais qu'ils ont été adressés de manière insuffisante pour avoir les effets escomptés sur la paix et la réconciliation. Toutefois, aucun de ces processus n'est né d'une initiative locale, et même dans les processus suggérés par les participants, une participation extérieure ou du moins un minimum de soutien sont requis pour la mise en place de ces processus, ce qui rend plus difficile l'analyse des étapes qui ont mené au retour à la paix dans la communauté suite au conflit. En fait, force est de constater que la « tranquillité » est de retour dans la communauté, mais que cela ne signifie pas le retour de la paix, et encore moins de la réconciliation. De plus, même dans le désir de se réconcilier et de retrouver la paix, les initiatives et les processus proposés, même s'ils incluent la communauté, ne sont pas mis en place. Les participants à l'entrevue, même sur le sujet de l'organisation locale discutent de s'organiser, mais demandent que l'organisation soit faite, qu'elle leur soit offerte, plutôt que de le faire eux-mêmes. Ce manque de volonté ou de capacité d'organisation locale peut s'expliquer (en partie du moins) par les conséquences du conflit, qui font en sorte qu'il est difficile pour des gens qui ne se parlent pas, qui ne partagent rien, de travailler ensemble pour surmonter ce qui les empêchent en fait de collaborer. Par contre, les idées sont là, elles sont discutées, et les gens sont conscients des changements qui se sont produits dans leur communauté, et ont des solutions pour y remédier. Il n'est donc pas possible de dire, à la lumière des résultats obtenus et analysés, qu'il existe des processus locaux ayant permis le retour de la paix et la réconciliation dans la communauté.

Puisqu'aucun processus n'a été observé dans la communauté, il est donc difficile de les analyser et de les comparer avec les processus discutés au niveau international en matière de construction de la paix. Toutefois, les idées soulevées lors des entrevues sont représentatives de ce que les habitants locaux aimeraient voir mis en place afin de parvenir à une réconciliation au sein de la communauté et à un retour de la paix. Ces suggestions serviront donc de base d'analyse, conjointement avec les conséquences observées encore aujourd'hui dans la communauté, pour faire le lien avec les discussions actuelles dans le domaine de la construction de la paix. La prochaine section de cette recherche discute donc plus en détails les propositions amenées ici, à la lumière des discussions sur le sujet dans la littérature actuelle du peacebuilding et de la réconciliation.

Peacebuilding et processus locaux: dialogue possible?

Cette recherche avait comme but premier d'identifier les processus nécessaires dans la communauté de Julcamarca afin de permettre une certaine paix et réconciliation au sein de sa population. Un deuxième objectif était de voir, une fois ces processus identifiés, si un dialogue était possible entre ces derniers et la théorie entourant la construction de la paix discutée à l'échelle internationale. La quatrième génération d'idées concernant le peacebuilding soulève l'importance d'inclure les communautés locales dans les processus de construction de la paix et de réconciliation suite à un conflit interne. Elle propose donc divers processus et cadres théoriques qui permettraient d'inclure ces communautés en lui attribuant des rôles et des objectifs spécifiques. Cette recherche a permis d'établir les processus locaux souhaités pour établir la paix et à la réconciliation dans la communauté de Julcamarca, et la section qui suit permettra d'analyser et de comparer les résultats de la recherche avec la quatrième génération théorique internationale, permettant ainsi d'établir (ou non) des liens entre les discussions théoriques et ce qui est souhaité par une communauté ayant été affectée par un conflit violent interne.

Pour débiter, différentes critiques concernant un vide théorique entre le niveau international et le local ont été soulevées en début de recherche et ont été étudiées sur le terrain. En effet, Autesserre (2011) et Mac Ginty (2008) soulevaient le manque de communication entre l'anthropologie et les relations internationales. Cette recherche permet effectivement de voir qu'il existe des connexions entre les deux dont il est important de tenir compte lorsqu'il s'agit de résolution de conflit. L'unicité de chaque cas, la compréhension du contexte d'un conflit et de sa résolution est primordiale pour permettre d'atteindre une paix et une réconciliation stables, mais surtout durables.

Dans le cadre de cette étude, le contexte local de la région permet effectivement de mieux comprendre les conséquences du conflit et la réalité de la vie quotidienne des habitants aujourd'hui. Il a été établi que la région avait pendant longtemps été délaissée par les autorités nationales et provinciales, affectant de manière structurelle les habitants de la communauté. La pauvreté, le manque de soins de santé et la mauvaise qualité de l'éducation sont des facteurs qui encore aujourd'hui affectent la population, et qui transparaissent dans les processus nécessaires afin d'atteindre la paix et la réconciliation. La négligence du gouvernement envers cette communauté est aussi palpable dans les commentaires des participants concernant ces processus. Toutefois, d'autres processus sont pratiquement invisibles à l'œil nu, ou ne peuvent être observés que lors d'un séjour terrain prolongé ou d'entrevues réalisées directement avec les personnes ayant été affectées par le conflit ou connaissant

très bien la réalité de la région et les individus qui y résident. Dans le cas de Julcamarca, il a été possible d'établir qu'il y avait eu un changement de comportement au sein de la population comparativement à ce que la vie était avant, pendant et après le conflit. À ce changement de comportement s'est aussi ajouté un changement d'échelle, puisque le niveau personnel a pris une importance beaucoup plus grande comparativement au niveau local qu'auparavant. Sans une recherche terrain approfondie ainsi que des entrevues développées selon une approche anthropologique, il n'aurait probablement pas été possible d'identifier ces changements et d'inclure dans les processus de réconciliation et de paix des approches concrètes et adaptées pour remédier aux conséquences de ces changements. Les études de conflit en relations internationales n'étudient en fait pas (ou très peu) le niveau local à long terme en incluant directement la population locale dans sa cueillette de données, comparativement à l'ethnologie qui a été utilisée dans le cadre de cette recherche. Des études de cas vont toutefois être réalisées et le sont en fait de plus en plus, mais l'aspect humain, individuel, est souvent délaissé ou ignoré pour se concentrer sur le contexte social ou historique du conflit au niveau de la communauté en entier.

Il est toutefois primordial d'identifier ces dynamiques locales lors de la mise en place des processus de paix et de réconciliation, et ce n'est souvent pas le cas, du moins en pratique, lorsqu'il s'agit de construction de la paix et de réconciliation à l'échelle internationale, puisque les interventions se basent sur un modèle préétabli par les théories précédentes. Ce moule préfabriqué a d'ailleurs été fortement critiqué par les auteurs plus récemment, qui soutiennent que la réalité locale doit être prise en considération pour que les opérations de paix soient plus efficaces et durables (Donais, 2012; Goetschel et Hagmann, 2009 ; Heathershaw, 2008 ; Hellmüller, 2013; Mac Ginty, 2008, 2010 ; Newman, 2011 ; Paris, 2004 ; Paris et Sisk, 2007; Pouligny et al., 2007; Richmond, 2006, 2009 ; Roberts, 2011; Verkoren et Leeuwen, 2013).

Pour mieux comprendre ces critiques et les mettre en parallèle avec le cas de Julcamarca, il faut remonter à la base de la construction de la paix, où se trouve le concept de paix libérale. Cette approche met entre autres l'emphasis sur la démocratisation, la liberté et la libéralisation des marchés afin de stabiliser les États affectés par un conflit interne. La théorie de la paix libérale se veut universelle, c'est-à-dire que ses trois concepts de base permettraient à chaque pays touché d'atteindre la paix une fois les concepts appliqués. Dans le cas du Pérou et plus précisément de la communauté de Julcamarca, il est possible de voir, en étudiant le contexte historique et social de plus près, que les valeurs libérales sont en fait une cause du conflit, et non une solution pour sa résolution. Les inégalités créées par l'économie libérale ont été l'une des motivations du Sentier lumineux dans sa lutte armée contre l'État.

Le pays a vécu d'importantes réformes dans les années précédant le conflit qui ont contribué à creuser les inégalités économiques et sociales entre les différentes régions. La région de Julcamarca est fortement affectée par cette violence structurelle touchant majoritairement les peuples autochtones vivant dans les régions éloignées, et la libéralisation des marchés n'a pas offert à la population le développement économique qu'elle attendait. Bien qu'aucune opération de paix n'ait eu lieu au Pérou, il est possible de voir que le contexte du conflit ne cadre pas nécessairement avec les processus qui auraient été mis en place dans le cadre d'une intervention.

Cette critique s'applique aussi à l'aspect de la démocratie et du statebuilding, faisant eux aussi partie de l'approche libérale plus classique, puisqu'ils n'ont pas vraiment été affectés par la violence de 1980 à 2000. En effet, la démocratie est demeurée relativement stable et opérationnelle (jusqu'à un certain point) pendant les 20 ans de violence, malgré les abus de la part des gouvernements au niveau de la violation des droits humains par exemple.

Le statebuilding, cet autre concept de base du peacebuilding ayant comme objectif de stabiliser les institutions politiques et judiciaires afin de permettre à un État fort de gouverner le pays, n'a pas non plus été à remettre en question, du moins dans le sens entendu lors des interventions de paix. En fait, l'État est considéré comme l'acteur ayant mis fin au conflit à travers le déploiement de ses militaires dans les zones affectées, de même que par l'amélioration de son service de renseignements intérieurs, qui a entre autres permis l'arrestation du chef du Sentier lumineux en 1992. Par ailleurs, les institutions, présentes sont déjà centralisées et installées de manière plutôt solide, puisque le conflit a plus ou moins réussi à les ébranler. Certains abus ont certes pu être observés, notamment au niveau de l'administration Fujimori, mais le fait que ce dernier purge présentement une peine de prison de 25 ans, à laquelle il a été condamné par la justice péruvienne, démontre que les institutions politiques et judiciaires ont su s'adapter à cette nouvelle réalité. Le problème ne se situe donc pas au niveau de la centralisation et de la stabilité des institutions, ce qui est normalement privilégié lors d'interventions, mais plutôt au niveau de l'efficacité et de la volonté des acteurs à mettre en place des programmes pour venir en aide à la population des régions éloignées. Or, la présence d'un État stable et centralisé n'a pas empêché le conflit, et n'est toujours pas en mesure d'intervenir auprès de sa population afin de répondre à leurs demandes en matière de paix et de réconciliation. La construction de la paix n'adresse actuellement pas ce problème de manque de volonté de la part des gouvernements, ce qui ne cadre pas avec les besoins ayant pu être observés dans le cadre de cette recherche. Ces différences entre la réalité vécue sur le terrain et l'approche privilégiée lors d'interventions de paix internationales viennent démontrer la nécessité d'un débat autour des méthodes et moyens permettant d'inclure le contexte local

dans les processus reliés au peacebuilding. Chaque contexte nécessite une approche particulière, et tout dépendant de la nature du conflit, les processus nécessaires peuvent varier, comme c'est le cas à Julcamarca. De plus, les moyens utilisés pour inclure la communauté dans l'établissement de ces processus, ou du moins dans leur élaboration, peut aussi varier de degré, notamment selon les différentes conséquences du conflit persistant encore au niveau local. La nouvelle génération de pensées sur le sujet soulève donc ces problèmes concernant ce moule préfabriqué qui ne répond actuellement pas à ce qui peut être observé sur le terrain.

L'une des premières critiques en la matière concerne l'idée préconçue que les processus mis en place au niveau national par les acteurs internationaux vont automatiquement bénéficier aux populations locales, sans tenir compte de leur contexte respectif. Or, cette recherche a permis de constater que les processus nationaux n'ont pas permis le retour de la paix et la progression du processus de réconciliation à Julcamarca, d'où l'importance de prendre en considération les différentes communautés et leur réalité respective. Certains processus ont permis d'améliorer et de faire progresser la situation, alors que d'autres ont bénéficié uniquement à une partie de la population, n'ayant ainsi pas l'effet escompté. Des auteurs tels que Richmond (2006, 2009), Mac Ginty (2008, 2010), Newman (2011), Paris (2004), Paris et Sisk (2007) ou encore Roberts (2011) ont donc développé certaines idées afin de modifier l'approche actuellement qualifiée de top-down, critiquant fortement la paix libérale incluant le statebuilding, le processus de démocratisation et l'approche générale des interventions qui néglige le niveau local. Ces auteurs viennent donc élaborer une approche plus hybride ou encore bottom-up, afin d'inclure les populations locales dans le processus de paix et de réconciliation. Mac Ginty (2008), par exemple, amène l'idée d'une paix qu'il qualifie d'hybride, c'est-à-dire qu'elle proviendrait en partie de la population et de la culture locale dans sa définition, tout en incluant les concepts de base des interventions de paix lors du développement des processus spécifiques à une mission. Cette recherche a d'ailleurs mis de l'avant cette approche, en allant directement demander aux participants leur définition de la paix et de la réconciliation, en plus d'explorer les processus qu'ils souhaitaient voir mis en place pour atteindre la paix et la réconciliation au sein de la communauté. Toutefois, selon Richmond (2009), même si les processus de construction de la paix tentent de plus en plus d'inclure les acteurs locaux, le peacebuilding délaisse encore volontairement l'échelle individuelle, se fiant uniquement à l'effet boule de neige attendu, c'est-à-dire qu'en implémentant un processus à l'échelle régionale ou nationale, ce dernier bénéficiera automatiquement à toutes les localités de la région et ainsi de suite. Dans le cas de Julcamarca, cette mise de côté volontaire nuirait au processus de paix et de réconciliation local, puisque comme l'a démontré cette recherche, les

dynamiques locales et personnelles dans la communauté sont inter-reliées et ne peuvent pas être résolues par une seule solution implémentée à l'échelle du pays. Cela démontre donc l'importance de bien comprendre la réalité quotidienne et les besoins de la population afin d'établir une paix stable et durable non seulement au niveau national, mais aussi au sein de la communauté.

Les participants ont fait référence à plusieurs processus qui seraient selon eux bénéfiques à la progression du processus de paix, dont certains sont déjà pris en considération par un nombre d'auteurs de la quatrième génération. C'est le cas notamment de ce besoin de combler les manques quotidiens, c'est-à-dire de répondre à ses besoins de base et à ceux de sa famille, notamment en créant de l'emploi dans la région. Ainsi, les habitants pourraient générer des revenus, améliorant ainsi leurs conditions de vie, tout en leur donnant un objectif, quelque chose à accomplir dans leur journée, ce qui serait bénéfique personnellement et permettrait d'aller de l'avant, selon plusieurs participants. Cette idée du quotidien est notamment soulevée par Richmond (2009), qui souligne qu'en tenant compte du quotidien, permettant ainsi de diminuer les préoccupations de la population à ce sujet, les processus de paix et de réconciliation s'en verraient facilités. Tout d'abord, les processus comprenant le quotidien permettraient, selon lui, de remettre en place le contrat social liant un État à sa population, une étape importante du rétablissement de la paix dans le pays. De plus, cette approche permettrait de faire le lien directement avec l'individu dans sa localité, dans son quotidien, plutôt que de s'arrêter uniquement aux représentants de la société civile, qui sont d'ailleurs souvent identifiés par des acteurs internationaux et non locaux, ce qui est d'ailleurs une autre critique importante soulevée entre autres par Paris et Sisk (2007). Richmond (2009) ne regarde toutefois pas la manière selon laquelle le quotidien serait inclus dans le processus, ou encore qui déterminerait quels sont les besoins à combler pour avoir un effet positif sur l'intervention de paix.

D'autres auteurs poussent la réflexion plus loin en élargissant le concept de la vie quotidienne et en l'associant, par exemple, avec la sécurité humaine. Newman (2011) fait partie des auteurs discutant cette nouvelle approche en matière d'inclusion des populations locales. Selon lui, «the legitimacy of state institutions is thus a function of the state's willingness and ability to distribute justice, meet human needs and undertake public service delivery» (Newman, 2011:1750). S'inscrivant dans cette quatrième génération de pensée, les propos avancés par Newman sont tout à fait pertinents dans le cadre de cette recherche, et viennent compléter l'idée de répondre aux besoins quotidiens de la population. Que ce soit au niveau économique ou encore au niveau du développement social de la population, l'État péruvien manque présentement à ses devoirs envers la population de Julcamarca en maintenant et en perpétuant cette violence structurelle en place plutôt qu'en y mettant un terme. L'idée

de Newman proposant de pousser l'État à remplir ses devoirs en répondant sur la base de la sécurité humaine vient définitivement supporter une grande partie des processus nécessaires selon les participants pour permettre la paix. «In general terms, a human security approach to peacebuilding would strive to enhance the physical and material security of individuals and communities, through poverty alleviation, employment creation and public service delivery, in the belief that this will ultimately serve the cause of peace and stability» (Newman, 2011 : 1749). La réduction de la pauvreté, la création d'emplois et un meilleur accès aux services publics sont des revendications mentionnées par les participants lors des entrevues. En renforçant la volonté de l'État à remplir ses devoirs à travers cette approche modifiée du peacebuilding et du statebuilding, il serait donc possible d'établir des liens entre les processus discutés théoriquement et ce que les habitants de la communauté de Julcamarca désirent concrètement voir mis en place.

Cependant, bien que les différents auteurs fassent part de ce manque de communication et d'inclusion du local dans le processus international et désirent développer, par différents moyens, cette approche hybride locale-internationale, certains liens sont encore faibles ou incomplets entre les données recueillies sur le terrain et les idées débattues. Tout d'abord, les différents auteurs parlent d'inclure les besoins quotidiens de la population dans les processus mis en place, ce qui concorde avec les demandes locales actuelles, mais cela demeure insuffisant dans le cas de Julcamarca. Selon les données obtenues en entrevues, il est important de subvenir aux besoins de base, mais il faut aussi aller plus loin en développant la région. Lors de l'analyse de l'appréciation des programmes mis en place, certains participants ont d'ailleurs soulevé le fait que recevoir de l'argent, une compensation monétaire par exemple, permettait de répondre à certains besoins urgents, mais pouvait aussi être perçu comme une insulte par les bénéficiaires. L'assistance sociale, par exemple, qui est actuellement distribuée par le gouvernement permet à la population de répondre à ses besoins de base quotidiens, mais les effets de ces programmes ne sont qu'à court terme et ne permettent pas un développement approfondi de la communauté. Plusieurs participants critiquent d'ailleurs le fait que ces programmes nuisent en fait au rétablissement de la paix, puisque les gens attendent cet argent qui leur est donné plutôt que de développer leurs capacités et d'apprendre à travailler par eux-mêmes. Ces attentes face au gouvernement viennent ainsi affecter la capacité des habitants à activement participer à la création et à l'implémentation de processus locaux, puisqu'ils s'attendent à ce que l'État mette tout en place et leur offre un clé-en-main (ce qui n'est actuellement pas le cas).

La même critique peut aussi venir s'appliquer aux concepts proposés par Newman, puisque le développement des capacités de l'État serait encouragé selon un modèle de développement occidental,

tout comme celui de Richmond, et qu'une variété d'acteurs serait impliquée afin de déterminer les besoins quotidiens à combler dans la population. La question se pose en fait concernant la manière dont ces besoins seraient identifiés, de même que sur les moyens qui seraient employés pour renforcer la volonté de l'État à remplir des devoirs envers sa population, ainsi que sur les acteurs qui seraient impliqués dans la création et la mise en place de ces processus. Les auteurs s'avancent très peu sur le sujet, et les participants aux entrevues n'apportent pas non plus de solutions claires à cette situation. Les processus sont donc clairement identifiés, mais comment arriver à la mise en place de ces deux processus complémentaires sans brimer le rôle joué par la communauté locale, tout en ayant une très bonne compréhension de la réalité de ces populations? Dans le cas de Julcamarca, la violence structurelle, par exemple, est installée depuis de nombreuses décennies déjà, donc comment sortir de ce cercle vicieux auquel vient s'ajouter le paradoxe concernant l'autonomisation et l'organisation locale qui ne sont en fait pas faites localement?

Le concept d'émancipation et d'autonomisation des populations locales fait partie des points soulevés par différents auteurs (Paris et Sisk, 2007; Pouligny et al., 2007; Mac Ginty 2008; 2010; Richmond, 2009; Roberts, 2011; Donais, 2012; Hellmüller, 2013) qui soutiennent que cette autonomisation du local doit faire partie de la mise en pratique des processus de construction de la paix afin de permettre aux différentes communautés de déterminer le type de paix qui leur convient le plus et qui serait durable dans leur cas précis. Dans le cas de cette recherche, les entrevues ainsi que l'observation ont permis de déterminer que la population trouve elle aussi important d'avoir une meilleure organisation au sein de la communauté afin de cesser d'attendre après le gouvernement et ainsi pouvoir développer leur propre capacité à s'organiser de manière efficace et légitime.

S'organiser semble toutefois difficile à faire à Julcamarca, plus qu'il ne le transparaît dans la littérature. L'idée de renforcement des capacités est présente au sein de la population, mais les actions concrètes en la matière ne suivent pas. Il faudrait, selon plusieurs participants, venir (re)développer certaines valeurs d'entraide et de solidarité qui ont été perdues lors du conflit, ce qui permettrait aux gens de développer cette volonté de s'organiser. Les participants ont d'ailleurs, à cet effet, fait part de leur appréciation des programmes de renforcement des capacités organisés par des ONGs locales telles que SISAY et l'IDL, qui sont encore aujourd'hui à l'origine de plusieurs regroupements dans la région, dont le regroupement des femmes, celui des jeunes ainsi que l'association des victimes de la violence. Ces regroupements sont toutefois encore fragiles, et demeurent difficiles à organiser selon une employée de SISAY, puisque les gens pensent de manière individuelle plutôt que collective. Il faudrait

donc, selon elle, toujours pousser dans le dos des gens afin de parvenir à organiser quelque chose et surtout pour maintenir ce qu'ils commencent.

Les initiatives proviennent donc très peu de la population elle-même, ce qui rend l'organisation et l'autonomisation plus difficile et crée un paradoxe qui se retrouve autant dans cette situation particulière qu'au niveau des théories internationales, incluant l'approche hybride. En effet, au niveau local à Julcamarca, les gens souhaitent s'organiser et développer leurs capacités, mais ils attendent que quelqu'un le fasse pour eux, que quelqu'un les pousse à aller de l'avant, que ce soit une organisation locale, internationale (Fonds Allemagne-Pérou) ou le gouvernement. Il est donc assez paradoxal de parler d'autonomisation alors que cette dernière doit être mise en place par un acteur externe. Ce problème est d'ailleurs aussi soulevé par Paris et Sisk (2007) lorsqu'il s'agit d'inclure le local, puisque les décisions et la sélection des actions à mettre en place pour l'organisation du local sont proposées par des acteurs externes. Hellmüller (2013) soulève aussi ce problème, puisque selon elle, l'international finirait tout de même par l'emporter sur le local, étant donné que la chaîne de décision demeure tout de même au niveau international, malgré les demandes de collaboration avec le local. Or, lorsque la décision finale revient à un acteur externe, elle est souvent influencée par des idées ou des concepts qui lui sont propres, ou encore par un agenda personnel particulier. Les propositions provenant de la communauté auraient alors moins de poids lors de la prise de décision, rendant le processus d'inclusion beaucoup moins efficace qu'il ne pourrait l'être en réalité.

En fait, l'idéal se retrouverait peut-être dans le modèle des organisations locales telles que SISAY, qui apportent des programmes (par exemple des regroupements organisés) qui développent par la suite leur propre processus décisionnel. L'idée est donc, à la base, d'aider les gens à s'organiser et à communiquer, pour ensuite leur offrir le soutien nécessaire sans toutefois s'ingérer dans les processus décisionnels de l'organisation. Ces organisations se rapprochent beaucoup plus de l'objectif initial de provenir directement du local, mais encore faut-il que ce genre d'organisation existe dans les communautés visées par les processus de paix et de réconciliation. Les acteurs locaux de la société civile doivent aussi travailler ensemble, s'entraider, comme l'a précédemment fait remarquer le participant 30. Avec cette collaboration locale d'institutions déjà existantes et établies dans la communauté (telles que le centre de santé, les écoles ou l'Église), ainsi que les organisations locales émergentes (l'association des victimes, le regroupement de jeunes et de femmes), le renforcement des capacités de la population désirant développer une meilleure organisation pourrait se faire mutuellement. Si de telles organisations n'existent pas, ce rôle pourrait être comblé par un groupe d'intervention de paix, qui viendrait en fait apporter le soutien technique nécessaire pour permettre au

processus organisationnel de se mettre en place dans la communauté. Toutefois, ce niveau aussi avancé d'implication locale n'est présentement pas discuté dans les débats actuels de la quatrième génération, bien qu'ils cadrent avec l'idée d'autonomisation des populations avancée par certains auteurs.

Les problèmes organisationnels au sein de la communauté, du moins dans le cadre de cette recherche, demeurent donc un obstacle, puisque les gens ne participent pas ou très peu aux processus qui sont mis en place, et empêchent le développement de processus locaux dans la communauté. Donc même si des processus sont mis en place par quelqu'un d'extérieur, il est difficile de rallier la population pour qu'elle s'implique dans ce processus, comme c'est le cas actuellement, par exemple, avec les organisations créées par SISAY. Une intervention en construction de la paix rencontrerait probablement des difficultés similaires en voulant travailler l'autonomisation et l'organisation de la communauté, même s'il s'agit effectivement de ce que les gens souhaitent pour permettre une réconciliation locale et le retour de la paix dans la communauté. L'approche adoptée par la nouvelle génération en littérature veut inclure le local, mais ne pousse pas assez loin sa réflexion sur ce niveau, et ne regarde pas les dynamiques qui affectent la réalité de la communauté, ce qui ne permet pas de voir, par exemple, ces problèmes liés à l'organisation et à l'autonomisation de la population. En d'autres mots, les auteurs cherchent à inclure le local dans le processus national, plutôt que d'approcher chaque échelle de manière différente mais complémentaire. Bien qu'elle se concentre plus particulièrement sur l'échelle locale et personnelle, cette recherche a tout de même permis de démontrer que les besoins nationaux, locaux et personnels ne sont pas les mêmes, mais qu'ils sont toutefois intrinsèquement reliés les uns aux autres. Dans l'élaboration des interventions en construction de la paix, le national et le local sont traités comme s'ils présentaient les mêmes problématiques, et qu'il suffisait de consulter le local et implémenter les résultats de la consultation au niveau national pour avoir un impact positif et efficace. Or, une approche distinctive de chaque niveau permettrait d'assurer une meilleure compréhension de leurs dynamiques respectives, pour ainsi développer des processus adaptés selon chaque situation. L'exemple du gouvernement péruvien peut d'ailleurs bien venir illustrer ces propos : au niveau national, les participants soutiennent qu'il faudrait une réconciliation avec l'État péruvien. Cette dernière passerait par la volonté du gouvernement à remplir ses promesses électorales pour mettre un terme à la violence structurelle en place, ce qui permettrait effectivement, en s'appuyant sur les idées de Richmond (2009) et de Newman (2011), de mettre en marche le processus de réconciliation nationale, en plus de répondre à la demande de la population locale concernant les besoins quotidiens et le développement de la région.

Toutefois, cette recherche a aussi permis d'identifier certains traits locaux, tels que les séquelles psychologiques, une importante méfiance ou encore de la violence familiale, qui ne seraient pas adressés par une intervention de paix approchant le local à travers les yeux du national, puisque ces problématiques sont propres à la communauté. Le recours à une approche reposant sur des méthodes anthropologiques venant considérer le local comme une échelle à part entière vient donc compléter une approche se concentrant plus sur le niveau national, mais qui désire prendre en considération de niveau local dans l'élaboration de ses processus. Très peu d'auteurs poussent toutefois actuellement leur réflexion aussi loin lorsqu'il s'agit d'inclure la communauté locale dans le processus de paix et de réconciliation.

Pour pousser encore plus loin cette réflexion, l'échelle individuelle doit aussi être prise en compte, comme vient le démontrer le cas de Julcamarca. Toutefois, au niveau de la théorie internationale, les auteurs adressent très peu ce besoin de travailler au niveau psychologique ou au niveau du comportement et des valeurs des gens ayant été affectés par un conflit, dans le but de traiter les séquelles qui pourraient subsister suite à la violence. Certains auteurs, comme Pouligny et al. (2007) traitent de l'importance de la psychiatrie lorsqu'il s'agit de retour à la paix et à la réconciliation, un sujet qui doit être développé à plus grande échelle et être plus sérieusement discuté par les théoriciens du peacebuilding. Renner et Spencer (2012) supportent aussi cette idée en soulevant l'importance de la guérison psychologique personnelle pour les individus affectés. Darweish et Rank (2012) notent aussi ce manque de développement et d'études concernant le niveau individuel, puisque selon eux les relations entre les individus sont essentielles dans un processus de paix et de réconciliation. Or, la reconstruction du tissu social et des relations entre les membres d'une même communauté est aussi négligée dans la littérature, comparativement à la reconstruction des relations à la verticale, entre la population et le gouvernement (incluant les autorités), plus abondamment discutée. L'échelle individuelle doit donc être plus développée, et même si certains auteurs commencent à regarder de nouvelles approches pour remédier à ce manque, beaucoup de travail demeure encore à faire pour y parvenir et inclure directement les populations et les individus dans leur propre processus de réconciliation.

En observant plus attentivement cette échelle personnelle, il est aussi possible de constater, du moins dans le cas de Julcamarca, que plusieurs des problèmes au niveau communautaire découlent de problèmes personnels. Cette relation entre les deux échelles, souvent imperceptible au premier coup d'œil, permet de venir réaffirmer l'importance d'approcher les deux niveaux séparément, afin de comprendre leurs dynamiques individuelles, tout en tenant compte des relations et des influences entre

les deux lorsqu'il s'agit de développer les processus de paix. Pour permettre une bonne compréhension de l'échelle personnelle, voire même tout simplement pour identifier qu'elle existe dans une communauté donnée, il faut une recherche approfondie, incluant directement la population locale, puisque plusieurs éléments concernant cette échelle sont imperceptibles à l'œil nu, ou se déroulent à l'abri des regards. Le changement d'échelle de violence, par exemple, semble désormais faire partie du quotidien, puisque les gens en parlent comme si c'était normal qu'il y ait un haut taux d'alcoolisme et de violence familiale dans la communauté. Or, ce n'est pas quelque chose d'entièrement culturel, bien qu'il y ait beaucoup de *machismo* dans la communauté. Une partie de cette violence s'est développée suite au conflit, en raison des traumatismes vécus par certaines personnes, qui se sont entre autres traduits avec le temps par de la violence familiale. Les gens souffrant d'alcoolisme font aussi souvent partis de ceux qui commettent les actes de violence selon ce qui a été soulevé par les participants, mais il faut aussi comprendre pourquoi ces gens s'adonnent autant à l'alcool. Plusieurs soutiennent d'ailleurs que c'est pour oublier ce qu'ils ont vécu pendant les années de violence, ce qui est tout à fait plausible, mais il faudrait que ces informations soient vérifiées afin de permettre le développement d'une solution adaptée à ce type de problèmes résultant du conflit et empêchant le développement durable de la paix. Ce qui est présentement apporté au niveau du peacebuilding ne se rend pas si profondément dans la vie des gens afin de mieux comprendre le contexte de ce qui peut être observé comme étant simplement quelque chose de culturel, et non une conséquence directe du conflit.

L'une des critiques qui pourrait donc s'appliquer ici repose sur l'approche de la théorie face au niveau local. Le « local » est présentement approché comme un tout par les différents auteurs, incluant ceux tels que Donais (2012) et Mitchell et Hancock (2012) ayant effectué des études de cas sur l'appropriation locale des processus de paix. Richmond (2009), Newman (2011) Roberts (2011) et plusieurs autres étudient aussi le local comme étant un sujet, alors qu'il se compose en fait, comme l'a clairement démontré cette recherche, de plusieurs dynamiques locales, incluant l'influence de dynamiques personnelles. Le local ne sera donc pas le même pour deux communautés voisines, ou encore pour deux voisins ayant été directement impliqués dans le conflit et connaissant leur passé respectif, qui doivent désormais vivre dans un espace commun. Dans la littérature actuelle, les individus ne sont pas reconnus comme des acteurs participants activement aux processus, mais plutôt comme des sujets passifs ne faisant que bénéficier des effets découlant de ces processus. L'inclusion du local doit donc aller plus loin que de simplement considérer les bénéfices d'un processus sur une communauté en général, ce qui manque actuellement dans les débats théoriques, et la première étape serait de considérer les individus comme étant actifs et ayant un rôle à jouer dans les processus de paix

et de réconciliation, plutôt qu'un sujet passif n'influençant pas la réalité locale. En d'autres mots, le local doit être perçu autrement qu'il ne l'est actuellement par les auteurs en construction de la paix.

Par ailleurs, chaque niveau est présentement étudié séparément et tente d'être incorporé à l'autre plutôt que de venir le compléter. Bien qu'il s'agisse d'une première étape, la critique d'Autesserre et de Mac Ginty concernant la collaboration entre les relations internationales et l'anthropologie est loin d'avoir été complètement adressée. Les deux disciplines doivent communiquer et établir un dialogue, partager et relier les différentes dynamiques afin de se compléter, plutôt que de discuter un tout en l'analysant séparément, comme c'est le cas actuellement. À titre d'illustration, en regardant l'idée de sécurité humaine de Newman (2011), il est possible de s'entendre sur l'aspect positif de la théorie qu'il avance, c'est-à-dire que venir remplir les besoins de la population en renforçant les liens de cette dernière avec son gouvernement est une idée qui serait généralement acceptée de tous. Le bénéfice au niveau de la paix et de la réconciliation nationale est aussi visible dans ses propos. Mais en quoi le développement est-il bénéfique localement et individuellement pour les gens d'une communauté donnée? En d'autres mots, comment le fait de combler les besoins de la population locale viendra permettre l'amélioration du processus de paix et de réconciliation dans la communauté? Les différents auteurs ne discutent pas ou très peu ces questions, soutenant plutôt qu'ainsi les populations locales bénéficieront des processus nationaux particulièrement en matière de développement, ce qui vient uniquement remédier à la critique selon laquelle les effets de la paix libérale bénéficient automatiquement aux communautés, même si initiés au niveau national. Il y a donc là un manque important de compréhension et d'inclusion de la population, des individus dans les réflexions de cette quatrième génération.

Les gens eux-mêmes sont en fait les mieux placés pour déterminer ce dont ils ont besoins, d'où l'importance d'aller les questionner directement. Or demander à quelqu'un ce qu'il désire et le lui offrir ne vient pas nécessairement résoudre le problème. Par exemple, plusieurs participants demandent d'obtenir un service de soins psychologiques de qualité, constant, en plus de recevoir ces soins de la part d'un professionnel comprenant leur langue maternelle. En théorie réalisable, la réponse à cette demande permettrait de rendre les services demandés disponibles à la population. Sans une meilleure connaissance de la réalité locale, il serait facile de croire que la situation est réglée, puisque la demande a été (théoriquement) adressée. Or, dans le cas particulier de Julcamarca, le recours à des soins psychologiques demeure un tabou dans la société, et le simple fait d'offrir le service ne veut pas dire que les gens vont venir en bénéficier, même s'ils en ont besoin, justement en raison de ce tabou. Il faut donc, en plus de consulter la population et de les considérer acteurs de leur paix et de leur

réconciliation, bien comprendre le contexte, la culture et la réalité actuelle dans la communauté, afin de développer des processus adéquats et efficaces. Le peacebuilding n'est pas encore rendu à cette échelle, mais vise actuellement une meilleure compréhension de la culture locale, ce qui permettrait éventuellement d'adresser ce problème, si une étude approfondie de chaque cas est faite, déterminant ces facteurs locaux qui sont souvent ignorés simplement par mégarde.

Lorsqu'ils étudient la culture locale afin d'en avoir une meilleure compréhension, les auteurs de la quatrième génération se concentrent surtout sur la participation de la société civile dans le développement des modèles des processus qui seront mis en place dans leur communauté, puisqu'ils les considèrent représentatifs de la communauté et capable d'expliquer l'histoire, les besoins quotidiens et la culture de la population visée. Ces groupes de la société civile sont sélectionnés par des acteurs externes et peuvent ne pas être représentatifs de toutes les couches de la société présentes dans une région (Paris et Sisk, 2007). Dans le cas de Julcamarca, une grande variété d'acteurs du conflit vit aujourd'hui ensemble dans la communauté, et favoriser un certain groupe par rapport à un autre pourrait amener des problématiques dans le processus de réconciliation (par exemple si uniquement les victimes de certains types de violence sont représentées par la société civile sélectionnée). De plus, certaines variables peuvent ne pas être observables, ou encore sembler faire partie du quotidien, alors qu'elles sont en fait devenues ainsi suite au conflit. Par exemple, le changement de comportements individuels de même que les changements de valeurs ne peuvent pas être compris au premier coup d'œil par un chercheur provenant de l'extérieur de la communauté, puisque ces comportements sont aujourd'hui la norme pour la population. Le comportement, dans ce cas l'individualisme, peut donc être noté par un chercheur, mais ce dernier ne peut savoir qu'il s'agit en fait d'une conséquence, du moins en partie, du conflit, puisqu'il n'a pas observé la communauté avant ni pendant le conflit. Dans le cas de Julcamarca, les participants souhaitent que ces changements au niveau des valeurs et du comportement soient adressés par les processus de réconciliation locaux, afin de permettre la reconstruction du tissu social et le retour des relations d'amitié et de partage dans le village. Puisque les auteurs en construction de la paix de traitent pas (encore) de la nécessité d'élaborer des processus de réconciliation à ce niveau, il faut se tourner vers des auteurs travaillant spécifiquement sur la réconciliation pour voir des développements théoriques en matière de reconstruction du tissu social et de réconciliation locale.

Govier et Verwoerd (2002) de même que Darweish et Rank (2012) soulèvent ce problème de manque de confiance lorsqu'un pays est affecté par un conflit interne, et soutiennent que la reconstruction de ce lien de confiance est à la base de la réconciliation. «Groups and individuals who

resent each other and are suspicious, or even hateful, toward each other cannot effectively work together within institutions» (Govier et Verwoerd, 2002: 184). Cet extrait de texte vient appuyer ce que les participants à cette recherche ont expliqué lors de leurs entrevues, c'est-à-dire qu'il faut que les gens puissent à nouveau travailler ensemble afin de permettre à chaque individu mais aussi à la communauté d'aller de l'avant et de progresser. Par exemple, Govier et Verwoerd mentionnent que la réconciliation entre le gouvernement et la population ne se fait pas de la même manière que la réconciliation entre deux communautés ou entre un groupe d'individus. Il est important de considérer ces différentes réalités lors de la mise en place des programmes de paix et de réconciliation. Lorsqu'il s'agit de réconciliation entre le local et le national, les participants soutiennent qu'il n'y a effectivement pas de confiance entre les deux échelles, et les processus devant être mis en place selon eux sont différents de ce qui devrait être fait au niveau plus personnel et communautaire. La relation de confiance entre le gouvernement et la communauté est relativement faible, et la reconstruction de ce lien passerait entre autres par le respect des promesses de développement faites par le gouvernement envers la communauté, afin de mettre définitivement fin à la violence structurelle en place depuis de nombreuses années. Les gens désireraient, en termes simplifiés, que le gouvernement remplisse ses obligations, crée des emplois, améliore l'éducation et le système de santé, pour que la population puisse avoir une meilleure vie, ce qui revient à ce qui a été discuté plus haut dans ce chapitre.

La Commission de vérité et réconciliation est par ailleurs un bon exemple d'un processus de réconciliation entre le local et le national qui est souvent supporté par les interventions de peacebuilding. La CVR au Pérou n'était pas une mauvaise chose, et a définitivement eu des impacts positifs en ce qui concerne la paix et la réconciliation verticale au pays. Or, les critiques soulevées par les participants, de même que les idées amenées par Govier et Verwoerd démontrent que travailler sur une seule échelle est insuffisant. Une réconciliation avec l'État et la mise en lumière des événements qui se sont produits pendant les années de violence ne permettent pas de retisser les liens sociaux entre deux voisins, et n'apprennent pas non plus à un individu à refaire confiance aux autres après 20 ans de méfiance.

Les approches en matière de réconciliation locale et personnelle du sein d'une communauté sont très peu discutées dans les débats théoriques sur le peacebuilding, mais demeurent tout de même présentes à travers notamment Govier et Verwoerd (2002). Cependant, la littérature locale à ce sujet est beaucoup plus présente au Pérou, mais aussi dans d'autres cas de processus de réconciliation, notamment en Irlande et en Bosnie-Herzégovine. Dans le cas du Pérou, Caballero Martin (2009) ainsi que l'Asociación Paz y Esperanza (2005) traitent particulièrement de la sensibilisation, de l'éducation

ainsi que de la discussion au sein d'une communauté pour remédier aux problèmes d'individualisme et de méfiance causés par le conflit. Selon ces deux auteurs, le simple fait de discuter et de s'informer sur un sujet particulier permettrait une meilleure compréhension des enjeux qui y sont reliés, brisant ainsi la barrière de l'inconnu et donc la peur à l'origine de cette méfiance des autres et de ce repli sur soi-même. Aucune initiative de ce genre, outre les organisations mises sur pied par SISAY et les ateliers de l'IDL, n'a pu être observée sur le terrain dans le cas de Julcamarca, mais les idées sont tout de même discutées dans la littérature, ce qui démontre un certain progrès sur le sujet.

La Bosnie-Herzégovine et l'Irlande sont deux exemples concrets dans lesquels les processus locaux ont été implantés par la population afin de travailler sur la réconciliation locale. Par exemple, une victime et un agresseur reconnu coupable d'un attentat à la bombe dans les années 1980 en Irlande se sont unis afin de mettre en place l'organisation *Building Bridges for Peace*. «Building Bridges for Peace advances conflict transformation by facilitating those involved in hostilities to break the cycle of violence and revenge by appreciating the humanity of their opponents and the power of empathy. [...] [They] facilitate workshops around the world which enable dialogue between opposing groups and give talks on conflict resolution and alternatives to violence» (Building Bridges for Peace, Consultée le 9 juin 2016). La discussion est aussi utilisée, entre autres, par le *Centre for Nonviolent Action* en Bosnie-Herzégovine dans le cadre de leurs ateliers réunissant des Serbes, des Croates et des Bosniaques, afin de travailler avec eux ce thème de confiance, de réconciliation et de construction de la paix⁸. Il est donc possible de voir que lorsqu'il y a un désir d'aller de l'avant et de construire un avenir ensemble, il existe des options pour s'organiser, mais encore faut-il de la volonté de la part des participants pour que ces projets se réalisent, et que les méthodes employées soient adéquates selon la situation. Ces deux approches viennent aussi démontrer le bénéfice de considérer la population locale en se concentrant sur l'individu plutôt que sur la collectivité ou encore un narratif, rendant ainsi les « sujets » humains, sensibles et surtout impliqués dans les processus. Bien que cette transformation soit de plus en plus visible dans les débats théoriques du peacebuilding comme il a été possible de le voir précédemment, l'individu ne se voit pas encore accorder la place qu'il devrait occuper dans le développement des processus de paix et de réconciliation.

D'un autre côté, il ne faut pas non plus idéaliser ce que la réconciliation peut faire dans une période de temps donné. L'objectif ici n'est pas de trouver le processus magique qui permettrait à tous de vivre heureux, en harmonie et sans aucun conflit. Comme le notent Govier et Verwoerd (2002) «[a]

⁸ Pour plus de détails, voir Francovic, Ivana, Nenad Vukosavljevic et Tamara Smidling (2014). *Reconciliation ?! Training Handbook for Dealing with the Past*, Center for Nonviolent Action, Sarajevo 148p.

realistic goal in contexts of reconciliation is not total harmony; nor is it a state of blissfully enduring unity. Rather, it is the building and sustaining of a relationship with sufficient closeness and trust to handle the conflicts and problems that will inevitably arise in the course of time» (p. 186). C'est d'ailleurs là que la sensibilisation, l'éducation et le renforcement des capacités prennent tout leur sens, puisque les gens doivent (ré)apprendre à pouvoir se faire confiance, et ce processus nécessite du temps, mais aussi beaucoup de travail. L'éducation et la sensibilisation aux valeurs et aux enjeux liés au développement communautaire font parties des solutions mentionnées au niveau local comme étant souhaitées, si non nécessaires, pour permettre une meilleure organisation et coordination au niveau local. Cette idée de renforcer les capacités à travers l'éducation n'est que très peu mentionnée au niveau international, mais est très présente dans la littérature locale péruvienne traitant du conflit et de la réconciliation, dont celle de Caballero Martin (2009) et de l'Asociación Paz y Esperanza (2005). Il est donc possible de voir que des solutions existent, sont déjà discutées et ont même été dans certains cas mises en place suite à un conflit, ce qui signifie qu'il serait possible pour les auteurs de la quatrième génération en construction de la paix de collaborer ou de s'inspirer de la littérature ou des initiatives locales afin d'inclure cette échelle communautaire et surtout personnelle dans le développement de processus de paix et de réconciliation. Les bases existent, comme il a été possible de le voir tout au long de cette recherche, pour une meilleure collaboration entre le local et l'international, et des voies de dialogues sont déjà disponibles notamment à travers la littérature.

En résumé, cette recherche a permis de déterminer que le travail doit être fait de manière différente selon l'échelle et le type de paix et de réconciliation visés. Certains des processus ont effectivement un lien direct avec le débat théorique tenu par la quatrième génération de peacebuilding, alors que d'autres aspects sont encore fortement négligés par cette dernière. Une voie de dialogue a toutefois été ouverte avec l'arrivée de cette nouvelle génération de pensée, qui soutient qu'il faut accorder plus d'attention au local, aux besoins des gens et à la stabilité mais surtout à l'efficacité des institutions étatiques à remplir adéquatement leurs fonctions. L'approche plus institutionnaliste et économique que prônaient les interventions de paix par le passé est tout de même encore présente, et même si le développement économique fait partie des processus demandés par les participants de cette recherche, «l'argent n'apporte pas la paix et ne permet pas aux gens de bien vivre ensemble» (Entrevue 27). La paix et la réconciliation ne peuvent donc pas uniquement reposer sur une approche de développement libérale, puisque la violence structurelle en place ne permettrait pas à la population de Julcamarca de bénéficier de ce développement. Il faut donc aussi un développement social, ce qui

permettrait, en parallèle, de reconstruire les liens de confiance entre le local et le national, un processus nécessaire à la paix et à la réconciliation. Les niveaux local et personnel ne doivent cependant pas être négligés puisqu'il est difficile pour des gens qui ne se font pas confiance et qui vivent en permanence avec un sentiment de peur et des séquelles psychologiques résultant des événements passés de s'organiser et d'aller de l'avant en travaillant ensemble pour construire un avenir commun. Cette dernière étape du processus de paix et de réconciliation est encore très peu présente dans la littérature, mais occupe une place très importante dans le discours des participants pour le cas spécifique de Julcamarca, ce qui en fait une bonne piste d'étude pour de futures discussions internationales sur la construction de la paix. Tout cela repose sur une meilleure compréhension des réalités locales, qui pourrait débiter, par exemple, par l'inclusion de littérature locale sur le sujet, tel que le livre de Caballero Martin (2009), qui soulevait déjà, dans sa proposition de processus de paix et de réconciliation, de construire une politique étatique différente afin d'établir une nouvelle relation avec les communautés autochtones, en plus de travailler au niveau organisationnel pour qu'il y ait une meilleure représentativité et légitimité des populations éloignées et affectées par la violence structurelle à travers la représentation sociale, ce qui vient rejoindre deux points importants soulevés par les participants.

À la lumière de cette étude, il est donc possible de conclure que des liens peuvent être établis, mais que ces derniers doivent être approfondis et consolidés afin d'obtenir de meilleurs résultats et permettre une collaboration plus efficace entre les niveaux international, national et local. Un changement d'approche doit tout d'abord être fait en matière de paix et de réconciliation afin que la communauté soit considérée comme un acteur lors des processus, plutôt qu'un sujet passif. En incorporant cette approche plus humaine plutôt que simplement locale, il sera possible de développer de meilleurs processus adaptés à la réalité quotidienne des gens et répondant directement aux problèmes soulevés par les participants lorsque ces derniers soutiennent qu'il y a la paix, mais qu'il manque quelque chose pour qu'elle soit complète. La réalité locale varie d'une communauté à l'autre selon les dynamiques tenant cours dans la localité, ce qui peut venir affecter l'efficacité des processus mis en place. Les individus sont souvent les premiers affectés par un conflit interne, mais ils sont aussi acteurs de leur propre processus de paix et de réconciliation, ce qui n'est actuellement que très peu considéré dans la littérature internationale. Les auteurs sur la réconciliation commencent à regarder les interactions locales entre les individus et la reconstruction du tissu social à cette échelle, mais, du moins dans le cas de Julcamarca, les dynamiques individuelles, soient la méfiance et l'individualisme, viennent compliquer la tâche au niveau local à cet effet. Les acteurs doivent aussi progresser avec la

communauté lors de l'implémentation de processus, d'où l'importance de regarder plus en profondeur les différents impacts sur les individus et les conséquences de cela sur les processus communautaires. Ce changement de perception viendrait aussi adresser les différents paradoxes concernant la victoire de l'international sur le local, malgré la bonne volonté d'inclure la communauté dans le processus, puisque ces derniers sont tout de même faits par des acteurs externes, qui ont eux-mêmes identifiés les intervenants locaux de même que les besoins de la population. Il existe toutefois une différence notable entre supporter une initiative locale ou donner un coup de pouce à un processus, comparativement à implémenter un processus développé à l'extérieur de la communauté et demander la collaboration pour qu'il soit mis en place. Or, actuellement, cette deuxième option est privilégiée lorsqu'il s'agit de peacebuilding, alors que cette recherche soutient que la première méthode serait préférable, puisqu'elle permet d'identifier des dynamiques qui n'auraient autrement pas été considérées.

Bref, la paix et la réconciliation n'en seront que plus stables à long terme si une meilleure compréhension des enjeux nationaux, locaux et individuels qui y sont reliés en est faite, et que les différentes disciplines qui les étudient travaillent et communiquent ensemble pour faire les liens nécessaires, comme vient clairement le démontrer cette recherche.

Conclusion

Afin de mieux comprendre le contexte ayant permis à la région de continuer à vivre ensemble suite au conflit l'ayant touché entre 1980 et 2000, la question de recherche suivante a été posée : Quels sont les processus qui, dans une communauté ayant été affectée par un conflit interne, permettent une certaine réconciliation au niveau local? Grâce aux données recueillies lors d'un séjour terrain de six semaines, en plus de celles obtenues lors de 32 entrevues réalisées avec des habitants de la communauté, il a été possible d'identifier divers processus souhaités par la population afin de permettre le retour de la paix dans la communauté. Une revue de littérature provenant de sources internationales ainsi que locales est venue étoffer les renseignements obtenus et offrir une meilleure compréhension du contexte historique et de la mise en situation locale. Ces processus ont été analysés à la lumière des définitions locales de la paix et de la réconciliation, de même qu'en relation avec les dynamiques locales en situation post-conflit.

Afin de permettre une certaine paix et réconciliation, plusieurs programmes ont été mis en place par le gouvernement, dont la Commission de vérité et réconciliation, qui a permis de développer certains processus de réconciliation, mais plusieurs de ces derniers n'ont pas été bien gérés (et ne l'étaient toujours pas en 2014), ce qui soulève de nombreuses critiques de la part de la population qui aurait dû bénéficier de ces processus. Malgré toutes ces critiques, aucun processus local n'a pu être observé dans la communauté, outre ceux mis en place par des organisations non-gouvernementales locales. Avant d'aller plus loin et voir pourquoi aucun processus n'avait été mis en place, il fallait établir quelles étaient les définitions de la paix et de la réconciliation selon les participants, ce qui a permis de faire ressortir un concept clé : la tranquillité. Il s'agit du facteur le plus important pour définir la paix, c'est-à-dire que la vie de tous les jours est tranquille, et que rien ne vient perturber le déroulement des activités quotidiennes, comparativement à ce qui s'est déroulé lors du conflit. Cependant, d'autres éléments viennent s'ajouter afin d'obtenir un niveau plus élevé de paix, soit l'absence de violence, le développement ainsi qu'une harmonie permettant de bien vivre en communauté.

Dans le cas de la réconciliation, les mêmes concepts s'appliquent, mais une autre échelle vient prendre la place : l'échelle individuelle. Les entrevues ainsi que l'observation terrain ont effectivement permis de déterminer que la réconciliation et la paix devaient être mesurées sur plusieurs échelles : au niveau national avec le gouvernement, au niveau local avec les membres de la communauté et les

communautés voisines, mais surtout au niveau personnel. C'est à cette dernière échelle que se situe, pour la majorité des participants, les processus de réconciliation, comparativement aux processus de paix, qui sont plus nationaux et communautaires. Les deux sont toutefois inter-reliés, et doivent être adressés conjointement afin d'obtenir des processus adéquats bien adaptés à la réalité locale. La réconciliation se définirait donc, en résumé, par l'amitié, basée sur des relations de confiance et un respect de l'autre et de ses opinions. Le dialogue obtient aussi une grande place dans cette définition, puisqu'il encourage chacun des concepts précédents, en plus de favoriser la progression individuelle vers la réconciliation avec soi, mais aussi avec les autres.

Même si la paix semble donc installée avec toute cette tranquillité, beaucoup de travail demeure encore à faire, puisque toutes les conditions décrites dans les définitions ne sont pas remplies dans la communauté. Beaucoup de traumatismes ont survécu au conflit, créant une atmosphère peu propice à la réconciliation dans la communauté. Sans toutefois être visible, la violence est encore présente dans la communauté, se déroulant majoritairement derrière des portes closes. Les habitants se méfient, ne se font pas confiance, et ont développé un comportement axé beaucoup plus sur l'individualisme plutôt que sur les relations avec les autres, ce qui complique d'autant plus le processus de réconciliation. Plusieurs personnes sont aussi encore affectées psychologiquement par ce qu'elles ont vu ou vécu lors du conflit, et n'ont pas (ou ne veulent pas avoir) accès à des soins psychologiques adéquats qui leur permettraient d'aller de l'avant. Tous ces facteurs rendent la relation entre la vie personnelle et communautaire plus difficile, affectant ainsi négativement le processus paix et de réconciliation selon la définition qu'en donnent des participants.

Les définitions de la paix et de la réconciliation étant différentes mais complémentaires, les processus souhaités comportent aussi des approches différentes venant se compléter les unes les autres. Au niveau national, le développement économique viendrait permettre aux individus d'être plus autonomes financièrement et de pouvoir prendre soins de leur famille, leur permettant ainsi d'aller de l'avant avec leur vie. Par la suite, le développement social devrait être considéré, en mettant l'accent sur les soins de santé, l'éducation et le développement des communications, venant ainsi appuyer le développement de la communauté et l'accès aux services permettant de meilleures conditions de vie, une étape importante dans la progression vers la paix puisque les gens auraient enfin le sentiment d'avoir été écoutés et entendus. Or, les habitants de la communauté attendent (depuis plusieurs décennies d'ailleurs) que le gouvernement national mette en place ces différents projets de développement. Cette négligence de l'État à remplir ses devoirs envers la population vient amener un autre processus d'importance, soit une réforme des institutions, qui permettrait à la région d'avoir une

présence gouvernementale et ainsi de pouvoir bénéficier de plus d'attention de la part du gouvernement. Toutefois, la paix et la réconciliation ne pourraient être achevées sans que des processus travaillant le niveau personnel ne soient mis en place, puisqu'il faut, selon les participants, permettre à chacun de se guérir, pour ensuite pouvoir participer à la réconciliation au sein de la communauté. L'accès aux soins psychologiques devrait être l'un des premiers processus mis en place selon les participants, afin de permettre aux gens d'améliorer leur condition, et de pouvoir mieux participer au développement de la paix et de la réconciliation dans la communauté. Il est effectivement très difficile de travailler avec les autres sur un tel sujet lorsqu'un individu est encore affecté lui-même par des séquelles résultant de ces mêmes événements. Une fois les problèmes adressés au niveau personnel, un travail devrait aussi être fait au niveau communautaire, afin de reconstruire le tissu social s'étant brisé lors du conflit. Des ateliers, de la sensibilisation et de la capacitation devraient donc faire partis des processus mis en place, pour permettre de faire diminuer cette méfiance envers les autres et améliorer le comportement individualiste adopté par plusieurs au fil des ans. En donnant les moyens à la communauté de s'organiser et de se regrouper, les relations entre les habitants s'amélioreraient à travers le dialogue et l'atteinte d'un objectif commun, rassembleur. Une meilleure organisation locale permettrait aussi, toujours selon les participants, d'aller de l'avant sans attendre après le gouvernement, ou en d'autres mots de faire passer la paix et la réconciliation locale avant le national.

Dans le cas du Pérou, aucune intervention de paix internationale n'est venue interférer avec l'établissement de ces processus de paix, ce qui permet de les voir comme provenant réellement de la population et du pays lui-même, en tenant compte de sa propre culture, de son historique et de sa réalité. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour laquelle ce cas précis avait été choisi, puisqu'il permet de comparer les processus originaux avec la théorie internationale en construction de la paix. Toutefois, très peu de processus locaux ont été mis en place dans la communauté, ce qui n'a pas empêché les participants d'en avoir long à dire sur les processus qu'ils souhaiteraient voir mis en place et qu'ils considèrent nécessaires pour atteindre la paix et la réconciliation. Ces processus souhaités selon la population locale à Julcamarca se reflètent-ils dans la théorie de construction de la paix (*peacebuilding*) prédominante sur la scène internationale? Il y a définitivement des points de dialogue pouvant être établis entre les deux, mais certains aspects n'en demeurent pas moins négligés lorsqu'il s'agit d'inclure le local dans les processus de paix et de réconciliation. Les pistes suggérées dans la théorie internationale vont définitivement dans la bonne direction en incluant l'importance de combler les besoins quotidiens de la population, notamment à travers une approche de renforcement des capacités de l'État, lui permettant ainsi de répondre par lui-même en établissant les politiques adéquates de

développement social et économique dans ses communautés. Toutefois, encore faut-il qu'il ait la volonté de le faire, un problème affectant actuellement le cas de Julcamarca, mais qui n'est pas adressé dans les débats internationaux actuellement. Une meilleure compréhension de la réalité locale, de la culture et du contexte de ces communautés avant d'élaborer un plan et des processus de paix et de réconciliation est donc un bon point de départ et permettrait d'inclure des éléments qui autrement seraient mis de côté.

La littérature sur la réconciliation tente aussi de plus en plus d'inclure les soins psychologiques de même que la reconstruction du tissu social local plutôt qu'uniquement national, ce qui représente aussi un excellent point, qui est d'ailleurs présent dans le discours des participants. Toutefois, l'approche demeure avant tout locale, et considère souvent cette échelle comme un tout uniforme, alors qu'il est en fait composé, comme l'a soulevé cette recherche, d'interactions et de dynamiques avec les individus vivant dans cette communauté. L'accent actuellement est surtout mis dans l'inclusion du local comme bénéficiaire des processus, alors qu'il s'agit en fait d'un acteur qui doit être pris en considération. Bien que des discussions commencent à ce sujet, tant au niveau du peacebuilding que de la réconciliation, pour que les individus soient considérés en tant qu'individus dans l'établissement des processus, beaucoup de chemin reste à parcourir avant d'atteindre une inclusion du local réellement représentative des dynamiques communautaires et personnelles. D'ailleurs, de nombreux paradoxes doivent aussi être adressés, notamment au niveau de l'identification des besoins de la communauté en matière de processus de paix et de réconciliation, mais aussi concernant la manière dont ces processus seraient implémentés dans la société. Le discours actuel parle encore d'appropriation des processus, alors que selon cette recherche, il faudrait plutôt parler d'autonomisation et d'organisation de la communauté locale afin qu'elle puisse elle-même mettre en place ce qu'elle désire. Des ateliers de sensibilisation, de formation et de capacitation sont souhaités par la population locale, du moins dans le cas de cette étude, mais une approche axée sur la sensibilisation et l'éducation ne figure pas dans la théorie pour le moment.

Que ce soit dans le cas précis de Julcamarca ou dans d'autres études du même registre, cette recherche vient démontrer l'importance de comprendre et d'analyser le contexte local et les dynamiques présentes au sein de la communauté tout comme des individus, ce qui permet l'établissement de processus adaptés et adaptables aux différentes situations. Le peacebuilding actuel est encore trop attaché au concept de paix libérale, même s'il tente, notamment avec l'approche hybride, de s'en détacher en incluant les populations locales et en les considérant dans leur approche. Certains points théoriques tels que le développement et la fin de la violence structurelle sont

directement en lien avec l'étude de cas réalisée dans le cadre de cette recherche, mais la communauté veut aller plus loin et développer ses capacités au-delà de ce que propose la théorie, tant au niveau de la paix que de la réconciliation. Cette dernière est cependant plus près des processus souhaités par les participants malgré le manque de reconnaissance du rôle des individus dans la littérature jusqu'à maintenant.

Cette recherche soulève aussi beaucoup de questions concernant le cas de Julcamarca, mais aussi l'évolution de la théorie en peacebuilding et en réconciliation. Il serait par exemple intéressant de voir si, dans d'autres communautés affectées par un conflit interne, les réponses concernant les processus de paix et de réconciliation seraient similaires, comme au Rwanda, en Sierra Leone ou encore en Ex-Yougoslavie. Le temps qui s'est écoulé entre la fin du conflit et la période de recherche pourrait aussi avoir eu un impact sur les réponses fournies par les participants, comparativement à une recherche similaire qui aurait eu lieu tout de suite après la fin du conflit, au début des années 2000. Il serait donc intéressant de voir, par exemple dans le cas de la Syrie, si des rapprochements peuvent être faits entre ces deux cas, et quels seraient alors les liens à établir entre les réponses locales et les discussions théoriques en matière de peacebuilding. Dans un autre ordre d'idée, certaines questions sont aussi soulevées par les conséquences du conflit encore présentes dans la communauté, et sur les processus suggérés pour y remédier. En premier lieu, plusieurs participants ont soulevé le changement de comportement et de valeurs des habitants entre avant et après le conflit. Il serait intéressant de pousser plus loin cette réflexion afin de mieux comprendre ce qui a causé ce changement, et de voir jusqu'à quel point il est relié au conflit violent ayant touché la région. En deuxième lieu, il serait aussi intéressant d'adresser le paradoxe voulant que les habitants de la communauté désirent s'organiser et considèrent qu'il s'agit d'un processus nécessaire à la paix et à la réconciliation, mais que la volonté des participants de le faire est très faible. En d'autres mots, ils attendent d'être organisés, ce qui en effet se traduit par un processus pouvant mener à la réconciliation, mais nécessitant un autre processus encore relativement flou pour y parvenir.

Au niveau de la paix et de la réconciliation, il serait aussi intéressant de voir la manière dont une collaboration théorique serait développée entre la construction de la paix et la réconciliation. Dans la revue de littérature de cette recherche, les deux concepts sont rarement traités par un même auteur, alors qu'il est clairement démontré dans cette étude que les concepts sont reliés et qu'ils doivent être considérés ensemble dans l'établissement d'une situation post-conflit stable et durable. Le dialogue entre les différents champs d'études est encore très absent et critiqué, et cette recherche vient ouvrir la porte à ce dialogue, à être continué par d'autres auteurs. Elle apporte ainsi une certaine contribution à la

littérature unissant l'anthropologie et les relations internationales, mais ne peut, à elle seule, venir répondre à toutes ces questions quasi-inexplorées entre les deux champs d'études. Une voie de dialogue entre les deux a été ouverte grâce aux participants de cette recherche, et d'autres chercheurs pourront s'en inspirer afin de réduire l'écart encore trop présent entre les deux (et maintenant trois si le niveau personnel est considéré) échelles de paix et de réconciliation.

Bibliographie

- Aldiabat, Khaldoun et Carol-Lynne Le Navenec, 2011. «Clarification of the Blurred Boundaries between Grounded Theory and Ethnography: Differences and Similarities», *Turkish Online Journal of Qualitative Inquiry*, vol. 2 no. 3
- Alejos Calderon, Walter, 2004. *Reparaciones y restituciones de derechos: Propuestas Legislativas en el Marco de las Recomendaciones de la Comisión de Verdad y Reconciliación*, Subcomisión encargada del seguimiento de las conclusiones y recomendaciones de la Comisión de Verdad y Reconciliación del Congreso de la Republica, Lima, 195p.
- Alexander, Rudolph Jr., 2006. «Restorative Justice: Misunderstood and Misapplied», *Journal of Policy Practice*, vol. 5, no. 1, pp. 67-81
- Allais, Lucy, 2012. «Restorative Justice, Retributive Justice and the South African Truth and Reconciliation Commission», *Philosophy & Public Affairs*, vol. 39, no. 4, pp. 331-363
- Andrieu, Kora, 2009. «"Sorry for the Genocide": How Public Apologies Can Help Promote National Reconciliation», *Millenium: Journal of International Studies*, Vol. 38, No. 1, pp. 3-23
- APRODEH, 2003. *Plan integral de Reparaciones: Informe Final de la Comisión de Verdad y Reconciliación, version resumida*, APRODEH, Lima, 40p.
- APRODEH et ICTJ, 2008. *Escuchado las voces de las comunidades: Un studio sobre la implementación de las Reparaciones Colectivas en el Perú*, APRODEH, Lima, 32 p.
- Asociación Paz y Esperanza, 2005. *Qué dice el informe de la comisión de verdad y reconciliación? Conclusiones generales*, Ediciones Paz y Esperanza, 3^e édition, Ayacucho, 15p.
- Autesserre, Séverine, 2011. «Construire la paix: Conception collective de son établissement, de son maintien et de sa consolidation», *Critique internationale*, vol. 2, no. 51, pp. 153-167
- Autesserre, Séverine, 2010. *The Trouble with the Congo: Local Violence and the Failure of International Peacebuilding*, Cambridge University Press, Cambridge, 344 p.
- Baranyi, Stephen (ed.), 2008. *The Paradoxes of Peacebuilding Post-9/11*, UBC Press, Vancouver, 359p.
- Bar-Siman-Tov, Yaacov (ed.), 2004. *From Conflict Resolution to Reconciliation*, Oxford University Press, New York, 272 p.
- Bendezú Flores, Tovar, 2010. *Villa de Julcamarca*, Edición Grafica Industrial, E.I.R.L. Huancayo, 198p.
- Bennett, Andrew et Alexander L. George, 1997. *Process Tracing in Case Study Research*, MacArthur Foundation Workshop on Case Study Methods.
- Building Bridges for Peace, 2014. Building Bridges for Peace, [En ligne], <http://www.buildingbridgesforpeace.org/>, (Page consultée en juin 2014).

- Burt, Jo-Marie, 2009. «Guilty as Charged: The Trial of Former Peruvian President Alberto Fujimori for Human Rights Violations», *The International Journal of Transitional Justice*, vol. 3, no. 3, pp. 384-405
- Byrne, Michelle, 2001. «Ethnography as a qualitative research method», *AORN Journal*, vol. 74, no. 1, pp. 82-83
- Caballero Martin, Victor, 2009. *El Rayo que no cesa: Conflicto y Colectividad social 2009*, Asociación Servicios Educativos Rurales (SER), Lima, 60p.
- Carment, David, 2003. «Assessing State Failure: Implications for Theory and Policy», *Third World Quarterly*, vol. 24, no. 3, pp. 407-427
- Comisión de la Verdad y Reconciliation, 2003a. *Informe final*, Comisión de la Verdad y Reconciliation, Pérou
- Comisión de Verdad y Reconciliación, 2003b. *Un pasado de violencia, un Futuro de Paz : 20 años de violencia 1980-2000*, CVR, Lima, 39p.
- Consejo de Reparaciones. *Registro Único de Víctima*, [En ligne], <http://www.ruv.gob.pe/normas.html>, (Page consultée en mai 2014).
- Consejo Nacional de la competitividad. *Indice de Competitividad Regional*, Gobierno del Perú, [En ligne], <http://www.cnc.gob.pe/indice-regional/presentacion/indice-de-competitividad-regional-icr> (Page consultée le 26 juillet 2013)
- Jiménez Bacca, Benedicto, 2000. *Inicio, Desarrollo y Ocaso del Terrorismo en el Perú*, INDECOPI, Lima, 966 p.
- Da Costa, Diana Felix et John Karlsrud, 2012. «Contextualising Liberal Peacebuilding for Local Circumstances: UNMISS and Local Peacebuilding in South Soudan», *Journal of Peacebuilding & Development*, vol. 7, no. 2, pp. 53-66
- Darweish, Marwan et Carol Rank (eds), 2012. *Peacebuilding and Reconciliation: Contemporary Themes and Challenges*, Pluto Press, Londres, 228 p.
- Dembinska, Magdalena, 2010. «Building Trust: Managing Common Past and Symbolic Public Spaces in Divided Societies», *Ethnopolitics*, Vol. 9, Nos. 3-4, pp. 311-332
- Donais, Timothy, 2012. *Peacebuilding and Local Ownership: Post-conflict consensus-building*, Routledge, New York, 178 p.
- Escribens, Paula et al., 2008. *Reconociendo otros saberes: Salud mental comunitaria, justicia y reparación*, DEMUS, Lima, 152 p.
- Farfán Martinez, Gorge, 2007. *Huancavelica : Registro de Víctimas*, Instituto de Defensa Legal, Lima, 141p.
- Francovic, Ivana, Nenad Vukosavljevic et Tamara Smidling, 2014. *Reconciliation ?! Training Handbook for Dealing with the Past*, Center for Nonviolent Action, Sarajevo, 148p.
- Fujii, Lee Ann, 2009. *Killing Neighbors: Webs of Violence in Rwanda*, Cornell University Press, Ithaca, 212 p.

- Fujimori, Alberto, Fall 1998. «Peru's Struggle Against Violent Insurgency», *Harvard International Review*, vol. 20, no. 4, pp. 58-62
- Galtung, Johan, 1969. «Violence, Peace, and Peace Research», *Journal of Peace Research*, vol. 6, no. 3, pp. 167-191
- Gobierno del Perú, janvier 2005. *Ley Marco del Empleo Público*, [En ligne], http://www.unsa.edu.pe/control_interno/docs/1_normaslegales/l_28175.pdf, (page consultée en janvier 2016)
- Gobierno del Perú. *Juntos - Programa Nacional de Apoyo Directo a los más Pobres*, [En ligne], <http://www.juntos.gob.pe/index.php/quienes-somos/antecedentes> (Page consultée en avril 2014).
- Goetschel, Laurent et Tobias Hagmann, 2009. «Civilian Peacebuilding: peace by bureaucratic means?», *Conflict, Security & Development*, vol. 9, no. 1, pp. 55-73
- Govier, Trudy, 2006. *Taking Wrongs Seriously: Acknowledgment, Reconciliation, and the Politics of Sustainable Peace*. Humanity Books, 303 p.
- Govier, Trudy et Wilhelm Verwoerd, 2002. «Trust and the Problem of National Reconciliation», *Philosophy of Social Sciences*, vol. 32, no. 2, pp. 178-205
- Greener, B.K., 2011. «Revisiting the politics of post-conflict peace-building: reconciling the liberal agenda?», *Global Change, Peace & Security*, vol. 3, no. 3, pp. 357-368
- Grondin, David, 2010. «Le poststructuralisme», dans Macleod, Alex et Dan O'Meara (dirs.), *Théories des relations internationales: Contestations et résistances*, Athéna Éditions, Montréal, pp. 315-338
- Hammersley, Martyn et Paul Atkinson, 1995. *Ethnography: Principle in Practice*, 2^e édition, Routledge, New York, 323 p.
- Hayner, Priscilla B., 2011. *Unspeakable Truths: Transitional Justice and the Challenge of Truth Commissions*, Routledge, New York, 356 p.
- Heathershaw, John, 2008. «Unpacking the Liberal Peace: The Dividing and Merging of Peacebuilding Discourses», *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 36, no. 3, pp. 597-621
- Hellmüller, Sara, 2013. «The Power of Perceptions: Localizing International Peacebuilding Approaches», *International Peacekeeping*, vol. 20, no. 2, pp. 219-232
- Hidalgo Morey, Teodoro, 1992. *Sendero luminoso: la Guerra equivocada*, 2^e édition, Editorial Monterrico, Lima, 125p.
- ICTJ, 2011. *A nuestra comunidad, una mañana entraron... Historias de violencia politica en comunidades del Perú*, ICTJ, New York, 78 p.
- Inter Pares, 2009. *Rising from the Ashes*, Sound Development Communication Media, couleur, 30 minutes.
- Joyner, Christopher C., 2010. «Reconciliation as Conflict Resolution», *New Zealand Journal of Public and International Law*, vol. 8, no. 1, pp. 39-70

- Kalyvas, Stasis N., 2006. *The Logic of Violence in Civil Wars*, Cambridge University Press, Cambridge, 508 p.
- Laplante, Lisa J. et Kimberly Susan Theidon, février 2007. «Truth with Consequences: Justice and Reparation in Post-Truth Commission Peru», *Human Rights Quarterly*, vol. 29, no. 1, pp. 228-250
- Lidén, Kristoffer, Roger Mac Ginty et Oliver P. Richmond, 2009. «Introduction: Beyond Northern Epistemologies of Peace: Peacebuilding Reconstructed?», *International Peacekeeping*, vol. 16, no. 5, pp. 587-598
- Mac Ginty, Robert, 2008. «Indigenous Peace-Making Versus the Liberal Peace», *Cooperation and Conflict: Journal of the Nordic International Studies Association*, vol. 43, no. 2, pp. 139-163
- Mac Ginty, Robert, 2010. «Hybrid Peace: The Interaction Between Top-Down and Bottom-Up Peace», *Security Dialogue*, vol. 41, no. 4, pp. 391-412
- Manrique, Nelson, 1997. *El tiempo del miedo: La violencia politica en el Perú 1980-1996*, Fondo editorial del Congreso del Perú, Lima, 395p.
- Masterson, Daniel. 2009. *The History of Peru*, Westport, The Greenwood histories of modern nations, Greenwood Publishing, 246p.
- Méndez, Juan E., 2000. «Latin American Experiences of Accountability», dans Amadiume, Ifi et Abdullahi An-Na'im (eds), *The Politics of Memory: Truth, Healing and Social Justice*, Zed Books, Londres, pp. 127-141
- Ministerio de Economía y Finanzas del Perú. *Programa Vaso de leche*, [En ligne], http://www.mef.gob.pe/index.php?option=com_content&view=article&id=448&Itemid=100964, (consultée en janvier 2016)
- Ministerio de Justicia y Derechos humanos. *Comisión Multisectorial de Alto Nivel*, [En ligne], <http://www.minjus.gob.pe/reparaciones/> (Page consultée en janvier 2016)
- Mitchell, Christopher R. et Landon E. Hancock (eds.), 2012. *Local Peacebuilding and National Peace: Interaction Between Grassroots and Elite Processes*, Continuum, New York, 183 p.
- Newman, Edward, 2011. «A Human Security Peace-Building Agenda», *Third World Quarterly*, vol. 32, no. 10, pp. 1737-1756
- Newman, Saul, 2005. *Power and Politics in Poststructuralist Thought: New theories in the political*, Routledge, New York, 177 p.
- Özerdem, Alpaslan et Richard Bowd, 2010. *Participatory Research Methodologies: Development and Post-Disaster/Conflict Reconstruction*, Ashgate, Farnham, 275 p.
- Parent, Geneviève, 2010. «Reconciliation and Justice after Genocide: A theoretical Exploration», *Genocide Studies and Prevention*, vol. 5, no. 3, pp. 277-292
- Parent, Geneviève, 2011. «Peacebuilding, Healing, Reconciliation: An Analysis of Unseen Connections for Peace», *International Peacekeeping*, vol. 18, no. 4, pp. 379-395
- Paris, Roland, 2004. *At War's End: Building Peace After Civil Conflict*, Cambridge, Cambridge University Press, 289 p.

- Paris, Roland et Timothy D. Sisk, 2007. *Managing Contradictions: The Inherent Dilemmas of Postwar Statebuilding*, Research Partnership on Postwar Statebuilding, International Peace Academy, 14 p.
- Pouligny, Béatrice et al. (eds.), 2007. *After Mass Crime: Rebuilding States and Communities*, United Nations University Press, New York, 314 p.
- Prager, Carol A. L. et Trudy Govier, 2003. *Dilemmas of Reconciliation: Cases and Concepts*, Wilfrid Laurier University Press, Waterloo, 360 p.
- Prager, J., 2001. «Psychology of Collective Memory», *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences*, pp. 2223-2227
- Renner, Judith et Alexander Spencer, 2012. *Reconciliation after Terrorism: Strategy, possibility or absurdity?*, Routledge, New York, 230 p.
- Richmond, Oliver P., 2009. «Becoming Liberal, Unbecoming Liberalism: Liberal-Local Hybridity via the Everyday as a Response to the Paradoxes of Liberal Peacebuilding», *Journal of Intervention and Statebuilding*, vol. 3, no. 3, pp. 324-344
- Richmond, Oliver P., 2006. «The problem of peace: Understanding the ‘liberal peace’», *Conflict, Security and Development*, vol. 6, no. 3, pp.291-314
- Richmond, Oliver P., 2004 «The Globalization of Responses to Conflict and the Peacebuilding Consensus», *Cooperation and Conflict: Journal of the Nordic International Studies Association*, vol. 39, no. 2, pp. 129-150
- Roberts, David, 2011. «Beyond the Metropolis: Popular Peace and Post-Conflict Peacebuilding», *Review of International Studies*, vol. 37, pp. 2535-2556
- Robins, Simon, 2013. «An Empirical Approach to Post-conflict Legitimacy: Victim’s Needs and the Everyday», *Journal of Intervention and Peacebuilding*, vol. 7, no. 1, pp. 45-64
- Rojas Orellana, Félix, 2012. *Características de la exclusión social en Julcamarca, Angaraes – Huancavelica*, Tesis para optar el título profesional de Antrópologo social, sous la supervision de Rene Marcial Apaico Alata, Universidad San Crisóbal de Huamanga, Facultad de ciencias sociales, 152p.
- Stern, Steve J. (Ed.), 1998. *Shining and Other Paths: War and Society in Peru, 1980-1995*, Duke University Press, Londres, 534 p.
- Theidon, Kimberly, 2000. «”How we learned to kill our brother”?: Memory, Mortality and Reconciliation in Peru», *Bulletin de l’Institut français d’études andines*, vol. 29, no. 3, pp. 539-554
- Theidon, Kimberly, 2003. «Disarming the Subject: Remembering War and Imagining Citizenship in Peru», *Cultural Critique*, no. 54, pp. 67-87
- Theidon, Kimberly, 2006a. «The Mask and the Mirror: Facing up to the Past in Postwar Peru», *Anthropologica*, vol. 48, no. 1, pp. 87-100
- Theidon, Kimberly. 2006b. «Justice in Transition: The Micropolitics of Reconciliation in Postwar Peru», *Journal of Conflict Resolution*, vol. 50, no. 3, pp. 433-457.
- Ti Noco, Aristión et Eduardo Cárceres Valdivia, 1999. *Violencia, exclusión y desarrollo: La experiencia des las comunidades campesinas de Julcamarca*, APRODEH et CEAA-Inti, Lima, 98p.

- Trimikliniotis, Nicos, 2012. «Sociology of Reconciliation: Learning from Comparing Violent Conflicts and Reconciliation Processes», *Current Sociology*, vol. 61, no. 2, pp. 244-264
- Uvin, Peter, 2009. *Life after Violence. A People's History of Burundi*, Zed Books, Londres, 224 p.
- Vanthuyne, Karine, 2014. *La présence d'un passé de violences : Mémoires et identités dans le Guatemala de l'après-génocide*, Presse de l'Université Laval, Québec.
- Verkoren, Willemijn et Mathijs Van Leeuwen, avril 2013. «Civil Society in Peacebuilding: Global Discourse, Local Reality», *International Peacekeeping*, vol. 20, no. 2, pp. 159-172
- Yates, Pamela (dir.), 2005. *State of Fear: The Truth about Terrorism*, Skylight Pictures, couleur, 92 minutes
- Youngers, Coletta, 2003. *Violencia Política y Sociedad civil en el Perú*, EIP Instituto de Estudios Peruanos, Lima, 519p.